





# idées

## Le point de vue de...

ANNE-MARIE HIRSCH

### Le nouveau mythe du siècle : la motivation

Anne-Marie Hirsch est docteur en médecine à Bègles.

Nous allons en analyse comme en religion pour trouver le ou les « motivations » de nos impulsions et de nos actes. Nous nous disons « moi dans notre peau » parce que nos motivations nous semblent inexplicables ou totalement impensables. Notre vingtième siècle a essayé, laborieusement, de rendre plus proches, plus saisissables, nos « motivations » : inconscientes, pulsionnelles, souvent fatales à nous-mêmes comme à ceux qui nous entourent.

Nous étions et nous restons des humains qui se cherchent et ne se trouvent pas, et qui ne communiquent pas, ou si peu.

« Mais, nous disaient les sciences humaines, établissez un vrai dialogue entre semblables et vous allez trouver l'homme. »

« Je suis femme. — Je répète ici ce que me disait l'autre jour un ami psychanalyste. « Vous êtes femme », disait-il — moi « je suis un homme ». Quel pourra être « ma motivation » ? Me motivation — pour essayer d'instaurer un « vrai dialogue » ? Me motivation très consciente, très certaine, subjectivement déterminante, ne peut être que « se comprendre cette étrange fait féminin » dont l'autre, l'homme en question — un homme en question, — fait inconsciemment, spontanément, une « entité » qui, au fond, ne se discute pas. »

« Vous êtes femme, disait-il, et dites-vous enfin ce que vous désirez au fond, et ce que vous voulez ? »

« Alors, « permettez-moi de parler » — reprenons une formule vieille de presque un siècle.

La femme que je suis commence et finit à parler pour découvrir ses motivations, ses motivations spécifiques, féminines. »

Je suis alors irritée et étonnée d'en trouver et peu qui me soient spécifiques. Je découvre des schémas, des images, des caricatures, des notions étranges, des fantasmes, mais je n'y suis pas.

C'est aujourd'hui, tout particulièrement, en face des tueries obscures perpétrées par ceux que l'on nomme des terroristes, et parmi lesquels je découvre, sur le photo, dix femmes et six hommes, que je me pose plus que jamais la question « des motivations ».

Il serait si facile de proclamer tout simplement ces jeunes femmes les victimes inconscientes de ces six garçons, et « l'amour » passionnel expliquerait leur comportement insensé. Quelles ont été « les motivations profondes véritables » de ces filles de bourgeois pour renoncer à tout ce que leur milieu pouvait offrir comme confort ou comme dot en vue de créer un foyer normal animé par une maternité joyeuse et tranquille ?

« Mais pourquoi ont-elles démolé l'image si rassurante de leurs chères au bonheur ?

« De votre bonheur, on n'en veut plus, disent-elles, et c'est bien décidé pour nous, nous n'aurons pas d'enfants. »

« Oui, la « bonne conscience » qui nous habite et envie de gémir à ces propos dérangeants ; mais, justement, notre bonne conscience nous fait défaut, car, dans ce vingtième siècle, nous avons appris à aller au-delà de « cette bonne conscience » petite-bourgeoise pour chercher assez fébrilement « les motivations » de nos propres actions et de celles des autres. »

C'est pourquoi je ne suis pas aussi pessimiste que Jacques Madaule (1) — nous savons bien que la répression et la violence ont toujours existé, et cela dans toutes les civilisations antérieures à la nôtre, sans exception. Seulement, voilà : ces répressions-là, on ne les connaissait pas. Et ces répressions violentes avaient été présentées par les « responsables » comme une action autorisée, comme un « droit divin », en vue d'élites assez abstraites comme « la gloire » ou « le nation » (dite en danger). On « ne se posait pas de questions », on acceptait « les lois cruelles mais indispensables » et l'autorité des hommes.

Et voilà ce qui a changé ! Ce n'est pas l'homme qui est devenu « autre », mais c'est un individu plus conscient qu'autrefois qui est apparu. Et la femme est tout simplement devenue — comme l'homme — un individu plus conscient qu'autrefois. Est-il, pour cela, indispensable d'être une terroriste ?

Evidemment non. La violence exercée contre des innocents manifeste un état de surexcitation pathologique venant d'une haine lamentable contre « l'autorité parentale » de l'Etat et des institutions. Ces jeunes femmes représentent un groupe d'individus du sexe féminin qui a décidé de s'opposer par tous les moyens à une société jugée par elles « abominablement injuste » et « pourrie » dans ses fondements.

Mais les femmes ? Pourquoi elles ? D'esclaves elles sont devenues tyrans elles-mêmes. Dans un sursaut excessif de révolte, elles ont pris un engagement total pour « tout basculer, tout bouleverser ». Leur jeunesse et leur mort acceptées peuvent devenir une faible excuse.

Qu'est-ce que nous avons fait nous, au moment du nazisme ? On ne peut pas comparer cela ? D'accord ! Chaque individu, à cette époque lointaine, à condition de ne pas être corrompu ou ignorant, était en révolte.

Cue disaient les terroristes femmes d'aujourd'hui ? « Vous êtes des corrupteurs sans le savoir. Vous avez les mains tachées de sang sans le savoir. Vous préparez à nos enfants un avenir mort-né. Vos paroles ne correspondent en rien à vos actes », disent-elles.

Oui, oui, personne, aujourd'hui, ne peut avoir vraiment « bonne conscience », mais comment faire ? Que proposer à la future génération ? A moi, la femme, cela me paraît si simple, au fond : c'est de découvrir la spontanéité de l'amour et du respect des uns pour les autres, et cela, peut-être, sans aucune « motivation » analysée !

(1) « Bonne conscience » dans le Monde daté 23-24 octobre.

JEAN LACROIX

philosophie de la culpabilité

il faut détruire en soi l'homme du remords, rénover l'homme du repentir

collection « philosophie d'aujourd'hui » - 39 F

puf

## Les grilles du temps

### ENTRETIEN AVEC J.-B. PONTALIS

#### II. — Une autre science, demain

Après avoir évoqué l'état, l'importance et le fonctionnement de la psychanalyse dans la société française d'aujourd'hui (le Monde du 3 novembre), J.-B. Pontalis répond, dans la seconde partie de l'entretien qu'il nous a accordé, à des questions portant sur les abus, les conséquences, les conflits du « système psy » et sur l'avenir de cette science.

« Puisque vous avez fait allusion à la médecine, n'y a-t-il pas un paradoxe dans le fait que la psychanalyse, aux yeux du grand public, est considérée comme le « système » du sujet, alors que, pour les psychiatres les plus orthodoxes, celle-ci ne viendrait que de surcroît ?

« Pour moi, c'est le type même du faux problème. « La guérison de surcroît », c'est une formule lancée jadis par Lacan et qu'on peut considérer comme strictement freudienne. Elle signifie que l'analyse cherche à produire des changements intrapsychiques chez le sujet et que l'atténuation ou la disparition des symptômes n'est pas sa visée première : les symptômes s'effacent quand le sujet n'en aura plus besoin. Elle ne signifie nullement que le psychanalyste se soucie du mieux-être de son patient comme d'une guigne, ou qu'il considère le traitement comme un « voyage » ou un « exercice spirituel ».

Je pense, pour ma part, que les implications thérapeutiques de l'analyse sont irréversibles. Je ne fais pas mine de la distinction régnante entre la psychiatrie — « de soutien » ou « réparatrice », dit-on avec quelque mépris, — et la psychanalyse, exercice noble de pure « interprétation ». La psychanalyse est une forme de psychothérapie.

« Pensez-vous qu'il y ait aujourd'hui un consensus général sur ce point ?

« Je le soupçonnerais, mais je n'en ai pas l'impression. J'aimerais bien d'ailleurs que ceux qui parlent avec dédain de la guérison s'expliquent sur la finalité — et la fin — des deux ou des trois traitements liés — d'une analyse. Un mot encore sur cette notion de guérison. Ce n'est pas une notion simple. On dit souvent qu'hérédité de la médecine du corps, elle n'aurait pas sa place en psychanalyse. Mais, même en médecine, l'idée d'un retour à l'état antérieur à l'éclosion ou à l'installation de la maladie — la fameuse *restitutio ad integrum* — n'est pas soutenable. Il s'agit toujours d'un réajustement. Il est évident qu'une fois transposée dans le champ de l'analyse, l'idée de guérison va subir une mutation décisive. Le patient doit aller à la rencontre de ses conflits, de sa souffrance, que lui masquent ses symptômes.

« N'ous assistons maintenant, avec l'expansion massive de la psychanalyse, avec son omniprésence, à une générali-

sation du « système psy ». La psychanalyse fut révolutionnaire, mais ne la voyons-nous pas se transformer en une sorte de tyrannie ? Convenait-il alors de faire une distinction entre la psychanalyse au sens strict et le « psychanalisme » que vous évoquiez tout à l'heure ?

« C'est assurément là la position, assez confortable, il faut le dire, prise par de nombreux psychanalystes : l'« or pur » et le « plomb », nous ne sommes pas responsables des retombées sociales, de l'abâtardissement, etc. C'est un fait que la psychanalyse, à la différence de toutes les autres disciplines, loin de se réjouir de son succès, s'en inquiète.

« Pour moi, la situation analytique, c'est un laboratoire, ce qui n'implique pas, bien sûr, que l'analyste analysé à des sujets d'expérience. Mais c'est un laboratoire au sens où c'est là qu'apparaissent, sous la forme la plus tangible, la plus démonstrative, la plus intense, un certain nombre de processus, de phénomènes, de formations psychiques, exactement comme une expérience bien conduite est plus pure que le phénomène naturel. L'apport sur le plan scientifique, sur le plan de la connaissance de l'homme, en est considérable, mais c'est aux autres disciplines, dans leur champ particulier, d'utiliser — ou non — nos découvertes. Aux autres disciplines et aux autres pratiques, qui ont leurs exigences méthodologiques et sociales propres. Comme toute activité de pensée, la psychanalyse ne progresse qu'en allant toujours plus loin dans la position et la solution des problèmes que sa pratique lui pose.

D'abord, et toujours, le « terrain », comme disent les ethnologues. Il est donc erroné d'affirmer que la psychanalyse ne concerne que les analystes et leurs patients, et que personne ne peut rien lui tirer. Mais il est vrai que le transfert d'un champ théorique à l'autre, d'une pratique à l'autre, soulève d'innombrables problèmes auxquels les intéressés doivent se coller.

« Cela dit, il ne faut pas se montrer trop négatif, trop bureaucratique, à l'égard des effets de nos travaux dans le domaine social. Il y a, bien sûr, danger, si chacun, dans son lieu de vie ou de travail, dans sa famille ou son couple, veut jouer au psychanalyste, « interpréter » et « décoder », mais il y a également des éléments positifs dans le fait que de nombreuses personnes (professeurs, éducateurs, dirigeants) soient sensibles à ce qui est actif en nous, entre nous, sans pouvoir être dit. Un médecin, par exemple, attentif à la plainte de ses malades, et qui tente d'y répondre, c'est quand même mieux qu'un simple prescripteur de médicaments.

#### Narcisse et Edipe

« Dans ce laboratoire que vous évoquiez et où, depuis des années, vous pratiquez votre métier de psychanalyste, des modifications sont-elles survenues ? Les conflits psychiques et les manières de les exprimer sont-ils les mêmes qu'il y a vingt ans ? Une problématique narcissique ne se substitue-t-elle pas, comme on l'a dit, à une problématique œdipienne ?

« Le discours manifeste, ce qu'on appelle le tableau clinique, oui, a certainement changé, pour autant qu'on puisse tirer des conclusions générales du petit échantillon avec lequel chacun de nous travaille. Effectivement, les demandes motivées (la névrose « classique ») se font plus rares, alors que sont plus fréquentes des demandes qui se formulent en des termes plus vagues : une sorte de malaise à vivre, de tristesse diffuse, de *taedium vitae*, d'absence à soi-même et aux autres ; ou le manque d'engagement professionnel ou amoureux ; ou encore le sentiment de répéter indéfiniment la même situation, et donc de la susciter. Aujourd'hui, on met plus en « acte » — dans son corps ou au-dehors — qu'on ne « met en scène » dans son théâtre ou son cinéma privé. Peut-être...

« Mais, de là à inférer que les conflits psychiques ont changé,

qu'Edipe, c'est terminé, il y a un pas. Tant que l'enfant sera le produit de ses géniteurs, et puis Narcisse et Edipe peuvent cohabiter. L'évolution de l'inconscient — si cela a un sens de parler ainsi — est plus longue que celle de la conscience.

« Parmi les nombreuses critiques qui sont formulées à l'encontre de la psychanalyse, il en est une qui revient avec insistance et qui concerne la féminité. Freud, partageant les préjugés phallocentriques de son temps, aurait engagé la psychanalyse dans une voie douteuse...

« Il faut d'abord rappeler que la communauté psychanalytique a été, presque dès sa fondation, extrêmement ouverte aux femmes et qu'elle n'a pas attendu les revendications féministes actuelles pour écouter ce que les femmes ont à dire.

« Il me semble, en outre, sinon tout à fait faux, du moins singulièrement partiel et peu analytique, de redire ce que Freud a dit de la féminité à ses énoncés dogmatiques sur la question. Certes, nombre de ses affirmations, vous le rappelez, sont marquées des préjugés de son temps et de son milieu : Freud ne parle pas toujours en analyste. Mais, si on entend une

lecture réellement analytique de Freud, c'est-à-dire si on ne limite pas la fonction qu'il accorde à la féminité à quelques énoncés disparates sur la féminité, alors on découvre qu'il a été tout au long de son œuvre « travaillé » par elle plus que par quoi que ce soit. La féminité, c'est peut-être le noyau de l'œuvre freudienne. Je vous renvoie au remarquable travail de Vladimir Graciov : *La Pensée et le féminin*.

« Cela dit, n'est-ce pas une facilité que de toujours vouloir dénoncer l'idéologie des autres ? Comment être sûr qu'on ne la remplace pas alors par son inverse (toujours le retournement dans le contraire...) ? Rien n'assure que le discours féminin sur la féminité soit, par position, plus vrai que le discours masculin.

« Le phallocentrisme, maintenant. Mais la psychanalyse ne pose pas l'équivalence femme = châtiment. Cela, c'est la théorie sexuelle de l'enfant qui répond comme il peut à l'énigme de la différence des sexes. Car les sexes ne sont pas complémentaires, comme le veut le mythe platonicien, ou opposés, comme le dit la chanson. Ils sont différents, non simplement *dissimilaires*, comme le sont les visages humains. Pourquoi la « petite différence » a-t-elle plus d'effets symboliques, sociaux, individuels que les grandes dissimilitudes ? On ne peut, à mon avis, penser la féminité sans penser conjointement la différence et la bisexualité. La féminité n'est pas le monopole des femmes. En tout cas, ce n'est pas aux femmes que Freud est venu porter la nouvelle de la castration, c'est aux hommes.

#### Rivalités et conflits

« Les rivalités entre écoles, entre chapelles, sont un des éléments caractéristiques de la situation de la psychanalyse en France.

« Si ce n'était qu'en France !

« Je me demande si, après avoir été menacée de l'extérieur (médecins, université, religion...), du temps où elle était maudite, elle ne l'est pas maintenant de l'intérieur.

« Oui, mais ne limitons pas à la psychanalyse — qui ferait alors, sur ce point comme sur d'autres, office de bouc émissaire — un phénomène qui est propre à tout groupe humain dès l'instant où il n'est pas purement spéculatif, où il est aussi une pratique. Rien à ce qui se passe dans le domaine politique, où nous avons un exemple tout à fait actuel. Les familles, ça se déchire. Dans les partis, ça se bagarre. Et des individus pleinement harmonieux, vous en connaissez beaucoup ? Il y a comme une aptitude innée au conflit chez l'homme, et c'est toujours le plus proche, le frère, qui est l'ennemi, le « faux frère ».

« Si vous faites allusion à la situation de la psychanalyse en France, elle est depuis des années certainement pour une large part déterminée par la personne de Jacques Lacan et par son école. Il est de bon ton aujourd'hui de décrier les sociétés « officielles » de psychanalyse, comme s'il pouvait y en avoir d'autres ! L'école freudienne de Paris (Lacan) n'est ni plus ni moins cétivie qu'une autre. Mais le mérite qu'on doit au moins reconnaître aux sociétés non lacaniennes, c'est que personne ne peut y être érigé en position de maître. Tout le fonctionnement interne de l'institution est agencé de manière qu'aucune décision concernant la « formation » d'un candidat puisse être prise par un seul individu, y compris lui-même. Pourquoi cette garantie ? Ce n'est pas tant par souci « démocratique » (il n'est pas sûr que cette valeur politique puisse être transposée telle quelle dans le domaine de l'analyse) que parce que la fonction de puissance, et même d'omnipotence, est plus évitée en analyse que dans tout autre.

« Il est donc très important — et c'est pourquoi je ne reprends pas à mon compte la critique actuelle de principe contre l'institution analytique — qu'intervienne un tiers, représenté par l'institution, qui empêche qu'un sujet puisse être totalement livré à la merci d'un autre.

« Cela dit, il n'est pas question d'évaluer l'œuvre si forte, si ingénieuse, complexe, si riche en travaux, de Lacan dans le cadre d'un entretien. Il y a une manière de génie chez cet homme, qui est à l'usage d'un génie de la manière. Il est également difficile d'insérer publiquement, avec toute la précision souhaitable, les réserves qu'impose la pratique que Lacan a induite chez un nombre croissant de ses élèves.

« Il est d'ailleurs assez inefficace, à mon avis, de faire des critiques de l'extérieur (ce qui est mon cas puisque je me suis éloigné de Lacan voici déjà quinze ans et que je ne le regrette pas) car un groupe très fortement constitué et qui se prévaut faussement d'être « excommunié » pour mieux se répandre, peut toujours rester sourd à ces critiques ou faire le coup du mépris, de la docte arrogance, de la superbe, ce qui est bien dans le style de l'école freudienne. Mais il me semble qu'est en train de s'accomplir, et

c'est beaucoup plus important, au sein même de cette école, un certain mouvement de dégagement. On respire mal, avec des nœuds bornoniens autour de la gorge.

« Vous songez sans doute à certaines prises de position récentes, parmi lesquelles celle de François Roustang ?

« Oui, un signe, entre beaucoup d'autres. Effectivement, dans son livre *Un destin si funeste*, Roustang met en question vigoureusement la relation maître/disciple telle qu'elle opère sans vergogne dans l'école freudienne. Je reprocherai cependant à l'auteur de s'être appuyé sur la relation de Freud à ses propres disciples pour tenter son procès, souvent allusif, à l'école lacanienne. Mais la relation de Freud à ses disciples était bien différente : intrinsèque sur la doctrine, oui, mais nulle emprise. Il ne voulait pas que ses élèves innovent ou attendent de lui une parole sacrée. Il faisait en sorte, au contraire, qu'ils suivent leur propre voie.

« Le danger que court le maître et qu'il fait courir, c'est non pas tant d'engendrer des fils révoltés — cela, c'est dans l'ordre des choses — que de fabriquer des perroquets. Un mot, soit dit en passant, qui se prête bien à la « décomposition ».

« Une dernière question : comment voyez-vous l'avenir de la psychanalyse ?

« A une question en passe de devenir rituelle, une réponse qui pourrait être : sombre, très sombre. Mais je ne vous ferais pas celle-là, où il entre, comme dans tout pessimisme affiché, bien de la complaisance. On se justifie d'occuper des places — car le psychanalyste, quel qu'il en dise, bénéficie de la vogue, de l'idéalisation de la psychanalyse : il professe, il publie, il se laisse interviewer... — on se justifie donc en laissant entendre qu'on « prendra le maquis » un jour, pour retrouver l'analyse à sa source.

« Pour ma part, je dirai plutôt que la psychanalyse, comme tout d'ailleurs, s'inscrit dans l'histoire. Il y a un « avant » de la psychanalyse, il y aura un « après ».

« La « science » psychanalytique sera caduque quand une autre science que nous ne pouvons pas prévoir sera à même de donner plus d'intelligibilité aux faits dont la psychanalyse tente de rendre compte. Elle apparaîtra alors, telle la géométrie euclidienne, comme un cas particulier d'une science plus large. Une nouvelle « révolution épistémologique », venant après celle inaugurée par Freud, est-elle déjà engagée ? Je ne le crois pas. Ne la confondons pas en tout cas avec la prolifération, dans la périphérie de la psychanalyse, de ses « sous-produits » à quoi nous assistons actuellement.

« Et puis, avant la psychanalyse, quelque chose de sa fonction opératoire bien par d'autres voies : le théâtre, il y a bien longtemps, la littérature, plus tard. Lire, ce n'est pas « analyser » un texte, tout au contraire, c'est consentir à se laisser analyser par une parole autre, venue d'un autre espace, où la fiction est vérité.

« Alors, sur ce point, faisons confiance à l'homme : il inventera bien d'autres moyens pour tout à la fois, s'égayer, se perdre et se trouver. »

FIN

Propos recueillis par ROLAND JACCARD.

هكذا من الأصل



# diplomatie

## LA VISITE A PARIS DU PREMIER MINISTRE QUÉBÉCOIS

M. René Lévesque, premier ministre du Québec, a assisté ce jeudi matin 3 novembre à une réception offerte en son honneur à l'Hôtel de Ville de Paris par M. Chirac. Hôte à déjeuner du président de la République, il a dans l'après-midi un second entretien avec M. Barre, qui donne, ce jeudi soir au Quai d'Orsay, un dîner en son honneur.

L'entretien en tête à tête des deux premiers ministres, mercredi, a été consacré aux aspects généraux de la coopération franco-québécoise. M. Barre, a dit M. Lévesque à la sortie, a évoqué avec une grande connaissance les problèmes économiques qui se posent à nos pays.

M. Lévesque s'est alors rendu au déjeuner offert par M. Edgar Faure à l'hôtel de Lassay. Dans son allocution, le président de l'Assemblée nationale a longuement rendu hommage au rôle de décolonisateur du général de Gaulle. Il a notamment déclaré : « Si la France avait le devoir anxieux, angoissant de refuser son

propre colonialisme, pourquoi condamnerions-nous des hommes qui, au nom de l'idéal français, refusaient d'être eux-mêmes des colonisés de quiconque ? (...) Quand vous êtes allés rendre hommage au général de Gaulle sur sa tombe, vous étiez dans la ligne de sa pensée. Cette pensée qui est la suivante : aucun homme, aucun peuple, aucun groupe ne peut plus désormais, dans le mouvement de l'histoire, se voir refuser sa dignité, son identité, sa promotion et son espérance. »

Après avoir visité le Palais-Bourbon, M. Lévesque a assisté à une partie de la séance. Dans l'hémicycle, relativement bien garni, tous les députés, de l'extrême droite à l'extrême gauche, se sont levés pour l'applaudir. M. Edgar Faure, qui présidait, leur a alors demandé de le suivre dans la Galerie des fêtes de l'hôtel de la présidence, pavée aux couleurs de la France et du Québec (bleu et blanc), où un unique drapeau canadien blanc et rouge ajoutait une curieuse dissymétrie.

On lira ci-dessous des extraits des discours qui furent prononcés par le président de l'Assemblée nationale et le premier ministre québécois et chaleureusement applaudis par quelque six cents invités. Malgré quelques formules frappantes, les propos de M. Lévesque ont été jugés modérés, en particulier son insistance à proposer une association entre l'éventuel État souverain du Québec et le Canada.

Dans la soirée, M. Lévesque a été reçu à dîner par M. Peyrefitte. Le garde des sceaux déclara que la visite du premier ministre québécois était placée sous le signe de « l'émotion, de la réserve et de la confiance ». « La réserve, dit-il notamment, s'impose à nous parce que le Québec est l'affaire du peuple québécois et parce que la France ne saurait, de toute évidence, se substituer à lui dans le choix de son destin ni s'immiscer dans les affaires intérieures du Québec, dans les affaires intérieures du Canada, dans les relations entre Québec et Ottawa. »

Dans sa réponse, M. Lévesque évoqua la mémoire du général de Gaulle : « D'ici deux à trois ans, dit-il, les Québécois vont pouvoir décider de leurs institutions, de leur avenir. Si les Québécois acceptent ce que nous leur proposons, ce sera pour beaucoup grâce à l'action de de Gaulle. Les Québécois n'oublieront jamais que le général de Gaulle a aidé un très grand pays, la France, à comprendre ce qui arrivait à son rejeton, le Québec. »

M. Gérard Pelletier, ambassadeur du Canada, qui est jusqu'ici refusé à tout commentaire, était jadis à Orly parmi les personnalités qui ont accueilli M. Lévesque. Il assistait à la réception au Palais-Bourbon, mais non au déjeuner offert par M. Edgar Faure. Il n'a pas été convié non plus au dîner de M. Peyrefitte, ni au déjeuner de ce jeudi à l'Élysée, ni au déjeuner de vendredi offert par M. Lévesque à M. Barre. En revanche, il a été invité à l'Hôtel de Ville de Paris et au dîner que donne ce jeudi soir le premier ministre français pour son collègue québécois.

### LES DISCOURS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### M. Edgar Faure : je salue en vous un porteur de notre propre chance

Recevant M. René Lévesque, premier ministre du Québec, M. Edgar Faure, après avoir retracé la carrière du premier ministre québécois, a notamment déclaré :

« D'où vient le retentissement international de ce qui se passe aujourd'hui au Québec ? Qu'est-ce qui donne à l'expérience québécoise son caractère exemplaire ? La réponse est que cette expérience est porteuse de valeurs universelles. On parle beaucoup, de par le monde, du droit à la différence. Partout, les « minorités », ethniques, culturelles, religieuses, réclament un statut, un accès à la libre expression, à leur culture, à leur identité. C'est là que nous voyons l'État d'où de tous les attributs de la souveraineté (...).

« Les éboulements de la surpopulation ne nous font pas oublier, mais au contraire ressentir plus durement, l'impuissance fondamentale qui tient à notre précarité (...). Je pense que la grande casson de l'homme moderne est celle d'une certaine dose de survie (...).

« C'est ainsi que l'on peut, pensons-nous, mieux comprendre l'explosion de la violence de différence et aussi les modalités qui en sont désormais séparables. Le problème de la différence, aujourd'hui, ce n'est pas seulement la différence individuelle, qui est coexistante, du moins en tant qu'aspiration licite, à toute société de liberté. C'est la possibilité d'être différents ensemble, c'est la différence communautaire, c'est la géométrie variable des communautés différenciées (...).

« La volonté des Québécois de persévérer dans leur être (...) opère dans le monde, le futur français, révélateurs et porteurs d'espérance, qui marquent ce dernier quart de notre vingtième siècle. Cette recherche de l'identité dans l'espace et dans le temps n'est pas seulement celle de votre gouvernement, mais du peuple québécois tout entier, marquée par des réalisations et des créations de tous ordres, dans la technique comme dans la culture, où l'on porte même d'une véritable explosion. Ainsi, d'une part, nous construisons une vérité québécoise, d'autre part nous figurons, côté à côté et avec bien d'autres, parmi les animateurs de la grande communauté francophone, enfin nous avons aussi entre nous ce domaine qui nous est, si je puis dire, commun en particulier. Ce domaine c'est celui de la vérité franco-québécoise, qui compose notre parenté consanguine et notre affinité consentie. (...) Vous osez à construire notre propre avenir singulier, celui de la nation française, le futur français, saisi dans le mouvement du futur humain. Je salue en vous (...) un porteur de notre propre chance, un agent fraternel de notre avenir. »

assure la prise en se portant en oment du terme de sa naissance (...).

« Un élément considérable (...) pour l'existence de ces communautés différenciées, c'est naturellement le langage. (...) Les meilleures autorités de la vie intellectuelle du monde (...) encouragent légitimement les peuples qui se trouvent retardés sur la voie du développement à promouvoir les langues qui étaient parfois tombées dans une quasi-désuétude (...). Cela est juste, mais alors de quel droit et de quel front pourrait-on refuser au français un traitement équitable et le rélever, où que ce soit qu'on le parle, au rang de dialecte ?

« La volonté des Québécois de persévérer dans leur être (...) opère dans le monde, le futur français, révélateurs et porteurs d'espérance, qui marquent ce dernier quart de notre vingtième siècle. Cette recherche de l'identité dans l'espace et dans le temps n'est pas seulement celle de votre gouvernement, mais du peuple québécois tout entier, marquée par des réalisations et des créations de tous ordres, dans la technique comme dans la culture, où l'on porte même d'une véritable explosion. Ainsi, d'une part, nous construisons une vérité québécoise, d'autre part nous figurons, côté à côté et avec bien d'autres, parmi les animateurs de la grande communauté francophone, enfin nous avons aussi entre nous ce domaine qui nous est, si je puis dire, commun en particulier. Ce domaine c'est celui de la vérité franco-québécoise, qui compose notre parenté consanguine et notre affinité consentie. (...) Vous osez à construire notre propre avenir singulier, celui de la nation française, le futur français, saisi dans le mouvement du futur humain. Je salue en vous (...) un porteur de notre propre chance, un agent fraternel de notre avenir. »

« Je meurs content. Je ne verrai pas les Anglais dans Québec. » Ces paroles historiques, les Québécois les ont apprises par cœur, et à contrecoeur : 1759 : le marquis de Montcalm venait de perdre la bataille des Plaines d'Abraham. La « Nouvelle-France » passait aux mains des adversaires, et le Bas-Canada — symboliquement bien nommé — se résignait à « voir des Anglais dans Québec. »

Quand tourne le vent de l'histoire, fils et petits-fils de marins savent mieux que personne qu'il faut en tenir compte avant de hisser la voile et mettre le cap sur l'avenir. Quand souffle la tempête, on ne lague pas les amarres. Le vent vire et revire, par vocation, par provocation. En attendant, il faut vivre. Cent métiers, cent misères. Sans métier, pire encore. Le conquérant devenu le patron commandant dans sa langue, et le vaincu tentant d'être dans la sienne, qui infectait. Le clergé conseillait, paternel, de tendre l'autre joue, mais la résistance s'organisait.

« Québec, où les touristes font en calèche le tour de la ville, il y a, paraît-il, un cocher malin qui raconte à ses passagers l'histoire revue et corrigée par lui. Chaque coin de rue a ses faits d'armes. Partout, les valeureux soldats français infligent des défaites cuisantes aux armées anglaises et voient de victoires en victoires, toutes plus glorieuses les unes que les autres. « Tenez, rue Souverain, cet endroit où les armées anglaises et voient de victoires en victoires, toutes plus glorieuses les unes que les autres. « Tenez, rue Souverain, cet endroit où les armées anglaises et voient de victoires en victoires, toutes plus glorieuses les unes que les autres. »

#### LES CHANTS DÉSESPÉRÉS

En le rongeant je prends  
Un jour viendra qui n'est pas  
Et je mordrai qui m'eura  
Mordra.

« Tout un programme, ça, m'sieurs dames ! Arrivé devant les Plaines d'Abraham, de l'histoire, on se sent scellé, de la façon que l'on sait, le sort de la colonie française — le cocher reprend son souffle épique, frotte ses cheveux et enchaine : « Ici c'est déroulée la plus belle bataille, la bataille décisive. Les Anglais tombaient les premiers, fuyant en déroute. Le général Wolfe allait en mourir de honte tandis que Montcalm, victorieux, s'écriait : « Tant mieux, nous pourrions votre contents, nous ne verrons plus jamais les Anglais dans Québec. »

Si d'aventure un client ose intervenir, tente de rétablir les faits, suggère timidement : « N'est-ce pas justement ici que les Anglais ont finalement gagné la partie ? », le cocher s'indigne, foudroie du regard son interlocuteur malveillant et riposte : « Montcalm, je fais ce métier depuis vingt ans. Cette calèche m'appartient, et aussi longtemps que je serai maître à bord il n'y a pas un seul Anglais qui va gagner quoi que ce soit ici. »

Et je redis avec le poète, le paraphrasant (oh ! à peine) : Les plus désespérés sont les chanteurs les plus beaux. Et finissent les plus beaux ! (sont... bien rigolos !)

Le chef du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez, a quitté Madrid pour Bonn jeudi 3 novembre. M. Suarez aura des entretiens avec le président Walter Scheel et le chancelier Helmut Schmidt, ainsi qu'avec le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher. Vendredi, le président Suarez se rendra à Bruxelles et s'entretiendra avec les dirigeants belges.

#### M. René Lévesque : l'État québécois souverain offre à l'avance de nouveaux liens d'interdépendance avec le Canada

M. René Lévesque a notamment répondu :

« (...) Il est de plus en plus assuré qu'un nouveau pays apparaît bientôt, démocratiquement, dans le monde. Ce pays, qui présente un État fédéral aurait bien voulu s'appeler Québec, mais les provinces, et surtout, les États, ne veulent pas reconnaître qu'une de ses provinces parmi d'autres, et il est vain la grande majorité de ceux que vous appelez souvent « les Français du Canada ». (...) Le Québec est, physiquement, la plus grande contrée du monde dans la langue officielle soit le français. (...) Nous pouvons, tout comme vous, évoquer sans rire nos ancêtres les Gaulois ! Et, comme nous ne sommes pourtant que six millions, nous sommes tout à fait minoritaires. (...) Nous sommes tout à fait minoritaires, même qu'il nous admettent de nous sentir certes comme asiatiques dans son village et de sentir aussi que l'Amérique du Nord tout entière aurait fort bien pu être gauloise plutôt que néo-romaine. »

Après avoir rappelé l'histoire des expéditions françaises en Amérique du Nord, M. Lévesque poursuit : « Cette histoire — la, pendant un siècle et demi, elle fut la nôtre — et la nôtre également. Et je me souviens qu'en arrivant au dernier chapitre, celui qui se termine par désastre et conquête, on perdait le goût de savoir la suite. (...) »

« Il y avait là, en puissance, une nation française bien sûr, mais de personnalité tout aussi capable de vivre et de se développer au monde. C'est cela que la défaite vint briser, mais sans parvenir toutefois à en effacer le souvenir constant, lancinant même, quotidien pour tout dire, de maintenir une identité linguistique et culturelle d'un Québec isolé, rural et prolifique, une identité qui est aujourd'hui exposée comme jamais aux grands courants continentaux de la culture américaine et qui risque, par surcroît, d'être « minorisée » par la politique d'immigration d'un État fédéral qui voit le contraire jamais, ainsi que par le poids excessif du Québec d'une minorité anglophone dont les milieux dirigeants exercent depuis trop longtemps une influence prépondérante. Or, cette identité, après bientôt quatre cents ans, elle est comme l'âme à tel point chevillée à l'organisme du Québec que, sans elle, il n'aurait plus sa raison d'être. (...) »

« Et voilà donc pourquoi, dans un référendum que l'on tiendra avant les prochaines élections, et qui ne saurait évidemment impliquer que nous seuls, sera proposé le choix d'un Québec souverain, maître politiquement de toute sa

vie interne et de son devenir. A quoi absolument rien n'interdit d'associer cette offre complémente à l'offre d'indépendance au Québec une association essentiellement économique, qui serait non seulement aussi rentable pour lui que pour nous, mais non moins nécessaire à sa continuité pour peu qu'il y tienne. »

« De toute façon, le Canada en général sait bien maintenant, presque aussi bien que le Québec, que, à tout le moins, de profondes transformations sont requises. Le régime constitutionnel qui fut consacré à une poignée de colonies du siècle dernier est devenu un carcan. Derrière la fiction des dix provinces, deux peuples distincts, et qui ont l'un et l'autre le même droit à l'autodétermination, se trouvent non seulement à l'écart mais en danger de s'empêcher mutuellement de plus en plus (...).

M. Lévesque rappelle alors « l'urgence » du Québec au cours des années 60, « l'urgence sans hostilité, dit-il, ni la moindre intention repoussante, qui indiquait tout à la fois une auto-affirmation dont l'heure avait enfin sonné, en attendant celle de l'auto-détermination. (...) C'est ce Québec nouveau, renoué, que de Gaulle s'était donné la peine de voir. Contrairement à ce que d'autres ont pu penser, il n'avait pas eu à l'inventer. »

M. Lévesque rappelle alors « l'urgence » du Québec au cours des années 60, « l'urgence sans hostilité, dit-il, ni la moindre intention repoussante, qui indiquait tout à la fois une auto-affirmation dont l'heure avait enfin sonné, en attendant celle de l'auto-détermination. (...) C'est ce Québec nouveau, renoué, que de Gaulle s'était donné la peine de voir. Contrairement à ce que d'autres ont pu penser, il n'avait pas eu à l'inventer. »

« (...) Il y avait là, en puissance, une nation française bien sûr, mais de personnalité tout aussi capable de vivre et de se développer au monde. C'est cela que la défaite vint briser, mais sans parvenir toutefois à en effacer le souvenir constant, lancinant même, quotidien pour tout dire, de maintenir une identité linguistique et culturelle d'un Québec isolé, rural et prolifique, une identité qui est aujourd'hui exposée comme jamais aux grands courants continentaux de la culture américaine et qui risque, par surcroît, d'être « minorisée » par la politique d'immigration d'un État fédéral qui voit le contraire jamais, ainsi que par le poids excessif du Québec d'une minorité anglophone dont les milieux dirigeants exercent depuis trop longtemps une influence prépondérante. Or, cette identité, après bientôt quatre cents ans, elle est comme l'âme à tel point chevillée à l'organisme du Québec que, sans elle, il n'aurait plus sa raison d'être. (...) »

« Et voilà donc pourquoi, dans un référendum que l'on tiendra avant les prochaines élections, et qui ne saurait évidemment impliquer que nous seuls, sera proposé le choix d'un Québec souverain, maître politiquement de toute sa

#### ETUDIANTS, PROFESSEURS, à la librairie générale des puf

49 bd St-Michel 75005 PARIS - 325 83 40 4 lignes groupées (angle de la place de la Sorbonne)

ouverte sans interruption jusqu'à 19 h, du lundi au samedi

vous pouvez

- sur 1 km 300 de rayonnages découvrir 179.000 titres.
- circuler dans les 4 niveaux pour ne rien laisser échapper de l'actualité du livre.
- consulter (avant les autres) les bibliographies complètes de tous les programmes universitaires.
- vous procurer à la fois la carte routière de votre prochain week-end et le livre publié il y a vingt ans.
- demandeur aux 34 spécialistes de vous rechercher tout ouvrage dont vous ne connaissez exactement ni le titre ni l'auteur mais dont vous avez envie ou besoin.
- vous abonner aux revues françaises et étrangères que vous avez tant de mal à vous procurer.
- acheter ou commander tout livre étranger à la librairie internationale (17 rue Soufflot à Paris) tél. 326.77.41

puf

#### Deux objectifs complémentaires

Cette « métamorphose » suscite la création d'un « instrument pour l'expression politique ». Ce fut le « parti québécois », dont M. Lévesque indique « les deux objectifs, qui sont demeurés jumelés depuis lors : « souveraineté et association ». (...) Soit, dit-il, un État québécois souverain acceptant, ou plutôt offrant à l'avance de nouveaux liens d'interdépendance avec le Canada, mais des liens à négocier cette fois librement entre partenaires égaux, en fonction de leur évidence géographique et de leurs intérêts les plus indiscutables. C'est-à-dire faire réalité de ce mot de « considération » que l'on nous a fait employer abusivement pendant plus d'un siècle. Ces deux objectifs, qui peuvent sembler contradictoires, sont en réalité parfaitement complémentaires, et ils comportent un autre aspect : s'ils comportent un autre aspect, c'est qu'ils sont aussi logiques aujourd'hui qu'ils l'ont été autrefois. »

Après avoir évoqué l'idéal démocratique de son parti, il poursuit : « Mais il y a de plus le

ROLAND JACQUIE



# EUROPE

## Grande-Bretagne

DANS SES MÉMOIRES POSTHUMES

### Richard Crossman, ancien ministre de M. Wilson raconte « les derniers jours de l'ancien régime »

De notre correspondant

Londres. — Le « Sunday Times » publie cette semaine d'importants extraits du troisième et dernier volume des mémoires de Richard Crossman. Brillant journaliste et pilier du Labour, ministre des affaires sociales de M. Harold Wilson à la fin des années 60, Richard Crossman est mort en avril 1974. En 1975, le gouvernement travailliste tenta vainement d'empêcher la parution de la première partie de ces mémoires, qui allaient faire scandale. La fin de ce « journal » est encore moins plaisante pour le Labour. L'évolution des discussions et des intrigues au sein du cabinet de l'époque (1968-1970) donne des hommes au pouvoir — certains d'entre eux y sont encore — une image affligeante, parfois sordide.

Aucun des membres des gouvernements Wilson et Callaghan ne sort indemne de cette entreprise de démystification, pas même l'auteur, personnalité brillante, mais non dépourvue de faiblesses. Cet aristocrate de l'esprit, ce pur produit de l'intelligence universitaire parle de lui avec une certaine complaisance (« J'accomplis un bon et phénoménal travail », mais il révèle aussi un certain dédain pour les problèmes et les classes moyennes sans culture, clientèle traditionnelle du parti travailliste).

Avant d'être le bénéficiaire de cette double destruction, « A la fin de la vie », une réunion du cabinet, Crossman, furieux, s'adresse à M. Callaghan : « Mais qu'attendez-vous pour démissionner, Jim, Partez ! ». M. Callaghan accusa le coup, flotta mais ne sombra pas. Selon Crossman, ni M. Roy Jenkins ni M. Wilson n'aimaient M. Callaghan, considéré par le premier comme « un imbécile torpilleux » et comme « un extraordinaire ambassadeur extraordinairement faible » ; par le second, au contraire de ses intrigues avec les syndicats. « Le jour où M. Callaghan fut nommé pour ce qu'il a fait », dira un jour M. Wilson.

#### « Un petit bonhomme »

Richard Crossman estime que M. Wilson aurait pu imposer sa volonté s'il avait éliminé M. Callaghan. Mais le premier ministre, malgré la plénière opinion qu'il avait de son collègue qu'il qualifiait de « signe de papier », était, lui aussi, dépourvu de griffes. Cédant aux pressions de la majorité, abandonné par ses intimes, il s'engagea sur la voie du compromis avec les syndicats en choisissant un nouveau « whip » (député chargé de la discipline de vote) hostile à la législation Castie. « C'est exactement ce genre d'attitude qui fait de Harold Wilson un leader médiocre et intolérable », écrit Crossman. « C'est un timide, un petit bonhomme ».

L'auteur a le dent dure pour la plupart de ses collègues. M. David Owen, l'actuel secrétaire au Foreign Office, est « un jeune arrogant ». Le secrétaire d'Etat à l'Industrie, M. Eric Varley est « incompétent » et M. Tony Benn, le ministre de l'énergie, est peut-être brillant, mais « ce qu'il dit est de seconde qualité et parfois catastrophiquement stupide ». Quant à M. Peter Shore, ministre de l'environnement, il a fait le preuve qu'« avec de la détermination on peut survivre aux plus grosses bêtises ».

M. Roy Jenkins est « un ambassadeur, un passeur, qui doit sa carrière à sa connaissance des gens bien placés ». Un politicien au caractère efféminé, il n'a manqué cependant pas d'entraîneur pour Crossman, qui l'invita dans le platin chauffé de sa confortable maison de campagne. Les relations de l'auteur avec M. Wilson restèrent tendues mais dépourvues de rancune.

Ce journaliste brillant, et imbu de sa supériorité intellectuelle, était-il seulement un critique dépourvu de principes comme ses adversaires le prétendent ? Son agressivité verbale paraît plutôt être une défense d'homme isolé, très conscient de ses imperfections et de ses limites. « Ce journal, dont je pense qu'il sera extrêmement important pour les historiens futurs, sera probablement considéré comme un récit détaillé et plutôt ennuyeux des derniers jours de l'ancien régime britannique », écrit-il sans illusions.

HENRI PIERRE.

## Union soviétique

Les cérémonies du soixantième anniversaire de la révolution

### La démocratie est la valeur historique universelle pour fonder une société socialiste originale déclare M. Berlinguer

De notre correspondant

Moscou. — Sans être ni dure ni menaçante, la partie du discours que M. Brejnev a consacrée, mercredi 2 novembre, aux relations avec les partis communistes, avait été fermée. L'après-midi, M. Berlinguer a réaffirmé avec la même netteté ses propres positions.

Le secrétaire général du P.C. soviétique avait repris ses thèmes traditionnels, pas celles antérieures à la conférence de Berlin-Est des partis communistes d'Europe occidentale, mais l'interprétation que l'Union soviétique a donnée de la déclaration finale adoptée à cette conférence. C'est ainsi que « les efforts par rapport à l'internationalisme prolétarien » (M. Berlinguer a parlé, lui, de « solidarité internationale ») sont, selon M. Brejnev, « une source inépuisable d'échecs et de revers épreuves pour le peuple ». Moscou reconnaît que les divers niveaux de développement et les traditions nationales différentes provoquent une multiplicité des formes concrètes de l'édification socialiste, mais « la révolution socialiste et l'édification socialiste ont des traits communs essentiels, insurpassables qui demeurent et qui conservent toujours leur valeur ».

Ces traits communs énumérés par M. Brejnev ne sont pas précisément ceux auxquels M. Berlinguer s'est référé dans sa courte allocution. Sans doute, le secrétaire général du P.C. italien n'a-t-il rien dit d'autre que ce qu'il déclare depuis plusieurs années déjà. Mais une chose est de le dire à Rome, voire à Berlin-Est, une autre est de le proclamer à Moscou, dans une fête de famille où M. Gherok, Honneur du P.C. soviétique, a donné le signal de l'insolence. De plus, M. Berlinguer n'a pas seulement parlé en son nom, mais il a insisté sur la communauté de pensée entre les partis communistes de l'Europe occidentale : « L'expérience accomplie nous a amenés à la conclusion — comme pour d'autres partis communistes de l'Europe — que la démocratie est aujourd'hui non seulement le terrain sur lequel l'adversaire de classe est contraint de reculer, mais aussi la seule voie pour la réalisation d'une société nouvelle, socialiste, garantissant toutes les libertés individuelles et collectives, civiles et religieuses, le caractère non idéologique de l'Etat, la possibilité pour divers partis d'exister, le pluralisme dans la vie sociale, culturelle et intellectuelle ».

Les murmures qui ont accueilli cette déclaration ont montré que M. Berlinguer avait pour le moins entretenu la règle du jeu. En comparaison, l'affirmation par M. Paul Laurent des positions « originales » du parti communiste français a paru un peu timide : « Notre parti propose à notre peuple une voie démocratique, originale, indépendante, pour aller vers un socialisme correspondant aux traits spécifiques de notre pays, un socialisme aux couleurs de la France. La démocratie et la liberté sont aujourd'hui le terrain principal du combat de classe, du combat révolutionnaire », a déclaré M. Laurent, avant de faire allusion aux « nœuds différents » du P.C. français et du P.C. soviétique. Un autre délégué étranger a provoqué des « mouvements divers » dans l'assistance. Il s'agit de M. Le Duan, secrétaire général du P.C. vietnamien, par ailleurs d'une parfaite orthodoxie, qui a exprimé « sa reconnaissance à la Chine et aux autres pays socialistes frères pour leur appui chaleureux » pendant la lutte contre les Etats-Unis. L'ambassadeur de Pékin à Moscou n'aura pas eu le loisir d'entendre ces remerciements, car il avait quitté la salle du Palais des congrès dès que M. Brejnev avait commencé à lire la partie de son discours — au demeurant assez modérée — consacrée à la Chine.

DANIEL VERNET.

### M. Brejnev n'a pas prononcé la phrase essentielle de son discours

De notre correspondant

Moscou. — Une petite énigme a intrigué les observateurs et les diplomates en poste à Moscou après le discours de M. Brejnev. Pourquoi le secrétaire général du parti communiste soviétique n'a-t-il pas prononcé la phrase qui semble essentielle dans ses propositions pour le désarmement, à savoir : « Nous proposons aujourd'hui de faire un pas décisif : s'entendre sur la cessation simultanée de la production des armes nucléaires par tous les Etats de tous les types de ces armes, qu'il s'agisse des bombes ou des obus atomiques, thermonucléaires ou à neutrons ». Cette phrase figure dans le texte officiel du discours distribué par l'agence Tass et dans le texte reproduit par la Pravda. Pourtant M. Brejnev ne l'a pas dite.

S'agit-il d'un simple oubli ?

Oralement, M. Brejnev a bien proposé un « pas décisif », mais il s'agissait de l'arrêt de tous les essais nucléaires. Y a-t-il eu au dernier moment, au sein de la direction soviétique, une divergence sur cette proposition ? Dans ces conditions, cela aurait-il été que M. Brejnev l'aurait abandonnée à la tribune du Palais des congrès, puis fait réintroduire dans le compte rendu de la Pravda. C'est tout de même peu vraisemblable.

Toujours est-il que les officiels soviétiques ont insisté auprès des délégations étrangères présentes à Moscou sur le fait que c'était bien le texte écrit qui faisait loi. Il convenait donc de faire comme si M. Brejnev avait effectivement annoncé la proposition en question. — D. V.

# A TRAVERS LE MONDE

## Allemagne fédérale

• Mlle HEILGE BERGER, trentenaire, a été nommée secrétaire à la chancellerie de la R.F.A., a été nommée, mercredi 2 novembre, par un tribunal de Düsseldorf à cinq ans de prison pour espionnage au profit de la R.D.A. — (A.F.P.)

## Bolivie

• LA DATE DES ELECTIONS GENERALES a été fixée au 9 juillet 1978. L'actuel président, le général Hugo Banzer, sera candidat à la présidence. Il sera soutenu par une nouvelle formation politique, le Parti d'union nationale (PUN). Selon le quotidien catholique bolivien *Presidencia*, le PUN regroupe plusieurs importants partis boliviens, notamment le Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.) et la Phalange socialiste bolivienne (P.S.B.). — (A.F.P.)

• UNE LISTE DE TORTIONNAIRES, qui auraient travaillé à la solde du régime militaire du général Banzer ces six dernières années, a été publiée, le mercredi 2 novembre, par l'Assemblée permanente des droits de l'homme boliviens. Selon un communiqué de cette organisation, de nombreuses personnes ont été torturées, et des milliers d'autres, de toutes tendances, ont été détenus pour des raisons politiques depuis 1971. Selon l'Assemblée, il y a actuellement quatre cent cinquante prisonniers politiques. Il y en aurait eu jusqu'à cinq mille cinq cents en 1971. — (A.F.P.)

## Brésil

• LE POSTE THIAGO DE MELLO A ETE ARRETE le lundi 31 octobre, à son arrivée, à l'aéroport de Rio-de-Janeiro, apprend-on de bonne source, à Paris. L'auteur de Chant

de l'amour armé, de 11 fait sombre, mais je chante, et de *Poésies engagées* avec moi, se et la haine, vivait depuis huit ans en exil. Sa dernière résidence était au Portugal. Il avait décidé de braver l'interdiction qui lui était faite de rentrer dans son pays par les autorités militaires. Thiago de Mello avait été diplomate, en poste au Chili, avant le coup d'Etat de 1964. A Rio, il avait été détenu après cet événement.

## Chypre

• LES PARENTS DE DEUX MILLE CHYPRIOTES GRECS portés disparus ont demandé aux gouvernements des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU de « faire tout ce qui est possible » pour retrouver la trace des personnes dont on ignore le sort depuis l'intervention turque dans l'île, en juillet 1974. — (A.F.P.)

## Hongrie

• LE JEUNE ROUVAIN HONGROIS MIKLOS HARASZTI, auteur de l'ouvrage *Le Scribe en robes de M. de* (du 24 août 1976), s'est vu refuser, pour la deuxième fois, en quelques mois, par les autorités de 500 pays un visa pour se rendre en Allemagne fédérale. Après le premier refus, M. Haraszti avait adressé une lettre à M. Janos Kadar, premier secrétaire du parti, pour lui demander d'intervenir en sa faveur. La décision du ministre de l'Intérieur hongrois se fonderait sur le fait que le frère de l'intéressé, Peter, a été légalement en Suède en 1974.

M. Haraszti avait obtenu l'assurance de bénéficier, pendant son séjour en République fédérale, d'une bourse d'études d'un an à Berlin-Ouest. Le refus de donner suite à sa demande apparaît d'autant plus surprenant de la part

des autorités hongroises que celles-ci ont récemment répondu favorablement à des requêtes similaires des sociologues György et Maria Markus. La philosophe Agnès Heller et son mari, M. Ferenc Feher, obtiendraient prochainement une autorisation de sortie pour un séjour prolongé en Australie.

## Pakistan

• LES ELECTIONS GENERALES, ajournées le 1<sup>er</sup> octobre, ne pourront avoir lieu avant novembre 1978, a annoncé mercredi 2 novembre, à Ankara, où il est en visite, le général Zia-ul-Haq. Le chef du gouvernement pakistanais a laissé entendre que le pays devra avoir achevé, d'ici aux élections, l'examen des accusations d'abus de pouvoir et détournement de fonds portées contre l'ancien premier ministre, M. Bhutto. — (A.F.P.)

## Portugal

• UN ACCORD DE PRINCIPES POUR UN PRET DE L'ARABIE SAOUDITE au Portugal aurait été accepté par Ryad, lors d'un entretien qui a eu lieu à Paris, le mardi 1<sup>er</sup> novembre, entre le premier ministre et ministre des affaires étrangères portugais, M. Mario Soares, et le prince Saoud Al Fayal, ministre des affaires étrangères saoudien. Le montant du prêt serait de 250 millions de dollars. La diplomatie de Ryad a, en plusieurs circonstances, fait des gestes visuels en faveur de l'Arabie saoudite, les dirigeants susceptibles de faire barrage à une éventuelle montée du communisme. — (A.F.P.)

## Surinam

• LA COALITION QUADRIPARTITE SORTANTE dirigée par le premier ministre, M. Henk Arron, a remporté 24 des 39 sièges du Parlement lors des élections législatives organisées depuis l'indépendance, en 1975. La coalition des quatre partis d'opposition, dominée par les Indiens, qui représentent 35 % de la population, et conduite par M. J. J. Gerneth Lachmon (parti démocratique), disposera, quant à elle, des 15 sièges sortants. Les quatre partis vainqueurs du scrutin du 31 octobre ont dominés par les Noirs qui constituent 42 % de la population de l'ancienne colonie néerlandaise. Chef du parti national, le premier ministre est allié au parti catholique romain, au parti indonésien et au parti progressiste hindou. — (A.F.P.)

## Thaïlande

• LE COMITE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE THAI (1) lance une campagne d'aide médicale au Front de résistance à la junte militaire de Bangkok. Il compte lui envoyer 500 trousseaux de matériel chirurgical de première urgence, d'une valeur de 50 000 francs. Les dons peuvent être adressés à M. Jean Gullou, C.C.P. 1273 89 W. Limoges, avec la mention : Pour le comité de solidarité avec le peuple thaï (S.O.S. médical).

(1) c/o M. Luc Thibaut, 5, rue du Dauphine, 93600 Aubervilliers-Bols.

# A LA REGLE A CALCUL: INITIATION A LA PROGRAMMATION SUR CALCULATEURS HEWLETT-PACKARD

Jamais la programmation n'avait été aussi accessible : les deux derniers calculateurs Hewlett-Packard permettent, grâce à leurs 224 lignes de programmes et leurs 26 registres de données, de résoudre les problèmes de programmation les plus ardues.

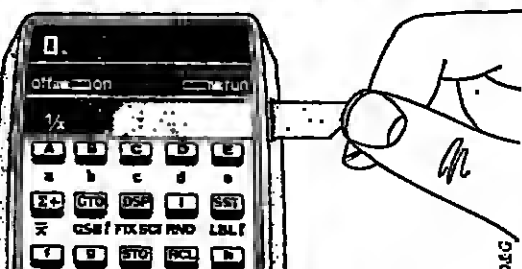
HP-97 : version avec imprimante 5586 FTL.C. HP-67 : format de poche 2992.92 FTL.C. HP-28 : 617,22 FTL.C. HP-28C : 1052,52 FTL.C. HP-29C : 1387,65 FTL.C.

Et jamais la programmation n'avait été aussi facile : à la « Règle à Calcul », une équipe de votre spécialiste vous expliquera tous les mystères de la programmation. Mystères très simples : en une demi-heure, vous en aurez fait le tour.



1<sup>er</sup> distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP.  
65-67, bd Saint-Germain 75005 Paris.  
Tél. : 053 02 63 1033 3451

HEWLETT-PACKARD



RECORD DE FRANCE D'ENNEIGEMENT 76/77. COMITE DES STATIONS.

**NOTRE CADEAU D'OUVERTURE : DU 10 AU 20 DECEMBRE A PARTIR DE 230 F. REMONTEES COMPRISES !**

10 jours à ce prix là (par personne) à la veille de Noël, ça ne s'est jamais vu ! Cela comprend votre logement dans un studio\* (si vous êtes 4), les remontées illimitées... la neige et le soleil garantis par contrat.

Isola 2000, c'est 100 km de pistes, 20 remontées mécaniques dont 2 nouveaux télésièges, 2 stades de slalom, initiation au ski de fond, ski artistique, une école de ski (50 moniteurs bronzés). Profitez-en.

**isola 2000**  
N°1 DU COMBINÉ NEIGE ET SOLEIL.

\* nos hôtels pratiquent aussi des prix exceptionnels.  
Tél : hôtels : (93) 02 70 60 locations (93) 02 71 80  
Maison d'Isola, 35, rue de Labenne Paris 8<sup>e</sup>, Tél. 387 55 09  
ou Isola 2000 : (93) 02 70 50  
ou votre Agent de Voyages

هكذا من الأصل



## EUROPE

## AMÉRIQUES

### Allemagne fédérale

## Le rapport officiel sur l'affaire Schleyer

### Six semaines qui ébranlèrent la R.F.A...

De notre correspondant

Bonn. — « Les six semaines qui ébranlèrent la République fédérale » : tel pourrait être le titre des documents publiés mercredi 2 novembre à Bonn, en vue de lever — partiellement — le voile sur les tractations qui se sont poursuivies dans la capitale ouest-allemande, entre l'enlèvement de Hanns-Martin Schleyer et la libération des otages du « Landshut », à Mogadiscio.

Lorsque la presse allemande exprima son mécontentement devant la consigne de silence imposée par les autorités après l'enlèvement du chef du patronat, le gouvernement avait promis qu'une fois l'épilogue clos il serait prêt à « tout dire ». Depuis lors, les autorités se sont aperçues qu'une telle promesse n'est pas facile à tenir, et le crayon du censeur a réduit la documentation officielle à une chronologie des événements de cent trente-deux pages, accompagnées de quatre-vingt-douze pages d'annexes dont une bonne partie est consacrée aux lettres et messages de H.-M. Schleyer.

Cette censure a été rendue nécessaire, tout d'abord pour ne pas donner aux terroristes potentiels la moindre indication sur les méthodes de travail de la police fédérale.

D'autre part, les juristes ont demandé que l'on élimine tout ce qui pourrait être de nature à compromettre un futur procès contre les auteurs de l'enlèvement. De plus, le ministère des Affaires étrangères de Bonn a naturellement obtenu que les di-

vers pays avec lesquels la République fédérale a été en contact ne soient pas mis dans l'embarras. Enfin, et surtout, les documents se concentrent sur le récit des événements sans dire quoi que ce soit des sentiments qui ont pu animer tel ou tel membre du gouvernement ou de l'opposition au sein de l'état-major de crise durant ces six semaines dramatiques.

Comme on pouvait s'y attendre, la publication gouvernementale s'efforce de justifier après coup le loi votée à la hâte par le Parlement en vue d'interdire aux détenus de Stammheim tout contact avec l'extérieur. C'est ainsi que, dès le 10 septembre — si l'on croit un message des ravisseurs — Baader connaissait le mot de code convenu pour remettre en liberté Hanns-Martin Schleyer. Encore n'est-il pas sûr que Baader ait eu connaissance de ce mot-cle avant même que le chef du patronat ait été enlevé. D'autre part, un croquis des lieux de l'enlèvement a été retrouvé dans la voiture de M. Nevela, un ami de Baader. Il est vrai que cette voiture était utilisée également par d'autres personnes.

Un fait inconnu jusqu'ici a surpris : les messages des ravisseurs de H.-M. Schleyer et ceux émanant des pirates de l'air ont été tapés sur la même machine à écrire. Ainsi disposerait-on, selon le porte-parole officiel de Bonn, d'indices sérieux suggérant que les deux opérations auraient été organisées à partir d'un « centre commun ».

Que la décision de ne pas libérer les membres de la « bande à Baader » ait été prise dès le début, ou le soupçonnera-t-on, les documents confirment que cette attitude a été adoptée dès le lendemain de l'enlèvement. Rien n'indique qu'elle ait jamais été remise en cause, même après le détournement de l'avion de la Lufthansa.

Une bonne partie de ces textes est consacrée aux conversations que divers fonctionnaires ont eues avec les détenus de Stammheim. Tous leurs comptes rendus s'ac-

cordent à confirmer que, depuis plusieurs semaines déjà, Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan Carl Raspe avaient brandi la menace du suicide. Mais on n'explique pas pourquoi les autorités n'ont pas pris alors des mesures plus sérieuses pour prévenir les intentions des prisonniers.

La partie la plus étonnante de la documentation touche l'ajournement de la « Frankfurter Allgemeine Zeitung », selon laquelle ces textes revus, corrigés et abrégés sont à la fois « trop courts et trop longs ».

JEAN WETZ.

## M. Bonnet : dans leur lutte contre le terrorisme les gouvernements démocratiques doivent prendre garde de ne pas outrepasser la légalité

M. Christian Bonnet, qui présidait, mercredi 2 novembre, devant l'Assemblée nationale le budget du ministère de l'Intérieur, a déclaré à propos du terrorisme : « Je voudrais attirer l'attention sur le fait que tout ce qui nous apparaît aujourd'hui comme normal, acquis, facile, pourrait se trouver modifié, si nous n'y prenons garde, par le développement du fanatisme terroriste et les réactions brutales qu'en attendent ceux qui l'inspirent. Il n'est pas de pire ennemi pour les démocraties que la démocratie authentique. Il n'est pas de pire allié objectif pour eux que des régimes autoritaires à l'excès. La tâche des gouvernements démocratiques, si elle n'est pas aisée à conduire, est du moins simple à définir : il leur faut défendre les libertés avec détermination et maintenir un climat de fermeté sévère qui en assure la protection ».

Le ministre a ajouté : « Dans la défense des libertés, les gouvernements démocratiques doivent prendre garde de ne pas faire le jeu de leurs adversaires en outrepassant la légalité. Ainsi,

dans la lutte contre les formes nouvelles et souvent odieuses que prend la violence, tout accès serait-il mal venu de la part des pouvoirs publics et dangereux pour la population, qui doit comprendre que ses libertés sont aujourd'hui menacées, et renouer à ce que j'appellerais ces jours derniers la complicité inconsciente du silence, pour participer à la défense de la démocratie, des bienfaits de laquelle elle bénéficie ».

C'est une offense injuste à faire à la démocratie que de croire une nation comme la nôtre incapable d'appréhender le langage de la vérité. Notre ligne de conduite en ce domaine comme dans les autres consistera à la lui donner ».

Ces en faisant montre de résolution, en adoptant une attitude qui la garde des abandons du laxisme et des tentations du fascisme que la communauté des États démocratiques triomphent des entreprises visant à l'ébranler. »

La France, pour sa part, donnera l'exemple d'une calme fermeté pour la défense des libertés dans le respect des principes fondamentaux de la démocratie. »

### Argentine

## Le ton monte entre le gouvernement et les grévistes du secteur public

Buenos-Aires (A.F.P.). — Le conflit entre l'Etat et certaines catégories de ses employés s'est aggravé avec la reprise de mouvements de grève et l'annonce faite, le mercredi 2 novembre, par le gouvernement d'une politique inflexible à l'égard des grévistes.

Dans la soirée du 2, la direction des chemins de fer argentins a envoyé aux cheminots en grève des télégrammes de mise à pied. Les employés, qui avaient accepté le 31 octobre une trêve de soixante-douze heures pour négocier, ont rejeté mercredi l'augmentation de salaires de 34 % à 43 % proposée par le gouvernement et ont repris la grève. Ils réclament une augmentation de 80 % à 100 %. De leur côté, les employés du métro de la capitale poursuivent leur mouvement entamé le 28 octobre. Malgré la mobilisation d'effectifs militaires, les rames ne fonctionnent que sporadiquement. Le mécontentement a touché d'autres catégories de travailleurs, comme ceux des compagnies de l'eau, du pétrole, de l'électricité, les marins et les employés de commerce.

Le ministre de l'économie, M. Martínez de Hoz, a lancé un sévère avertissement aux grévistes, après avoir rencontré le président Videla. Il rejette toute hausse de salaire supérieure à 40 %, ce qui forcerait le gouvernement à recourir à une émission monétaire incontrôlée, préjudiciable à toute la population et qui hypothéquerait tous les efforts déjà entrepris.

Les employés du secteur public n'ont bénéficié, cette année, que d'une hausse de 12 %, alors que leur salaire minimum journalier n'est que d'environ 50 dollars. Un communiqué gouvernemental précise, d'autre part, que des instructions ont été données pour que les entreprises d'Etat d'ac-

cordent aucune augmentation supérieure à 40 % des salaires de base, et qu'elles appliquent aux grévistes les sanctions prévues par la loi de sécurité de l'Etat : licenciement et peines de prison pouvant aller jusqu'à dix ans. La journée du mercredi 2 novembre a été l'une des plus difficiles pour l'économie argentine depuis le 23 mars 1976, date du coup d'Etat au ministère de l'Economie, où règne un climat tendu, les réunions se sont succédées. Ces grèves paraissent menacer gravement la position personnelle de M. Martínez de Hoz.

● A l'usine Renault de Córdoba des incidents ont eu lieu récemment, dont nous avons fait état dans le Monde du 28 octobre par l'intermédiaire d'une lettre adressée par M. Roger Silvain, secrétaire général (C.G.T.) du comité central d'entreprise de Renault, au P.D.C. de la région. A la direction de l'entreprise nationale on réclame, contrairement à ce que laisse entendre M. Silvain, Renault n'a pas fait appel à l'armée, mais celle-ci est intervenue de sa propre initiative. La direction a au contraire agi pour obtenir le retrait rapide des militaires et le travail a repris normalement dès le 15 octobre. La direction de Renault a pu cependant nous fournir des précisions sur les cent trente arrestations qui, selon M. Silvain, auraient été opérées à l'occasion de la grève et de l'intervention militaire du 14 octobre.

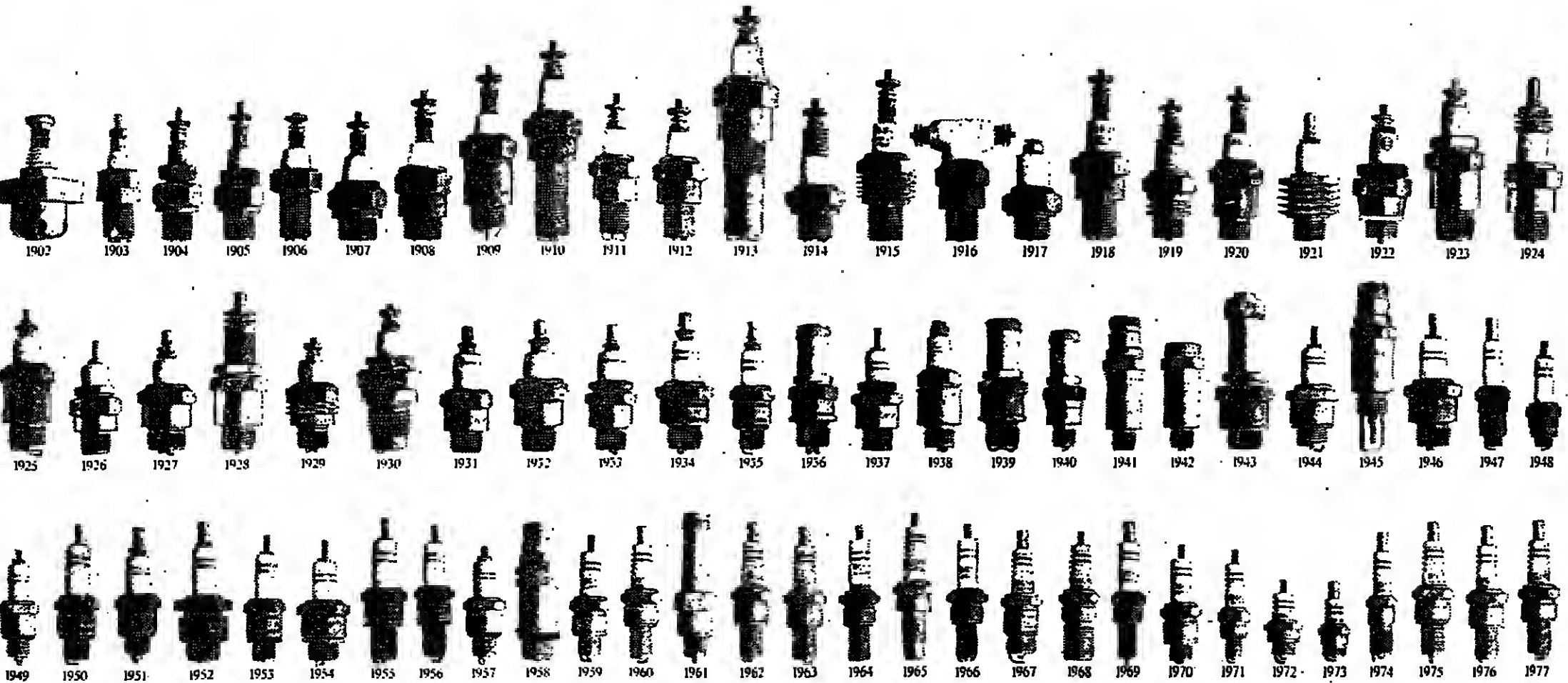
### VENTE A PONTISE

ROT. DES VITES DE PONTISE 3 bis, r. Saint-Martin - 03-01-03 DIMANCHE 13 NOVEMBRE à 14 h. première vente ATELIER AUGUSTE ROUBILLE 1872-1955 DESSINS, AQUARELLES, GOUACHES, AFFICHES, HUILES SUR TOILE, SCULPTURES par le peintre, de M. Guy Martiniot et Yves Savignat, ses assistants de M. J.-P. Camard, 246-35-74. EXPO PUBLIQUES le 4 nov. de 14 à 21 h., les 5, 10 et 12 nov. de 9 à 12 h., et de 14 à 18 h. Catalogue à demande à l'étude.

### Mexique

● LE MEXIQUE A PROTESTÉ, le mardi 1er novembre, auprès du département d'Etat américain contre les persécutions commises par le Ku Klux Klan contre des travailleurs mexicains entrés illégalement aux Etats-Unis. — (A.F.P.)

## Histoire de l'automobile.



En 1902 on tirait 6,2 ch d'une cylindrée de 1000 cm<sup>3</sup>. Aujourd'hui, on atteint 60 ch et même 300 ch avec un moteur de compétition. Un énorme progrès technique a été nécessaire pour développer et fabriquer des bougies permettant un tel rendement.

Carl Benz considérait l'allumage comme le problème numéro un. « Si l'allumage est défaillant, disait-il, tout est inutile, même les conceptions les plus géniales n'apportent rien. » Ces différents types de bougies ont été commercialisés par BOSCH. En quelques

années, l'allumage BOSCH à haute tension et les bougies BOSCH se sont imposés. Depuis leur origine, le principe des bougies a peu changé. Cependant, nous avons développé 20 000 types de bougies pour les adapter à l'évolution des moteurs.

Une bougie de qualité ne s'enracine ni en circulation urbaine, ni dans les embouteillages. Elle évite donc les ratées d'allumage, économise le carburant et ménage le moteur. A grande vitesse, la bougie ne doit pas trop chauffer afin d'éviter l'autoallumage. La comparaison suivante montre l'amélioration des bougies BOSCH :

Sur nos premières bougies, l'étincelle devait jaillir entre les électrodes 15 à 25 fois par seconde. Les bougies actuelles sont 5 fois plus performantes.

La limite de température maximum est passée de 600 à 900 degrés, la tension d'allumage de 10 000 à 30 000 volts.

Enfin, les bougies dépassent maintenant 15 000 km, alors qu'autrefois, il fallait les changer tous les 1 000 km.

Comment avons-nous pu effectuer ces améliorations ? La réalisation de la bougie thermo-élastic Super le montre : pour accroître la conductibilité thermique, nous projetons avec

la plus grande précision, un noyau de cuivre dans l'électrode centrale, avec une pression de 15 tonnes.

Alors, la prochaine fois que vous achèterez des bougies BOSCH, pensez-y : elles constituent un des éléments essentiels de l'histoire de l'automobile.

Le Groupe Bosch en France : 5 Usines.

# BOSCH



## AFRIQUE

## LE SORT DES FRANÇAIS ENLEVÉS EN MAURITANIE

**L'Agence de presse algérienne estime que l'envoi de renforts au Sénégal illustre l'engagement de la France contre le Polisario**

De notre correspondant

Alger. — « Ils sont tous ces Français ! Ils ne vont tout de même pas recommencer à faire la guerre. » Cette phrase entendue dans la rue traduit assez bien l'étonnement de la population algérienne à la suite de l'envoi d'un contingent de troupes au Sénégal au moment où, précisément, on constatait, comme l'écrit El Moudjahid ce jeudi 3 novembre, « la réduction apparente de la vive tension consécutive aux propos menaçants de certains membres du gouvernement français ».

**LE GROUPE COMMUNISTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CRAINT UN « REDOUTABLE ENGRENAGE »**

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale estime que « les préparatifs militaires (...) peuvent à tout instant déboucher sur un redoutable engrenage », comme conséquence possible, l'internationalisation du conflit du Sahara occidental, et peut-être même des opérations armées sur l'indou, en Algérie.

Il ajoute : « La voie menant à la libération des prisonniers français si elle peut être ouverte par l'entremise offerte par l'Algérie, ne saurait ignorer le Front Polisario. Cette dernière a d'ailleurs été suivie en 1975, et elle avait alors abouti à la libération de deux citoyens français.

La libération des prisonniers français du Polisario doit être obtenue par des démarches « politiques et diplomatiques », et non par un engagement militaire, déclare dans un communiqué publié mercredi 2 novembre la C.G.T. La centrale de la rue La Fayette met également en garde le gouvernement contre toute « escalade de la défense traduite d'internationaliser le conflit. Elle estime enfin que l'enlèvement et la détention de travailleurs français sont des pratiques condamnationnelles qui ne servent pas la cause du peuple sahraoui qu'elle soutient.

**Au Cap-Vert, près de Dakar**

**Les premiers éléments d'une base arrière**

L'annonce officielle, par le ministère français de la défense, de l'envoi de renforts à Dakar en marge de ce qui se passe actuellement au Sahara occidental ne répond pas, seulement, à une préoccupation diplomatique : celle de montrer, dans l'attente d'une réponse du président Boumediène à la lettre de M. Giscard d'Estaing sur le sort des otages du Polisario, que la France prend cette affaire très au sérieux. Le communiqué du ministère de la défense traduit, aussi, un souci tactique de l'état-major français : celui de disposer d'une base logistique à proximité d'un éventuel théâtre des opérations.

Ce n'est pas la première fois que la France utilise sa garnison interarmées de Dakar, où sont stationnés, en permanence, depuis les accords de défense franco-sénégalais conclus en 1961 et révisés en 1974, mille cent à mille deux cents hommes, répartis dans diverses installations près de Dakar.

Déjà, en avril dernier, lors de l'opération « Verveine » de transport de troupes marocaines vers le Zaïre, les avions Transall de l'armée de l'air française avaient utilisé la base du Cap-Vert, près de la capitale sénégalaise. La France maintient dans le Cap-Vert des moyens navals (remorqueurs, bâtiments de débarquement, et un avion de surveillance Bréguet-Atlantique), des moyens aériens (des avions de transport Noralis, et des hélicoptères Alouette), un bataillon d'infanterie de marine composé de deux compagnies motorisées et de deux pelotons d'auto-mitrailleuses Panhard, des stocks de vivres, de carburants, de munitions et des équipements de transmission.

L'ensemble de ces forces françaises de Dakar est commandé par un officier supérieur de la marine nationale, qui reçoit ses ordres du chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, à qui le chef de l'Etat a confié la semaine dernière la tâche de coordonner la préparation des actions militaires que la France pourrait engager pour récupérer les otages de Mauritanie.

Avec l'envoi de renforts qui représentent la valeur de deux compagnies acheminées par voie

**L'Algérie dénonce les « pressions » de Paris**

(Suite de la première page.)

Il n'est pas question, affirme-t-on à Paris, de céder à un chantage et de reconnaître le Front Polisario en échange de la libération d'otages. Le gouvernement français, enfin, estime que la responsabilité des autorités d'Alger est directement engagée en raison du soutien diplomatique et militaire qu'elle accorde aux Sahraouis, et parce que les disparus sahraouis ont été séjournés à un moment où à un autre sur le territoire algérien. C'est la raison pour laquelle M. Giscard d'Estaing s'est directement adressé au président Boumediène dans un message qui n'a pas encore reçu de réponse.

Il est certain qu'en refusant de donner des nouvelles des Français enlevés en Mauritanie et en s'abstenant même de reconnaître qu'il les détient, le Polisario a adopté une position insoutenable. Les déclarations faites par les dirigeants du Front traitant indistinctement tous les coopérateurs de « marocains » et messageant tous les Français qui se trouvent en captivité du tribunal militaire n'ont pas servi sa cause et ont, au contraire, de l'eau au moulin de ses adversaires.

Cette situation est des déclarations ne sont cependant pas nouvelles. Les six premiers Français enlevés l'ont été le 1<sup>er</sup> mai à Zouérate. Ils sont aux mains des moudjahidins depuis plus de quatre mois. Pourquoi avoir attendu si longtemps pour réagir ?

Paris a sans doute estimé, après le tragique enlèvement de M. Schieler en Allemagne et la réprobation unanime qui avait entouré le détournement d'un avion de la Lufthansa, que le moment était favorable et que l'opinion publique française, comme l'opinion internationale, réagirait positivement à ce gouvernement qui, en refusant de reconnaître l'existence du Polisario, est certes totalement condamnable, mais n'est pas moins que les moudjahidins du Front ne peuvent être assimilés à des « terroristes » agis-

pu en déduire à Paris que l'Algérie serait dans cette affaire très isolée, y compris dans le monde arabe. En suggérant implicitement l'équation Polisario = bande à Beeder = armée rouge japonaise, etc., le gouvernement français peut en effet être dans l'immédiat le problème de

son jeu d'idéologies radicales. Ce sont des hommes qui contestent la façon dont leur sort a été réglé — en dehors d'eux et contre leur volonté — et qui ont vu leur territoire partagé sans que soit appliqué le droit à l'autodétermination, pourtant reconnu par les Nations unies. Tout

français actuellement détenu au Sahara occidental, le Front de libération du Sahara, qui est le seul à être reconnu par la communauté internationale, ne peut pas, par conséquent, être considéré comme un mouvement armé. La sécurité des Français travaillant en Mauritanie ne peut être garantie qu'en prenant un engagement militaire important qui serait mal accepté en France et en Afrique. Il est peu probable que Paris choisisse cette voie, qui serait celle de l'éventure. Rien ne permet non plus de croire que le gouvernement français est décidé à sortir du « bouc » qu'il enlève depuis deux ans à propos du Sahara occidental et à renoncer à l'appui qu'il accorde de façon plus ou moins discrète au roi Hassan II et au président Ould Daddah.

DANIEL JUNQUA.



fond du Sahara occidental, sujet sur lequel son attitude demeure passablement ambiguë. La méthode utilisée en l'occurrence par le Polisario est certes totalement condamnable, mais n'est pas moins que les moudjahidins du Front ne peuvent être assimilés à des « terroristes » agis-

en proclamant sa neutralité, Paris soutient en fait diplomatiquement le Polisario. Le Front peut-il en faire abstraction ? Peut-on espérer, comme on le laisse entendre à Paris, que la fermeté actuelle paie et que la libération prochaine des ressortissants

**La grande inquiétude des coopérateurs à Nouadhibou**

(Suite de la première page.)

On aurait compris que vous veniez après l'attaque du 1<sup>er</sup> mai. Zouérate n'a pas été enlevée et deux autres tuées. Mais aujourd'hui ? Dans les rues de cette ville construite au début des années 60, chacun vague dans une inquiétude qui n'est pas une simple peur. Zouérate est loin, et les colonnes de Land Rover du Polisario plus encore. La situation géographique de Nouadhibou ne permet pas de se sentir en sécurité. Les coopérateurs, exceptés quelques individus sensibles par le problème sahraoui et les responsables de la Cominor, qui sont obligés de compléter les besoins de la base, les Français de Canisado ne se préoccupent guère de la situation politique du pays. On est venu ici pour « faire de l'argent » (la monnaie sahraoui) et pour profiter de l'absence de la C.F.A., ou pour oublier son passé. Le reste ne les regarde pas.

Enfin, depuis le début de l'opération, l'indifférence a fait place à l'inquiétude. Il y a d'abord eu cet article dans un journal français, qui faisait état de la découverte, sur le cadavre d'un combattant du Front Polisario, d'un plan d'attaque de la ville, pour prendre en otage un groupe de résidents. Nouadhibou n'était donc plus à l'abri. La rumeur s'est enflée, et l'information, qui n'a jamais été démentie, continue d'alimenter les conversations. Aujourd'hui, certains Français évoquent même la possibilité d'un terrorisme urbain : « Vous savez, personne n'est à l'abri. Le Polisario est partout, même ici ».

Puls en octobre il y a eu, à trois jours d'intervalle, deux attaques sur la voie ferrée reliant Zouérate à Nouadhibou. Le 22 octobre, un convoi a été mitraillé. Un convoyeur et quatre soldats mauritaniens ont été tués, deux autres et plusieurs soldats et civils ont été enlevés. C'était la troisième fois que l'on s'attaquait au train de minéral. Le 25 octobre, les Sahraouis passaient à nouveau à l'action et emmenaient des résidents français de la Sofrel, filiale de la S.N.C.F. Avant de repartir à travers la Hamada vers des mystérieuses bases, ils plaçaient trois paquets de plastique sur la draine.

Jamais jusqu'alors le Front Polisario n'avait osé attaquer en plein jour, sur le coup de midi, et s'en prendre à une équipe d'ouvriers. Les cinq postes échelonnés le long de la voie ferrée, les coopérateurs français, une quarantaine de nomades que la sécheresse a contraint à se sédentariser et une poignée de soldats sahraouis, n'avaient pas servi de cible aux raids du Polisario. Trois obus de mortier étaient tombés sur le poste d'Inal (P.K. 255) et le poste d'Inal (P.K. 255) avait été pris comme objectif au cours du conflit. Le 25 octobre 1975, mais depuis, les « gros de la brousse », comme ils se dé-

finissent, vivent tranquillement dans leur refuge au milieu du désert, faisant eux-mêmes leur pain et produisant leur électricité. Les coopérateurs français de train ont été remplacés par des autochtones. Le trafic ferroviaire est interrompu depuis le 26 octobre et deux techniciens ont donné leur démission. A Canisado, les coopérateurs français ont été remplacés par des autochtones. Les coopérateurs français, adressés au directeur général, M. Ismaël Ould Amar, réclament la présence d'une commission d'enquête militaire qui aurait toutes les non-dites et toutes les questions posées pour juger des dispositions prises ou à prendre afin d'assurer avant toutes choses la sécurité des hommes.

« Les mesures prises jusqu'à maintenant sont-elles satisfaisantes ? », demande cette lettre qui circule parmi le personnel du Cominor. Pour les Français du Polisario, la situation est la même. « La sécurité ne s'enlève pas. Les Mauritanais s'en font une idée. Ils ne se sentent pas concernés », ils disent.

« Nous avons tant fait ici ! » Reste les Marocains. A Nouadhibou, ils sont une bonne centaine et ne bougent pas. A Zouérate, quatre cent cinquante soldats sont arrivés le 18 juillet. Logés à l'extérieur de la ville, ils sont discrets et ne s'aventurent jamais en dehors. Alors, comment assurer la sécurité de la population ?

« A Nouadhibou, dit M. Roland Guitard, directeur délégué de la Cominor, les gens n'ont pas peur mais ils sont inquiets. » Quant à la voie ferrée, le problème est loin d'être résolu. Comment surveiller ces énormes convois de plus de 2 kilomètres de long, tractés par quatre locomotives de 2500 chevaux chacune ?

M. Guitard affirme que la protection ne sera pas assurée. Les autorités mauritaniennes sont maintenant placées au pied du mur. Plusieurs militaires français se sont rendus sur place pour rechercher une solution. Ils sont une trentaine depuis le début du mois d'octobre à Nouadhibou, sans parler des instructeurs qui se trouvent depuis plus longtemps à l'école d'officiers d'Azar. Béré, un officier mauritanien, dit : « Nous sommes des coopérateurs », disent-ils. « Nous sommes des assistants techniques pour réparer le matériel et apprendre aux soldats à se servir des armes françaises. »

L'un d'entre eux, gendarme de base, ancien du Tchad, vient d'être nommé à Nouadhibou. Le Front peut-il en faire abstraction ? Peut-on espérer, comme on le laisse entendre à Paris, que la fermeté actuelle paie et que la libération prochaine des ressortissants

Une raffinerie est en cours de construction. Elle doit être achevée au printemps prochain. A l'origine elle devait être alimentée par du pétrole algérien. Il faut trouver d'autres sources d'approvisionnement, ce qui ne semble pas facile. Car le brut léger est rare. Une petite aciérie est également en cours de construction. La Mauritanie est placée devant un cruel dilemme. Cet Etat deux fois grand comme la France va-t-il être confronté à d'importantes difficultés économiques qui s'ajouteront à celles déjà existantes ? La C.A.F.M. (Centre d'apprentissage et de formation des agents de l'industrie) forme chaque année soixante techniciens.

MICHEL BOLE-RICHARD.

**CORRESPONDANCE**

**« On nous a menti », nous écrit un ancien technicien français de Zouérate**

M. Louis, technicien français qui a travaillé à Zouérate jusqu'en 1976 pour le compte de la Société nationale industrielle et minière (S.N.I.M.), nous écrit : « Personne ne doutait plus, à Zouérate, le 31 décembre 1975, du danger qui planait sur notre colonie française. Le raid mené la nuit précédente par les moudjahidins contre la centrale électrique avait échoué, mais les Sahraouis avaient montré leur volonté et leur capacité de s'attaquer à la mine de fer. La campagne d'intoxication menée conjointement par le gouvernement mauritanien et la direction de la S.N.I.M. au sujet de l'existence du Front Polisario recevait ainsi un démenti qui aurait dû être définitif. L'avertissement donné par les Sahraouis n'a cependant pas été perdu de cette façon par les autorités de Nouadhibou, qui y ont vu l'attaque de la dernière chance, le point d'orgue de l'œuvre historique de la réconciliation de la Mauritanie.

Une autre campagne, dont on peut se demander aujourd'hui quelles étaient les véritables motivations, a alors débuté. La mise en garde de M. Eudeline, responsable de la sécurité à Zouérate, a seule jeté une note discordante dans un ensemble rassurant : paroles de troupes mauritaniennes, visite de l'ambassadeur de France, excursion touristique sur la mine de fer, le 31 décembre 1975, le danger qui planait sur notre colonie française, le raid mené la nuit précédente par les moudjahidins contre la centrale électrique avait échoué, mais les Sahraouis avaient montré leur volonté et leur capacité de s'attaquer à la mine de fer. La campagne d'intoxication menée conjointement par le gouvernement mauritanien et la direction de la S.N.I.M. au sujet de l'existence du Front Polisario recevait ainsi un démenti qui aurait dû être définitif. L'avertissement donné par les Sahraouis n'a cependant pas été perdu de cette façon par les autorités de Nouadhibou, qui y ont vu l'attaque de la dernière chance, le point d'orgue de l'œuvre historique de la réconciliation de la Mauritanie.

Mais il faut alors constater que les dirigeants de la S.N.I.M.-COMINOR ont menti aux agents français et à leurs familles qui leur faisaient confiance. Nous avons le droit de fuir ce conflit qui nous dépassait. Ils nous ont convaincus de rester à Zouérate. Aux nouveaux embauchés, ils ont tu systématiquement les risques. Lors de la visite de l'ambassadeur de France à Zouérate, le champagne a coulé à flots et les paroles d'encouragement égalaient. Parmi ceux qui sont restés, il y en a eu deux qui ont été tués et plusieurs autres blessés. Aujourd'hui nous sommes une trentaine, prisonniers dans des conditions particulièrement éprouvantes.

Les dirigeants de la République arabe sahraouie démocratique savent que beaucoup d'entre nous comprennent leur lutte. Ils sont tombés dans un piège grossier. Les Innocents Mauritanien et Français capturés salissent leur combat.

Quant aux quelques amis qui sont restés à Zouérate et dont les femmes et enfants vivent en France dans l'angoisse, ce n'est pas trop demander que, par-dessus les intérêts de sa politique étrangère, le gouvernement français fasse quelque chose pour eux. Leur principal désir n'est pas de voir dans le ciel de Zouérate les Transall, mais de fuir ce cauchemar qui dure depuis deux ans.

(1) Tribus sahraouies

هكذا من الأصل



هكذا من الأرض

## AFRIQUE

# Le chef de l'État algérien continue sa campagne contre les déviations bureaucratiques

De notre correspondant

Alger. — « Passer aux actes. » Ce slogan qui barrait la couverture d'un récent numéro de l'hebdomadaire du P.L.N., servait aussi de titre à l'édition qui se terminait par cet avertissement : « La rigueur sera la règle et il la faut la réputation sera moins clémente qu'elle ne l'a été jusqu'à ce jour. Des tâches pourraient tomber. » C'était la première fois qu'une telle menace était portée — même au sens figuré — dans un pays où le pouvoir a préféré, jusqu'ici, médiocriser sur une voie de garage ceux qu'il considérait comme de mauvais serviteurs de l'État ou du parti.

Il est vrai que depuis un ou deux ans la situation s'est lentement et insensiblement dégradée dans plusieurs secteurs. Le gouvernement doit faire face à une

série de problèmes énumérés par le chef de l'État lui-même : l'absence d'aller, absence de course au gain facile, parasitisme, manque de civisme (le Monde du 8 octobre). Le débat sur la charte nationale avait déjà mis en évidence — certains sont même dénoncés depuis l'indépendance — et son adoption avait soulevé de grands espoirs.

Il ne fait aucun doute que l'Algérie a accompli en moins de quinze ans un énorme travail dans le domaine des investissements et du développement. Les résultats obtenus ont créé une situation et des besoins nouveaux. Les institutions mises en place en 1976 devaient apporter les réponses attendues, mais il s'est rapidement produit un décalage entre le discours officiel et la réalité quotidienne.

En une décennie, l'Algérie s'est dotée d'un réseau d'usines et de sociétés nationales comme il en existe peu en Afrique et même dans le reste du tiers-monde, et elle a formé des cadres à un rythme intensif. Si les usines marchent mal et si les travailleurs se sont démotivés, ce n'est pas la conception d'ensemble qu'il faut mettre en cause, mais un certain type de fonctionnement et d'organisation. Tout redressement suppose actuellement que le savoir et le pouvoir ne soient plus l'appanage de quelques happy few, mais que l'information circule et que la responsabilité soit définie, partagée et assumée.

Le fait que quelques centaines de bourgeois possèdent des Mer-

cedes, des 604 ou des CX payées entre 20 et 30 millions de centimes (1 dinar ou 100 centimes = 120 FF) ne menace pas la structure économique d'un pays où l'État définit les moyens de production stratégiques. Toutefois, la multiplication des signes extérieurs de richesse à un effet démobilisateur sur les travailleurs dont le salaire minimum est de 600 dinars.

Cet effet est accru par l'extension de certaines pratiques au sein même de l'administration et des sociétés nationales. Personne n'ignore, par exemple, que bon nombre de fonctionnaires et de cadres consacrent plus de temps à régler des affaires personnelles qu'à servir l'État ou la collectivité. Selon les secteurs de l'administration, 50 à 70 % des communications téléphoniques passent du lieu de travail à des adresses personnelles, nous a dit un haut fonctionnaire. Et ce n'est que tout récemment que des mesures ont été prises pour éviter que les voitures de service ne servent aux promesses familiales du week-end et aux courses quotidiennes.

### « Combinaisons » et « complaisances »

Sans aller jusqu'à reprocher aux dirigeants de « disposer » de logements confortables en rapport avec leurs fonctions, l'homme de la rue a entendu et diffusé des « rumeurs » dénonçant les responsables de la charte et de la Constitution, certains dirigeants possédant plusieurs maisons dont le luxe est hors de proportion avec leurs revenus théoriques. On a appris, récemment, que les villas algériennes avaient été récupérées par l'État. S'il est vrai que l'État a sévèrement réprimé ces pratiques, il s'étonne qu'en dépit des dispositions de la charte et de la Constitution, certains dirigeants possèdent plusieurs maisons dont le luxe est hors de proportion avec leurs revenus théoriques. On a appris, récemment, que les villas algériennes avaient été récupérées par l'État. S'il est vrai que l'État a sévèrement réprimé ces pratiques, il s'étonne qu'en dépit des dispositions de la charte et de la Constitution, certains dirigeants possèdent plusieurs maisons dont le luxe est hors de proportion avec leurs revenus théoriques.

Le parti aurait pu et dû affronter tous ces problèmes en jouant son rôle d'animation, de contrôle et d'encadrement. Après avoir été le creuset du patriotisme, il aurait dû devenir une école de civisme. Mais il semble être lui-même victime du fonctionnement bureaucratique qui affecte le régime et qui risque, à la longue, de l'asphyxier. A bien des égards, la bureaucratie, qui peut paralyser les initiatives de l'État, neutraliser les décisions, décourager les bon-

nes volontés, risque d'être plus pernicieuse que les manœuvres d'une bourgeoisie dont les moyens économiques et politiques sont limités.

En fait, les choix ne se situent pas en Algérie entre libéralisme et socialisme, mais entre un socialisme qui a eu tendance à se bureaucratiser et un autre, marqué par le contrôle populaire et l'action de militants désintéressés.

Le débat sur la charte a prouvé que de tels militants existent. Mais l'adoption de ce texte n'ayant été que partiellement suivie d'effet, l'élan populaire est retombé. Beaucoup de jeunes militants se sont « marginalisés », selon l'expression de l'un d'eux, parce qu'ils craignaient que la volonté du chef de l'État de réorganiser le parti en profondeur ne fût battue en brèche par les appareils et les « coquilles ». Plutôt que de se lancer dans l'action, ils se sont alors cantonnés dans des tâches techniques ou administratives.

Alors qu'il entreprend la préparation du congrès du P.L.N., qui devrait se tenir avant le 19 juin prochain et qui constituera la dernière étape de la mise en place des institutions, le président Soummoune a perçu les dangers qui guettent son projet... et les obstacles qu'il doit surmonter pour réussir. Il a manifestement décidé de se battre.

Depuis le vigoureux discours qu'il a prononcé devant l'U.G.T.A. (le Monde du 27 septembre), la presse ouvre les dossiers avec une franchise qui rappelle le débat sur la charte. Les journaux soulignent que l'autocritique publique à laquelle se livre l'Algérie est un signe de bonne santé. Reste à savoir maintenant jusqu'à quel point la « dynamique révolutionnaire » réussira à avoir raison des « pesanteurs sociologiques ».

PAUL BALTA.

**VIEN DE PARAÎTRE**

**Les Impôts en France**

**77-78**

590 pages - Franco 83 F

EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE  
15, rue Vierge, Paris 17

WEEK-END GENEVE  
A PARTIR  
DE 390 F  
PAR AVION  
Consultez  
votre agent  
de voyages

**SI VOUS HÉSITEZ  
1,00 € DE PLUS  
SI VOUS ÊTES  
HÉLÈNE DE FORT  
JOHN RAPAL**

**COULEURS VIVANTES  
PRIX À PARTIR**

COUTURES - ROBES  
VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES  
BOUTIQUE - DÉTAILS  
BOUTIQUE - DÉTAILS  
BOUTIQUE - DÉTAILS

**CREATION  
D'UN NOUVEAU RAYON  
SPORTS D'HIVER  
GRANDES TAILLES**

JOHN RAPAL, PARIS 17  
15, rue Vierge, Paris 17

**Ce mois-ci**

**demain**

**s'interroge  
sur  
la France**

En vente 7 F.  
chez tous les marchands  
de journaux

## IRITANIE

### ins » de Paris

à radicaux, contestent à été réglé contre leur territoire appliqué le n. pourant vides. Tout

francs actuellement détenus à dissuader le Front de gauche d'actions ? Tant de conflit du Sahara occidental ne par règle, la sécurité des Français, garantie qu'un prix d'un engagement militaire important qui mal accepté en France et Afrique. Il est peu probable, l'acte chancelle cette voie, qui a celle de l'avenir. Rien ne non plus de croire que le gouvernement français est décidé à c deux ans à propos du Sahara, de détal et à renoncer à l'appel, accorde de façon plus ou discrète, au roi Hassan II le président Ould Dahd.

DANIEL JUNQUA

Deux représentants l'Union démocratique (U.D.B.) ont tenu, le 30 août de rencontrer à Alger des responsables du Front Polisario. L'Union démocratique a annoncé que le 11 novembre, il sera possible de l'U.D.B. M. Le fait qui a précisé : « Nous nous appuyer au Polisario le 11 de l'U.D.B. et obtenir des nouvelles des just citoyens, en particulier de M. Jean-Paul et Jean-Yves Duménil, habitant la Bretagne. » (Corresp.)

Dans un communiqué du 30 novembre, le Mouvement de la paix a souhaité que les informations soient données le sort des prisonniers français qui doivent retourner dans leur pays. Celle-ci ne être obtenue que par une négociation entre les deux Français et le Front Polisario. Le Mouvement de la paix a exprimé son espoir que la ligne enfin que la libération des prisonniers français et la naissance des droits du pe sahraoui sont inséparables. \* Mouvement de la paix, 2, de Cluchy, Paris-9.

## ls à Nouadhibo

Une raffinerie est en construction. Elle doit être achevée au printemps 1978. L'origine en devrait être allée vers le pétrole algérien. Il ne trouver d'autres sources d'approvisionnement, ce qui ne se pas faire. Car le brut leger sera une partie de la construction. La Mauritanie est placée de un cruel dilemme. C'est à fois grand comme la France. Il est confronté à d'importants difficultés économiques. L'État a déjà en raison de la sécurité qui règne sur les b de travail ? C'est probablement l'un des buts recherchés par Polisario.

MICHEL BOLE-RICHAM

## ESPONDANCE

### a menti », nous écrit icien français de Zoué

qu'en la mine, ou encore de se faire des vices. L'origine en devrait être allée vers le pétrole algérien. Il ne trouver d'autres sources d'approvisionnement, ce qui ne se pas faire. Car le brut leger sera une partie de la construction. La Mauritanie est placée de un cruel dilemme. C'est à fois grand comme la France. Il est confronté à d'importants difficultés économiques. L'État a déjà en raison de la sécurité qui règne sur les b de travail ? C'est probablement l'un des buts recherchés par Polisario.

## Le jour où toutes les banques s'aligneraient...

## ...vous feriez bien d'aligner aussi vos besoins.

Ce jour-là, s'il arrivait... c'en serait fait de cet esprit de concurrence qui est l'oxygène du système économique. Le jour où il n'y aurait plus d'émulation et de concurrence entre les banques, l'uniformité deviendrait la règle.

Vous devriez aligner vos besoins et vos demandes selon des plans imposés. N'imaginer ou n'entreprendre qu'en fonction de possibilités déjà tracées.

Oublier le temps où chacun voyait son problème traité « sur mesure ». Tout ce que l'existence de banques privées comme la nôtre vous garantit aujourd'hui.

CCF. Banque privée,  
notre rôle auprès de vous est irremplaçable, vous le savez.

**CCF CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE**

CCF, 103, avenue des Champs Élysées 75008 Paris Tél: 720 92 00

Publicité



## AFRIQUE

### Les sanctions contre Pretoria au Conseil de sécurité Africains et Occidentaux s'entendent sur un texte de compromis

M. Vance, secrétaire d'Etat américain, a confirmé, mercredi 2 novembre, qu'en marge de l'embargo sur les armes décidé par l'ONU — et observé par les Etats-Unis depuis 1963 — Washington avait interdit récemment la fourniture à Pretoria de tout matériel pouvant être utilisé directement ou indirectement par l'armée ou la police. Parmi les articles relevant de ce que l'on appelle ici la « zone grise » (à usage civil ou militaire), figuraient les pièces de rechange pour des matériels précédemment livrés tels que les avions de transport C 130, les avions civils, certains types d'ordinateurs, les équipements de radar et les matériels de communication.

En outre, Washington a rappelé son attaché naval à Pretoria et son attaché commercial à Johannesburg. Cette dernière décision est liée « à l'examen de nos relations économiques avec l'Afrique du Sud », a dit M. Vance. En revanche, l'ambassadeur américain à Pretoria regagnera son poste « avant longtemps ».

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Les membres du Conseil de sécurité se sont réunis mercredi 2 novembre, sur un projet de résolution concernant la question de l'Afrique du Sud. Fruit de tractations serrées qui ont duré près de deux semaines, ce projet devrait être adopté vendredi « par consensus ».

Ce projet est ainsi rédigé : « Le Conseil de sécurité condamne fermement le gouvernement d'Afrique du Sud pour ses actes de répression, pour la politique d'apartheid qu'il poursuit de manière provocante, ses attaques contre des Etats voisins indépendants. Il estime que la politique et les actes du gouvernement d'Afrique du Sud sont une menace pour la paix internationale et la sécurité ».

Agissant en conformité avec le chapitre 7 de la charte des Nations unies, le Conseil décide, en considération de la politique et des actes du gouvernement d'Afrique du Sud :

1. Que l'acquisition d'armes et de matériel militaire par ce gouvernement représente une menace pour le maintien de la paix et de la sécurité ;

2. Que tous les Etats doivent cesser immédiatement de livrer des armes à l'Afrique du Sud, y compris les véhicules militaires, l'équipement et le matériel pour la fabrication et la maintenance des armes et des munitions, l'équipement paramilitaire destiné à la police, les pièces de rechange, et d'acquiescer des licences pour fabriquer le matériel précité ;

3. Le Conseil invite tous les Etats à réviser leurs accords concernant la fabrication d'armes sous licences existantes ;

4. Il décide que tous les Etats doivent s'abstenir de coopérer avec l'Afrique du Sud en ce qui concerne les armes nucléaires ;

5. Les Occidentaux se sont donc mis d'accord avec les Africains. S'ils n'ont pas cédé sur la question des sanctions économiques, en revanche, ils invoquent explicitement le chapitre 7 de la Charte, notamment à propos de la répression de l'apartheid. Cette invocation constitue un précédent historique. C'est la première fois que des sanctions sont appliquées à un membre de l'ONU et que le chapitre 7 est invoqué à propos de la situation intérieure d'un pays.

D'autre part, les licences pour la fabrication de matériel militaire déjà consenties à ce jour sont suspendues : la France s'en tire donc à bon compte.

A ceux qui estiment que cet embargo est purement symbolique, M. Young expliquait, mercredi, en privé, que cela n'était pas vrai et que les Etats-Unis allaient veiller à ce qu'Israël et Taiwan interrompent leurs livraisons militaires à l'Afrique du Sud. En revanche, les Occidentaux pourront faire valoir à M. Vorster qu'ils n'ont pas véritablement rompu les ponts avec son gouvernement.

L. W.

L'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud aura-t-il des conséquences pour la France ? Bien que l'on se refuse à toute déclaration officielle avant que le vote soit intervenu au Conseil de sécurité, la réponse, dans les milieux informés, est « évidemment oui », et le texte que nous approuvons est finalement adopté. Dans le cas contraire, la France garderait les mains libres.

Depuis un an environ, la France a suspendu toute livraison d'armes à l'Afrique du Sud, se réservant toutefois de lui livrer deux sous-marins et deux avions en construction : armes, soulignait-on, qui ne peuvent servir au maintien de l'ordre. Le vote d'un embargo par le Conseil de sécurité constituerait un fait nouveau qui arrêterait la livraison de ces commandes. En revanche, le paragraphe sur les fabrications

#### Sénégal

M. MAM LÉSS DIA, directeur du mensuel satirique dakarois le *Sénégalais*, arrêté le 23 septembre, a été mis en liberté provisoire mercredi 2 novembre, le président Senghor ayant décidé de retirer la plainte qu'il avait déposée contre lui. M. Senghor a déclaré mercredi qu'il n'aurait pas de quatrième pouvoir journalistique au Sénégal, mais qu'il ne reviendrait pas au sein d'un « comité de la presse ». — (A.F.P.)

### L'armée zambienne ouvre le feu sur un avion d'observation sud-africain

Le général Jan Geldenhuys, commandant des forces armées sud-africaines en Namibie, a déclaré mercredi 2 novembre, à « Ka-limo-Mollo », dans la bande de Caprivi, que l'aviation anti-aérienne zambienne avait ouvert le feu sur un appareil militaire d'observation sud-africain, sans l'atteindre.

Un porte-parole zambien avait affirmé le même jour que l'armée de Lusaka avait abattu « deux avions militaires ennemis », au cours d'une attaque « lancée par les racistes sud-africains ». Pretoria avait immédiatement publié un démenti.

Le gouvernement zambien avait également revendiqué la destruction d'un appareil rhodésien à Livingstone, près des chutes de Victoria. Salisbury a démenti l'incident mais a confirmé qu'une roquette zambienne, après avoir manqué un appareil commercial qui survolait les chutes, avait gravement endommagé — sans faire de victimes — l'hôtel le plus luxueux du pays, l'Elephant Hills Country Club.

Sur le plan diplomatique, lord Carver, commissaire résident désigné par Londres pour la période de transition conduisant à l'indépendance de la Rhodésie, a eu mercredi à Salisbury un premier entretien avec les commandants de la police et de l'armée. Dès son arrivée dans la capitale rhodésienne, lord Carver avait été l'objet d'une manifestation d'hostilité de la part d'une assemblée de militants de l'Union des peuples du Zimbabwe (ZUPU), organisation modérée regroupant des chefs traditionnels, que dirige M. Jeremiah Chimau. — (A.F.P., Reuters.)

LE MOUVEMENT POPULAIRE POUR L'AUTO-DETERMINATION ET L'INDEPENDANCE DE L'ARCHIPEL CANARIEN (M.P.A.I.C.) a annoncé, le 30 octobre, à Alger, qu'il allait aborder une étape plus dure de la lutte armée : déclenchée contre l'Espagne le 1<sup>er</sup> novembre 1976, à l'occasion de cet anniversaire, la destruction, le 22 octobre, de celui de sa fondation le 22 octobre, il y a treize ans, le mouvement a fait état d'une série d'attaques, notamment la destruction, le 22 octobre, de quatre wagons à la gare de Villaverde, près de Madrid. Les dégâts sont estimés à 20 millions de pesetas. — (Corresp.)

## PROCHE-ORIENT

### Le président Carter demande à Israël et aux pays arabes de faire preuve de « réalisme »

Tandis que les dirigeants arabes poursuivent leurs consultations en vue de coordonner leurs politiques pour la reprise de la conférence de Genève, le président Carter a lancé, mercredi 2 novembre, un appel pressant à Israël et aux pays arabes pour qu'ils fassent preuve de « réalisme », alors, a-t-il dit, que se présente actuellement « dans notre vie la meilleure occasion d'instaurer une paix permanente au Proche-Orient ».

M. Carter, qui parlait devant le Congrès juif mondial, s'est surtout employé — nous signale notre correspondant à Washington — à calmer les organisations juives, toujours très critiques à l'égard de son administration depuis la déclaration soviéto-américaine du 1<sup>er</sup> octobre. « Israël, a-t-il dit, est aujourd'hui une force vitale dont la sécurité est plus assurée que jamais. Nous sommes fiers d'être l'ami fidèle d'Israël et son plus proche partenaire. Nous nous rendons toujours aux côtés d'Israël ».

Tout en faisant l'éloge de l'attitude « positive et constructive » d'Israël, il a déploré une fois de plus l'établissement de nouvelles colonies juives dans « des terri-

toires actuellement sous occupation », précisant que les Etats-Unis considéraient cela « comme une violation de la quatrième convention de Genève ».

En même temps, le président Carter a réaffirmé que les Etats-Unis « continueront à encourager la recherche d'une solution constructive de la question palestinienne, une solution qui ne menace pas les intérêts des parties concernées tout en respectant les droits légitimes des Palestiniens ». Il a cependant critiqué l'O.L.P. pour son refus de reconnaître Israël et a rappelé que les Etats-Unis n'étaient pas favorables « à la formation d'un Etat palestinien indépendant sur la rive occidentale du Jourdain ».

À DAMAS, le roi Hussein de Jordanie a conféré, mercredi, longuement avec le président syrien Hafez El Assad, au sujet des démarches en vue de reconvoquer la conférence de Genève. Les deux chefs d'Etat divergent notamment sur la question de la représentation palestinienne à Genève et le document de travail israélo-américain, que Damas a catégoriquement rejeté.

À RIYAD, le président Sadat a prolongé de vingt-quatre heures son séjour en Arabie Saoudite, où il était arrivé mercredi venant d'Iran, afin d'avoir avec le roi Khalid et le prince héritier Fahd des conversations qualifiées par la radio saoudienne de « cruciales ».

À AMMAN, M. Mikhail Sitenko, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a déclaré que sa tournée au Proche-Orient avait pour but de « définir les modalités de la reprise de la conférence de Genève ». M. Sitenko, qui a déjà eu des entretiens à Damas, devait se rendre vendredi à Caïre. Cette visite sera le premier contact à haut niveau entre l'U.R.S.S. et l'Egypte depuis le voyage, au mois de juin dernier, de M. Fahmi à Moscou. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

## ASIE

### Chine

#### LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE DEVRAIT ÊTRE LIMOGÉ

Pékin (A.F.P.). — Le ministre de l'industrie métallurgique sera profondément touché par la chasse aux « partisans du gang des quatre » au sein des organes de l'Etat. Le *Quotidien du peuple*, qui, le mercredi 2 novembre, citait en exemple ce ministre pour l'« expérience » qu'il apporte dans la liquidation de l'influence des « quatre », précise cependant que, après un an de campagne contre ce « gang », l'épuration n'est pas encore achevée.

Le ministre de l'industrie métallurgique est l'hôte actuel place, semble-t-il, sous la direction du vice-ministre, M. Tang Ke Le détenteur du poste de ministre, M. Chen Shao-kun, a été limogé, estimant dans les milieux diplomatiques, pour ses liens avec le « gang des quatre ».

La presse officielle chinoise a souvent évoqué les désordres engendrés par les « quatre » dans le secteur de la métallurgie. Il y avait eu une baisse sensible de la production d'acier ces dernières années et surtout en 1976.

### Sri-Lanka

#### LE GOUVERNEMENT A AMNISTIE TOUTES LES PERSONNES IMPLIQUÉES DANS L'INSURRECTION DE 1971.

Colombo (A.F.P.). — Le premier ministre, M. J. R. Jayewardene, a annoncé, mercredi 2 novembre, devant le Parlement, l'amnistie de toutes les personnes impliquées dans l'insurrection de 1971 et notamment du chef du Front de libération du peuple, M. Rohan Wijeweera.

En avril 1971, des milliers de jeunes ruraux, éduqués mais sans travail, se soulevèrent, à l'appel du Front de libération du peuple, contre le gouvernement de M. Sirimavo Bandaranaike. La répression fit des milliers de victimes. Dix-huit mille personnes furent arrêtées et maintenues pendant plusieurs années en prison ou dans des camps de « rééducation » le plus souvent sans être inculpées ni jugées. En 1976, le chef du Front de libération populaire, M. Rohan Wijeweera, fut condamné à la détention à perpétuité. Par la suite, de nombreux jeunes avaient été libérés mais environ cent trente demeuraient encore incarcérés. Porté triomphalement au pouvoir en juillet, le nouveau premier ministre, M. Jayewardene, avait fait abroger, le 23 octobre, par le Parlement, et le Parti national uni (conservateur) dispose de la majorité absolue, la législation répressive en vigueur depuis l'insurrection de 1971.

# Printemps

Haussmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Italie-Galaxie/

Veste en mouton lainé  
avec capuche :

595<sup>F</sup>

QUINZAINE DE LA PEAU LAINÉE JUSQU'AU 12 NOV.

هكذا من الأصل

Par chance, ils  
sont d'irrésistible







# POLITIQUE

## La ligne de la persévérance

**S**ELON M. Barre, le paysage politique français est en train de changer. Pour le parti communiste français, le P.S. vire à droite. Il faudra bien renoncer à ces spéculations lorsque les uns et les autres se seront aperçus que le parti socialiste, en dépit des pressions convergentes qu'exercent sur lui, est bien décidé à ne pas dévier de la ligne qu'il a choisie il y a six ans.

Pour les socialistes, le choix de l'union de la gauche n'est pas circonstanciel. Il est la conséquence de la nature même de notre projet. Les socialistes français — et peu importe que dans d'autres pays leurs camarades pensent autrement — veulent engager dans un processus de rupture avec le système capitaliste. Ils pensent que, pour satisfaire les aspirations nouvelles qu'ont fait éclater les événements de mai 1968, il faut, en cette fin du vingtième siècle, et alors qu'un capitalisme de plus en plus concentré gère par lui-même ou par État interposé tous les aspects de notre vie quotidienne, s'attaquer directement au pouvoir économique : d'où l'exigence d'un seuil minimum de nationalisations. Ils veulent que des Français, de plus en plus préparés à cela par l'éducation qu'ils reçoivent, soient mis à même de gérer leurs propres affaires : d'où l'orientation vers le contrôle et l'autogestion dans les entreprises et dans les cités. Ils estiment que des choix collectivement débattus en fonction de leur utilité sociale doivent, plutôt que des perspectives de rentabilité à court terme, commander le développement national : d'où leur volonté de mettre en œuvre une planification véritable.

Sur ces orientations, il y a un accord possible avec le P.C.F. Il n'y en a pas avec la droite ou le prétendu centre. Voilà une première constatation.

La seconde, c'est que, pendant longtemps encore, les couches sociales susceptibles d'adhérer à ce projet, c'est-à-dire essentiellement la grande masse des salariés, ouvriers, employés, cadres moyens, se recomposent dans ces deux grandes organisations politiques de la gauche que sont le P.C.F. et le P.S. Ou bien ces deux formations réussissent à s'entendre, et le projet devenu commun peut être mis en œuvre. Ou bien, elles n'y parviennent pas, et la droite continue à gouverner. Au-delà de tous les compromis plus ou moins sophistiqués, voilà la réalité toute simple, telle que la ressentent des millions de Français.

Bien sûr, pour faire l'union, il faut être deux. Le P.C.F. ne la voudrait-il plus ou faudrait-il constater qu'elle est avec lui devenue impossible ? Écartons, ici, quelques scénarios de politique-fiction.

Le P.C.F. voudrait remplacer l'union de la gauche par un compromis historique à l'allemande ? Cela impliquerait d'abord qu'il ait réussi à discréditer le P.S. de façon à occuper la plus grande part de l'espace politique à gauche, ensuite qu'il fasse son propre virage à droite pour pouvoir composer avec la majorité en place. Quelle patience, que d'attente pour déboucher sur un aussi piètre résultat !

par JACQUES FOURNIER et NICOLE QUESTIAUX (\*)

Le P.C.F. voudrait bien aller au pouvoir, mais à condition de disposer des principaux leviers de commande, de façon à établir progressivement sa domination ? Qui, dans le contexte politique, social, culturel de la France, et connaissant les socialistes, pourrait prendre au sérieux cette hypothèse ? En tout cas, pas ces réalistes que sont les dirigeants actuels du P.C.F.

Les causes des difficultés actuelles sont plus simples à déceler. Elles tiennent à un maître mot : réajustement. Le P.C. n'a pas adopté une nouvelle stratégie. C'est le partage du terrain qui lui importe. Il croit avoir trouvé le moyen et de conserver son potentiel électoral et d'empêcher le P.S. de monopoliser la décision. Mais ne prend-il pas du coup la risque de ne plus avoir de projet cohérent ?

Admettons, un instant, que nous nous mettions, de part et d'autre, à gérer la crise de la gauche. Elle nous ramène au passé, un passé que, fort heureusement pour eux, bien des jeunes électeurs de nos deux partis n'ont pas connu. Un parti communiste cultivant son jardin fortifié, formant inlassablement les éléments les plus convaincus de la classe ouvrière aux responsabilités du pouvoir qu'ils exerceront jamais. Les délices du dialogue entre communistes et non-communistes. Une gauche communiste toujours crucifiée, toujours coupable, où les experts viennent libérer leur mauvaise conscience. Les entomologistes de la gauche écrivent des livres sur la gauche.

Outre que cette perspective n'a rien pour enthousiasmer les travailleurs, elle n'est pas l'aboutissement. Car la droite, rendue intelligente par la peur, se consomme pendant cinq ans. On verra à ce qu'il ne soit pas possible de militer dans l'entreprise. L'indignité sera ouvertement encouragée pour mieux diviser. La réforme scolaire mettra les jeunes sur les rails qu'il faut. L'université rentrera dans le rang. Le terrain de la gauche se miniera peu à peu. En arrière-fond, la frustration des travailleurs, la redoutable anxiété des jeunes, peuvent en conduire beaucoup à rejeter en bloc le système économique, sa politique et l'opposition qui aurait fallu à l'espérance. Et, lorsque sous la forme que nul ne peut prévoir se lèvera le vent de mai 1980, on nous verra à nouveau, oracles muets et désolés, copier les mots des jeunes avec leurs cheveux longs.

Il dépend aujourd'hui du P.S. que la gauche ne prenne pas ce chemin : car, que le P.C. le veuille ou non, son partenaire dans la stratégie qu'il a choisie est le P.S. tel qu'il est aujourd'hui. Ce P.S. a acquis une force suffisante pour exercer une pression décisive dans le sein de l'union. Il n'a et n'aura pas d'autre volonté que de constituer un gouvernement commun de la gauche sur la base d'un accord politique. Il a montré qu'il était prêt à faire les pas nécessaires pour que la négociation aboutisse.

Pour ne prendre qu'un seul exemple, sur un point crucial du débat, le problème des filiales des neuf groupes à nationaliser, les propositions faites le 22 septembre et la motion votée par le comité directeur du 8 octobre prévoient simultanément l'extension des droits des travailleurs, la révision de la législation sur les minorités de blocage et, en liaison avec la politique industrielle prévue par le programme commun, la nationalisation totale d'un certain nombre de ces filiales.

Il est clair qu'à partir de cette dernière proposition, rétablissement d'une liste où l'on retrouverait les filiales les plus importantes, les problèmes de dialogue la négociation. Et chacun sait bien que, pour le jour où l'on se retrouvera avec la volonté d'aboutir, des bases d'accord existent sur les autres points en discussion : à partir d'un calendrier pour la nationalisation de la sidérurgie ; à partir d'une définition des critères de choix pour la désignation des dirigeants d'entreprise ; à partir d'une discussion avec les organisations syndicales pour les mesures sociales ; à partir de l'accord réalisé en juillet pour les problèmes de la défense.

La question pour l'instant n'est pas là. Elle est de savoir si la

volonté unitaire va de nouveau s'imposer.

Considérons le chemin parcouru en commun depuis quelques années : les grands partis réconciliés, l'anticommunisme en recul, la gauche devenue crédible, ses militants mis en mesure de se déclarer ouvertement dans les entreprises, son projet placé au centre du débat politique, le gouvernement sur la défensive, et, pour la première fois en Europe, la majorité des électeurs prêts à se prononcer explicitement en faveur d'un programme de rupture. Preuve que les Français, qui commencent nos différences nous approuvent de les dépasser.

Si le rendez-vous de l'union de la gauche avec le pays venait à être manqué, aucune présentation, aucune explication, aucune riposte, aucune polémique ne nous épargnerait, à tous, socialistes, communistes, majoritaires, minoritaires, gauchistes ou droitiers, la solidarité de l'échec.

Il n'y a pas autre chose à faire, pour nos partis, que de reprendre, sans préalable explicite ou implicite, la démarche interrompue.

La convention nationale qu'ils vont tenir en cette fin de semaine fournira aux socialistes l'occasion de montrer qu'il n'est pas question pour eux de virage. Ils se voient plutôt dans la ligne droite, celle de la persévérance, celle qu'ils suivent depuis Epinay. C'est aussi celle qui mène au but : porter, parce que la confiance des Français nous force à l'union, la gauche unie au gouvernement de ce pays.

(\*) Membres du comité directeur du parti socialiste, élus respectivement sur la liste de la minorité (QUESTIAUX) et sur celle de la majorité (FOURNIER).

## Se battre contre ce qui divise

**L**ISONS, relisons Etienne Fajon (1). Il analyse clairement « le nature contradictoire du parti socialiste ». D'un côté le P.S., par son idéologie et son faible recrutement ouvrier, est ouvert à la collaboration avec la bourgeoisie. De l'autre, par son électoral populaire, il est sensible à la pression des masses, à leur volonté de changement. Sur ce double caractère du réformisme les communistes agissent différemment : pour le premier ils ne peuvent rien, mais la deuxième c'est leur affaire.

Si l'union est un combat, ce n'est pas seulement qu'il faille se battre pour y arriver, ou que l'union serait un combat monolithique contre l'ennemi commun. Le P.C. et le P.S. sont deux partis différents : si l'union les soudait, ils n'en formeraient plus qu'un, et, pourtant, ils le seraient. Le P.S. est un parti d'union, il n'y aurait pas d'union. L'union n'est donc pas la cessation d'un combat (« on y est arrivé ») ni la commencement d'un combat radicalement nouveau (« à présent on est deux »). Si l'union est un combat c'est parce qu'il faut toujours se battre contre ce qui divise les travailleurs, contre la tendance à la division. Le réformisme, par sa double nature, est un élément permanent de division au sein même de l'union qu'il accepte. C'est pourquoi le réformisme tend à « geler » l'union, à lui ôter son caractère mobilisateur, pour la réduire à un texte mort, une promesse, un programme électoral. Aussi, à aller avec le réformisme c'est toujours lutter contre lui : luter contre lui pour être mieux son allié. Cela ne tient pas à une tactique machiavélique de notre part, cela tient à la nature contradictoire du réformisme même et à la nature révolutionnaire de notre combat, qui tend à renforcer « l'aspect positif » du réformisme au détriment de son « aspect négatif », car à chaque progrès dans l'union doit correspondre un

par GÉRARD MOLINA (\*)

recul dans la collaboration de classe.

Or si aujourd'hui l'humanité titre « P.S. : virage à droite », chaque communiste doit s'interroger sur les raisons de l'affaiblissement de la pression des masses sur la courbe réformiste. Pourquoi le rapport des forces dans la gauche s'est-il constamment déséquilibré au profit d'une conception affaiblie et passive de l'union ?

La responsabilité du P.C. dans cette situation est triple. 1) Il a été incapable de développer une pratique de masses autour de l'union pour que les luttes s'emparent du programme commun et pour que ce programme se nourrisse des luttes. Par exemple, si les travailleurs des groupes concernés avaient discuté et voté les nationalisations dès 1972 sur la base d'un débat démocratique, il est certain qu'aujourd'hui les « experts » des deux bords auraient quelque peine à nous jouer leur dialogue de sourds. La politique aurait d'emblée pris le pas sur les affrontements juridiques et techniques. 2) Le parti communiste s'est mué en « parti du programme commun », s'empêchant d'exposer ses propres conceptions et de critiquer positivement les compromissions réformistes au moment où elles surgissent. 3) Il s'est présenté comme un « parti de gouvernement », magnifiant ses technocrates et autres « spécialistes compétents », faisant par avance des compromis avec l'Etat bourgeois (sur l'Europe, l'armement nucléaire, la dictature du prolétariat...).

Dans sa pratique, le P.C. a posé une contradiction entre l'union de la gauche et l'action autonome des masses populaires, entre l'alliance socialiste-communiste et la critique des idées et des actions réformistes.

Force est de constater qu'aujourd'hui le programme commun est devenu un élément d'une stratégie massivement réformiste d'où se dégage la possibilité d'un gouvernement social-démocrate. En effet, la crise actuelle de l'union s'explique par le « chance historique » pour le P.S. de gouverner seul et de gérer les affaires capitalistes. Inversement, pour la bourgeoisie, le P.S. constitue un recours pour sortir de la crise politique ouverte en 1974 et qui se caractérise par la décomposition de son bloc dirigeant et l'absence à droite de toute solution de rechange. La bourgeoisie est de plus en plus contrainte soit de réaliser un coup de force, soit de réaliser sa survie légale dans un gouvernement de réformes où elle préserverait l'essentiel de ses privilèges, en faisant les sacrifices nécessaires et en assurant la neutralité d'une partie des travailleurs désorientés par une application parcelaire du programme commun.

Cette situation conditionne la pratique des communistes, mais il nous faut critiquer certaines positions récentes qui peuvent nous conduire à des actions erronées. Dire, par exemple, que le P.S. est à droite, qu'il « se nature » ou dire qu'il est ce qu'il est « conduit » à l'opportunisme (puisque « il est ce qu'il est », il ne changera pas, signons tout et tout de suite), soit un sectarisme

(puisque « il a sa nature » de collaboration de classes, nous ne ferons jamais le socialisme avec lui, restons entre nous). Ici, on lieu de mener une juste politique de combat pour l'union, c'est-à-dire de combat et d'union, on est voué à un mouvement de balancier : soit l'union sans combat, soit la combat sans union. Deux mouvements qui s'opposent à une même attitude : l'analyse formelle, mécaniste, qui tient lieu d'analyse concrète, dialectique.

De la même manière, expliquer les changements du P.S. en invoquant la pression extérieure d'un complet ourdi ici ou là (« la main de Bonn ») ramène l'histoire des peuples à la petite histoire des couloirs où les grands effets paraissent da ceuses sur lesquelles la lutte des masses d'aurait aucun pouvoir (influence occulte, pots-de-vin, CIA...). Il serait beaucoup plus utile d'analyser concrètement le rôle de l'impérialisme dans la conjoncture française.

Enfin, dire « signons à tout prix, les masses régleront la question » peut avoir l'air révolutionnaire par la confiance faite à l'initiative des masses. En réalité, en dehors de l'existence d'un fort courant révolutionnaire qui s'empare du programme pour la transformer, un tel mot d'ordre, dans la conjoncture actuelle, se réduit à une simple capitulation électoraliste qui lierait la classe ouvrière à un eménagement partiel du système qui l'opprime.

Alors, que faire ? De partout, la gauche donne ses pleurs pour se lamenter de la fin du programme commun et la rupture de l'union. Mais il faut plus qu'une rupture pour déposséder un peuple de ses espoirs. La rupture d'un contrat est un problème juridique, mais la programme commun est autre chose et plus qu'un contrat juridique. En fait, l'union et le programme existent. Ils existent, car ils appartiennent au peuple qui s'est mis en eux, son espérance, en attendant de s'en approprier activement le contenu. C'est pourquoi aucun parti ne peut s'en débarrasser, même si la référence n'en est que symbolique.

Le problème n'est donc pas d'enterrer les masses dans la fausse alternative : « un bon programme entraîne l'union, un mauvais l'empêche », mais de les rassembler pour battre la droite et, ce faisant, pour lutter contre ce qui, dans la gauche, peut développer des positions de droite : la collaboration de classe, le sectarisme, l'opportunisme.

L'union n'est ni un but en soi ni un objectif réalisé une fois pour toutes ; pratiquer la politique de l'union, c'est lutter pour battre la politique d'oppression et d'austérité de la bourgeoisie en créant dans cette lutte l'union la plus large des travailleurs, « l'union du peuple de France ». De ce point de vue, la dernière réunion du comité central est juste, et c'est bien cela qu'elle veut dire. Si elle veut dire au contraire « aidez-nous », « on a besoin de vous », c'est-à-dire si elle prend les masses comme masses de manœuvre et préconise un repli ouvrier, alors elle entraîne les travailleurs à la défile.

C'est pourquoi les communistes peuvent s'empare des aspects positifs du dernier comité central pour les réaliser concrètement. La victoire est à ce prix, car dire que l'union est un combat, c'est dire que l'union n'est que dans les combats.

(\*) Militant communiste dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, secrétaire général de l'Union des étudiants communistes de 1969 à 1972.

(1) L'Union est un combat, Etienne Fajon. Ed. social.

Ce qu'Hervé Alphand rapporte dans son livre constitue peut-être l'un des exposés les plus clairs et les plus complets publiés de la pensée du Général de Gaulle en politique étrangère.

CLAUDE MAURIAU

Son récit est toujours intéressant, parfois passionnant et il fait revivre avec talent bien des moments oubliés.

ANDRÉ FONTAINE

Le Monde



FAYARD

## MICHEL DE SAINT PIERRE Monsieur de Charette

Chevalier du Roi

Chaque français devrait lire ce bouleversant récit  
Pierre de Boisdeffre - Le Point

Une épopée et une fresque...  
Jean Bourdier - Minute

Michel de Saint-Pierre, Charette, même combat  
Gilbert Ganne - L'Aurore

Œuvre ardente...  
Gisette Guitard-Auvriat - Le Monde

Editions  
de la Table Ronde



**jeux vidéo**

100 % FRANÇAIS  
livraisons sur stock

- revendeurs
- cadeaux entreprise
- exportation

**BARANGER-BLANCHETON**  
78, r. Bobillot, 75013 Paris  
Tél. : 569.89.01

**RIDEAUX VOILAGES**

**Marcel SELGER**  
Maître Artisan Tapissier  
1, Impasse Duinoit  
Paris-12 628.35.30

مكتبة من الأصل



مكذبا من الأصل

POLITIQUE

SUR LA CRISE P.C.-P.S. ET LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

M. ROCARD : la responsabilité devant le monde du travail.

M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré, mercredi 2 novembre, au journal d'aujourd'hui, que la pensée économique des communistes français était restée « stalinienne ». Selon lui, l'attitude du P.C.P. est bien « un crime contre l'histoire ».

« Il faut constater, a-t-il ajouté, que nos partenaires communistes ont créé une situation qui donne à la droite une chance de garder le pouvoir. Il faut qu'ils s'en rendent compte. Les travailleurs de France ont le droit de s'exprimer et de changer d'attitude, d'être d'actualité et de stratégie. C'est évident. »

M. Rocard considère que le P.C.P. portera, « devant l'histoire », la responsabilité d'avoir permis, par sa politique, de faire perdre les élections au monde du travail qui avait enfin l'espoir, après vingt ans, de voir changer une manière de gouverner. Il reste cependant optimiste en raison de la « pression unitaire qui monte du monde du travail ».

L'humanité du 3 novembre rappelle les prises de position de M. Rocard contre le programme commun, avant son adhésion au P.S. et ajoute :

« Et c'est lui qui, aujourd'hui, se pose en donneur de leçon et vient enseigner le parti communiste d'avoir changé de stratégie. (...) »

« Les moins qu'on puisse dire de la crise économique de Michel Rocard est qu'elle demeure dans la ligne des technocrates du capitalisme. »

M. Jean-Pierre Chevènement, député (P.S.) de Belfort, animateur du C.E.R.E.S., déclare : « Le 3 novembre, nous aurions souhaité qu'elle prenne la forme d'un congrès extraordinaire, en l'occurrence de briser la logique suicidaire qui entraîne la gauche vers la défaite. »

Donner un coup de barre à gauche, réaffirmer qu'il y a une seule stratégie, celle de l'union de la gauche et de la rupture avec le capitalisme, c'est pour le parti socialiste, le seul moyen de rester fidèle à l'histoire. C'est-à-dire, à lui-même, et de conjurer ainsi les vieux démons de la division qui naissent de leurs cendres. »

Rencontre C.F.D.T.-P.S.U. : des analyses différentes sur la crise de la gauche. Au cours de l'entretien qui a eu lieu le 2 novembre, le P.S.U. a fait savoir qu'il ne partageait pas l'analyse de la C.F.D.T. sur laquelle la P.C.F. était seule responsable de la crise. Mais le P.S.U. estime qu'il existe au P.S. une tentation d'écarter vers une politique de « centre gauche ». Le P.S.U. a proposé à la C.F.D.T. d'organiser des rencontres pour l'unité entre syndicats et partis.

PARIS. — Le Mouvement des démocrates a accordé son investiture à MM. Guibert, Philippe Galy, Francis Martin et Dominique Adjan, respectivement dans les deuxième (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements), sixième (6<sup>e</sup> arr.), vingt-troisième (17<sup>e</sup> arr., partie Montparnasse, partie Balcon) et vingt-neuvième circonscriptions (19<sup>e</sup> arr., Amérique, Pont-de-Flandre, Villette).

RECTIFICATIF. — Une ligne sautée rendait incompréhensible l'information sur les six militants de la C.G.T. à Nantes qui s'étaient « étendus » des positions de la centrale sur les nationalisations (le Monde daté 3 novembre). Il fallait lire : « Lorsque la commission exécutive de la C.G.T. s'est réunie, le 2 octobre pour approuver l'attitude prise par le bureau de la centrale au lendemain de la rupture des discussions sur l'actualisation du programme commun, deux membres de cette commission, fait assez exceptionnel, s'étaient abstenus. Il s'agissait de M. Claude Gervin, rédacteur en chef du Peuple, organe confédéral, et de M. Pierre Carassus, secrétaire de l'union C.G.T. de Paris, tous deux militants socialistes. »

M. DEFFERRE : le P.C. fait le jeu de la droite.

M. Gaston Defferre, maire de Marseille, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré jeudi 3 novembre à France-Inter, après avoir souligné « les échecs du gouvernement » dans la lutte contre la montée des prix et pour le maintien de la croissance : « D'ici au mois de janvier, les communistes vont continuer à nous attaquer quoi que nous disions. Ils feront leurs comptes en janvier pour voir s'ils ont gagné le terrain perdu. Si leur politique a été efficace, ils ne sauront pas ce qui se passera ; si ce n'est pas le cas, je pense que le P.C. se tournera vers nous. Je ne pense pas que ce soit des concessions faites maintenant qui permettront de débloquer la situation. (...) L'attitude du P.C. est utile à qui ? A la droite. La victoire de la gauche semblerait presque certaine. Il y a eu la suspension du 23 septembre. Depuis, la droite a repris espoir. L'attitude du P.C. fait le jeu de la droite. En Italie, en Espagne, les partis communistes ont conclu un pacte avec la droite, on constate qu'en France le P.C.F. est devenu, par son comportement, une sorte d'allié de la droite. (...) »

L'union de la gauche a suscité tant d'espoir, l'interdiction tant d'inquiétudes, que si, demain, il y avait une reconduction, une entente, il y aurait de nouveau une telle joie, une telle satisfaction, qu'il se produirait un grand élan populaire. Nous avons encore de très grandes chances de gagner. »

P.-D.G. du « Courrier picard »

M. RICHARD MAZAUDET CANDIDAT A AMIENS

(De notre correspondant.)

Amiens. — M. Richard Mazaudet, président-directeur général du Courrier picard, candidat à la mairie d'Amiens, a annoncé, mercredi 2 novembre, au conseil d'administration du journal, qu'il se démettait de ses fonctions, ainsi que de celles de directeur, à partir du 30 novembre prochain. Il a décidé, en effet, de se présenter aux prochaines élections législatives à Amiens, l'élection de la gauche - majorité présidentielle. La fédération radicale-socialiste de la Somme lui a accordé son investiture.

Dans l'article publié jeudi à la une du journal, M. Mazaudet écrit : « En prenant cette décision, je reste fidèle aux engagements pris le 1<sup>er</sup> octobre 1972, lors de mon élection à la présidence du Courrier picard et j'entends respecter le contrat passé avec nos lecteurs tout au long de ces cinq années. J'aurais, en effet, à cette date, renoncé à mes responsabilités politiques et syndicales pour maintenir l'indépendance de notre journal et l'impartialité totale de l'information. » Le mandat d'administrateur du Courrier picard de M. Mazaudet devait expirer en mars prochain. Rappelons qu'au printemps dernier (le Monde du 22 avril), le quotidien d'Amiens, organe de la coopération ouvrière, avait fait face à de sérieuses difficultés financières qui avaient exigé un « plan de sauvetage ».

En dehors de son engagement politique, en 1958, au parti radical-socialiste, M. Mazaudet avait été secrétaire national du Syndicat des Journalistes Force ouvrière. A Amiens, il a déjà connu les candidatures de M. Maxime Gremetz, conseiller général, membre du bureau politique du P.C.F. ; M. Jean-Claude Dessel, P.S., élu à la mairie d'Amiens ; M. Alain Virgnaud, Mouvement des démocrates ; M. Gérard Potrot, R.P.R.

M. Charles Pasqua et la Machine R.P.R. a. — Le tribunal de grande instance de Paris, statuant en référé, a demandé, mercredi 2 novembre, la suppression, dans le livre la Machine R.P.R., paru aux Éditions Payot sous la signature de MM. Pierre Crisol et Jean-Yves Lhonnau, des passages mettant en cause M. Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine, secrétaire général adjoint du R.P.R. (le Monde des 29 et 30-31 octobre).

M. Charles Pasqua et la Machine R.P.R. a. — Le tribunal de grande instance de Paris, statuant en référé, a demandé, mercredi 2 novembre, la suppression, dans le livre la Machine R.P.R., paru aux Éditions Payot sous la signature de MM. Pierre Crisol et Jean-Yves Lhonnau, des passages mettant en cause M. Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine, secrétaire général adjoint du R.P.R. (le Monde des 29 et 30-31 octobre).

M. Charles Pasqua et la Machine R.P.R. a. — Le tribunal de grande instance de Paris, statuant en référé, a demandé, mercredi 2 novembre, la suppression, dans le livre la Machine R.P.R., paru aux Éditions Payot sous la signature de MM. Pierre Crisol et Jean-Yves Lhonnau, des passages mettant en cause M. Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine, secrétaire général adjoint du R.P.R. (le Monde des 29 et 30-31 octobre).

« LA LETTRE DE L'UNITÉ » : un grave compromis devant l'histoire.

La Lettre de l'Unité, publiée par le P.S., déclare : « Les suffrages recueillis par les candidats socialistes, M.R.G. et communistes peuvent parfaitement composer une majorité. Mais une majorité potentielle qui ne deviendrait la nouvelle majorité parlementaire que si toutes les voix s'ajoutaient au second tour. C'est le refus pour des raisons tactiques d'un tel accord qui constituerait devant l'histoire un grave compromis. Sous le seul prétexte que la victoire possible n'assurerait pas une position dominante au P.C., au sein de l' Alliance. »

CORRESPONDANCE

Jacques Martin-Sané

Mme Marie-Anne Martin-Sané nous écrit, d'après de la biographie de son frère, publiée dans le Monde du 30 septembre : « Né en 1907, Jacques Martin-Sané milite aux Jeunesses patriotes, puis au P.P.F., dont il démissionne ensuite. »

Sa brillante conduite en 1940 lui vaut la croix de guerre, puis la Légion d'honneur à titre militaire. Préfet du Loiret après l'armistice, Laval le relève de ses fonctions en février 1943 pour refus d'appliquer les directives sur le S.T.O. Il organise ensuite, sous les bombardements, les secours aux sinistrés, au service interministériel pour la protection contre les événements de guerre, ce qui entraîne sa nomination à titre provisoire comme préfet de la Manche le 22 juin 1944. Traduit en cour de justice, il est acquitté, puis réintégré dans l'administration par le Conseil d'Etat. Mais, inséré entre temps au bureau de Paris, il préfère poursuivre sa carrière d'avocat. »

LE M.R.G. EST OPPOSÉ A DE NOUVELLES CONCESSIONS AU P.C.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, mercredi 2 novembre, après la réunion du bureau national de son mouvement, que celui-ci s'en tenait à l'accord électoral conclu avec le P.S. à condition qu'il soit global. « Si n'y a pas d'accord global pour le premier tour, il y aura des primaires partout », a-t-il déclaré. Les radicaux de gauche attendent donc de connaître les résultats de la convention nationale socialiste des 5 et 6 novembre, consacrée aux investitures. Aucune date n'a encore été arrêtée pour la rencontre entre MM. Mitterrand et Fabre, mais les dirigeants du M.R.G. se sont entendus mercredi matin avec les écologistes du groupe Les Amis de la terre et vont rencontrer les représentants du collectif national Ecologie 78.

M. Robert Fabre a rappelé que le M.R.G. « était allé jusqu'au bout des concessions concernant le programme commun ». Déjà, les contre-propositions du P.S. faites à la dernière rencontre au sommet appelaient à-t-il déclaré, « des réserves de notre part », aussi il ne peut pas s'attendre que les radicaux de gauche approuvent de nouvelles concessions telles que celles avancées par le C.E.R.E.S. (le Monde du 3 novembre).

Le vote de la France sur Mayotte. — Le ministre des affaires étrangères précise que la France ne s'est pas abstenue dans le vote sur Mayotte à l'Assemblée des Nations unies, comme nous l'avons écrit par erreur (le Monde du 3 novembre), mais qu'elle n'a pas pris part au scrutin. Le député de la France, M. Leprieux, a d'ailleurs déclaré : « Je regrette profondément que les auteurs du projet aient cru devoir fonder, sur des bases erronées, une résolution qui est de ce fait inacceptable pour mon pays. Dans ces conditions, ma délégation a décidé de ne pas prendre part au scrutin. »

M. Jacques Chirac précise ses vues sur l'avenir de la Corse

Continuant son « tour de France », M. Jacques Chirac, président du R.P.R. et maire de Paris, devait visiter, vendredi 4 novembre, le département de la Corse-du-Sud et prendre notamment la parole à Ajaccio au cours d'un rassemblement populaire. Son dernier séjour dans l'île remonte au mois de mars 1974 lorsque, ministre de l'Intérieur, il a visité accompagné M. Pierre Messmer, alors premier ministre.

M. Raymond Barre doit également se rendre très prochainement en Corse, probablement vers la fin du mois de novembre. Il précède le président de la République, qui, à l'automne dernier, a annoncé son intention d'y effectuer un déplacement « le moment venu », c'est-à-dire lorsque les passions se seront apaisées.

M. Chirac était premier ministre lorsque avait éclaté, au mois d'août 1975, le drame d'Aléria. Il était élevé contre ces actes de subversion criminelle et meurtrière qui mettent en cause l'unité nationale.

M. Chirac avait alors fait la différence entre « la régionalisation politique qui, en vérité, est un grand danger pour l'unité nationale et la décentralisation des structures administratives ». C'est ainsi que, pour remédier à la sous-administration de l'île et pour la « doter d'un véritable statut régional », le conseil des ministres du 2 octobre 1974 avait

décidé la création de deux départements corses.

Pour l'heure, les partis de la majorité n'ont aucun projet pour la Corse : ils se contentent d'insister sur l'indispensable unité nationale. M. Alexandre Sanguinetti vient de le confirmer dans une déclaration à Radio-Montecarlo. Les signataires du programme commun militent, en revanche, pour une réforme régionale qui prévoit notamment l'élection d'une assemblée au suffrage universel et à la proportionnelle. Le Mouvement des radicaux de gauche, qui est de loin, en Corse, le parti dominant de l'union de la gauche (quatre parlementaires sur cinq), souhaiterait que, dans ce cadre-là, des « mesures spécifiques puissent être prises qui assurent le respect des particularités historiques, géographiques et culturelles de l'île ».

Si les radicaux de gauche parlent de mesures spécifiques, les socialistes ont mis au point un statut particulier qui va beaucoup plus loin dans la reconnaissance du « droit à la différence ». En revanche, les communistes préfèrent, pour les régions, un « statut général d'un statut particulier ». C'est dire qu'aucun parti politique, à quelque bord qu'il appartienne, n'y voit finalement très clair sur l'avenir de la Corse.

J.-J. B.

Les plus grandes signatures sont dans Paradoxes. Aujourd'hui plus que jamais lisez Paradoxes.

Paradoxes : Des journalistes renommés. Paradoxes : Ce qu'ils en disent. Paradoxes : Des articles exceptionnels. Paradoxes : Des signatures célèbres, des articles de qualité, un sens très aigu du paradoxe. Vous ne manquez pas de lecteurs. « Tous mes compliments pour l'éclectisme de Paradoxes, pour la qualité et la diversité de ses articles... » « La qualité des articles que j'ai lus dans vos premiers numéros me conduit à vous dire tout de suite que je pense de votre revue. »

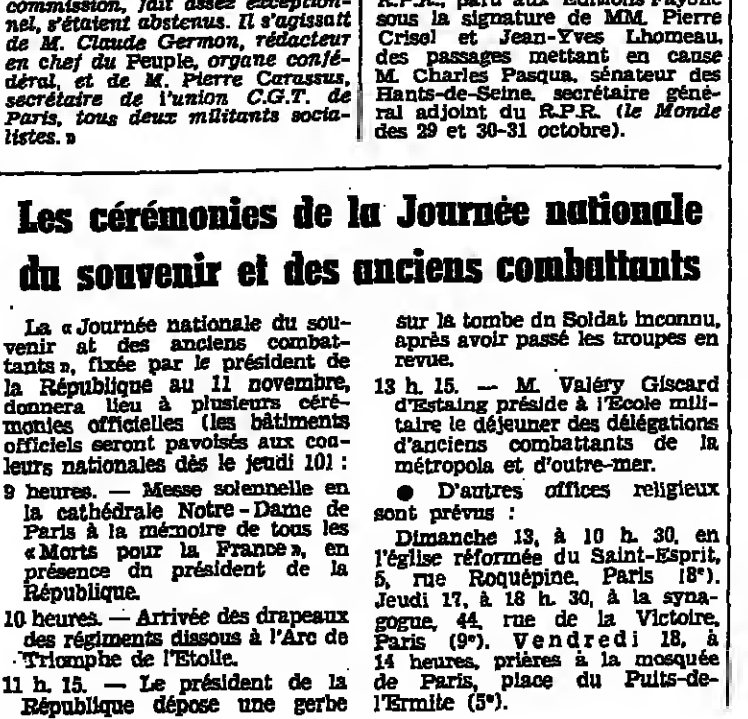
Les cérémonies de la Journée nationale du souvenir et des anciens combattants

La « Journée nationale du souvenir et des anciens combattants », fixée par le président de la République au 11 novembre, donnera lieu à plusieurs cérémonies officielles (les bâtiments officiels seront pavés aux couleurs nationales dès le jeudi 10) : 9 heures. — Messe solennelle en la cathédrale Notre-Dame de Paris à la mémoire de tous les « Morts pour la France », en présence du président de la République. 10 heures. — Arrivée des drapeaux des régiments dissous à l'Arc de Triomphe de l'Étoile. 11 h. 15. — Le président de la République dépose une gerbe

sur la tombe du Soldat Inconnu, après avoir passé les troupes en revue.

13 h. 15. — M. Valéry Giscard d'Estaing préside à l'École militaire le déjeuner des délégations d'anciens combattants de la métropole et d'outre-mer.

● D'autres offices religieux sont prévus : Dimanche 13, à 10 h. 30, en l'église réformée du Saint-Esprit, 5, rue Roquépine, Paris (18<sup>e</sup>). Jeudi 17, à 18 h. 30, à la synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris (9<sup>e</sup>). Vendredi 18, à 14 heures, prières à la mosquée de Paris, place du Puits-de-l'Enfer (5<sup>e</sup>).



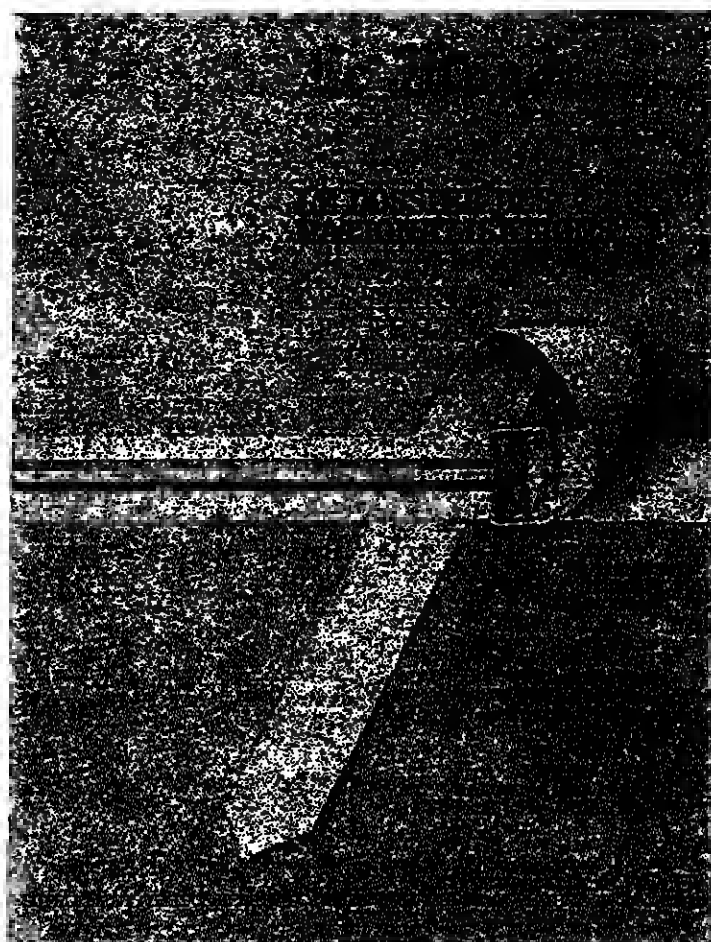
Le saint-pierre de Charette

Le saint-pierre de Charette, même combat



Le saint-pierre de Charette





**LAURENT**

BAR - RESTAURANT - SALONS  
JARDIN

41, AVENUE GABRIEL, PARIS

359.14.49

Ouvert tous les jours  
sauf samedi et dimanche, réservé aux réservations privées

PHOTO

**YASHICA - CONTAX**

**GARANTIT  
DÉSORMAIS  
3 ANS**

tous ses appareils Reflex 24 x 36

L'engagement de sécurité  
Tranchant Distribution.

Jusqu'à ce jour, les Reflex  
24 x 36 YASHICA-CONTAX  
bénéficiaient d'une garantie  
d'un an, comme la plupart des  
autres marques existant sur le  
marché.

Aujourd'hui, Tranchant-  
Distribution, importateur ex-  
clusif de YASHICA-CONTAX  
en France, porte cette garantie  
à 3 ans : cette décision a été  
prise à la suite d'études et de  
tests rigoureux mettant à  
l'épreuve les qualités techni-  
ques et optiques de la gamme

des Reflex 24 x 36 YASHICA-  
CONTAX, ainsi que sa robuste-  
té.

La garantie de 3 ans, c'est  
l'endos par la société Tran-  
chant-Distribution, sous sa  
responsabilité, et en faveur du  
consommateur, de la confian-  
ce absolue qu'elle a elle-même  
acquise dans la fiabilité du  
matériel YASHICA-CONTAX  
qu'elle représente.

Tranchant Distribution BP 62,  
91401 ORSAY.

## POLITIQUE

# Maîtriser le futur

(Suite de la première page.)

Est-ce le socialisme, en vérité ?  
Durkheim s'est efforcé d'établir  
que le socialisme devait s'entien-  
dre d'une organisation rationnelle,  
par l'état, de l'activité économi-  
que — non de tendances égalita-  
ristes, ou communistes, beaucoup  
plus anciennes, qui n'en consti-  
tuent qu'un élément secondaire  
et surajouté. En ce sens, Saint-  
Simon aurait esquisse le socia-  
lisme le plus authentique, avec  
une organisation et une morale de  
producteurs. Malheureusement, sa  
pensée n'a pas prévalu.

Le marxisme a imprégné plus  
tard l'esprit des socialistes fran-  
çais avec la vision d'une économie  
fondamentalement viciée par l'ex-  
ploitation du prolétariat, par la  
spoliation, par la profane et  
fondamentalement condamnable.  
De surcroît, Marx a voulu enfer-  
mer tous les maux du monde  
dans le régime juridique de la  
propriété, afin d'annoncer le  
ciel sur la terre, ou peu s'en faut,  
par l'opération simple et défini-  
tive qui tient dans l'appropriation  
collective des moyens de produc-  
tion. Ce faisant, il n'a pas seu-  
lement négligé les exigences pro-  
pres de la démocratie politique,  
avec les conséquences que l'on  
sait. Il postulait aussi implicite-  
ment que l'économie ne pose  
aucun problème spécifique :  
qu'elle marcherait d'elle-même  
pour le mieux, assurant à tous  
une abondance inouïe, pour  
autant qu'elle sera débarrassée  
de la propriété capitaliste. D'où,  
à cet égard, un enseignement  
paradoxal, déjà peu  
soutenable à sa date, mais tota-  
lement contredit à l'expérience  
des régimes collectivistes.

Durant le même temps, le libé-  
ralisme économique préservait à  
la politique non certes de l'hosti-  
lité, mais un éloignement compa-  
rable à l'égard des problèmes de  
la production. En cette matière,  
il ne préoccupe le moins possible  
de ceux-ci puisque les capacités  
d'adaptation spontanée de l'éco-  
nomie répondent parfaitement  
aux besoins. En cette matière,  
l'on enseignait : Le bien que fait  
l'Etat, il le fait mal ; le mal que  
fait l'Etat, il le fait bien.

Plus récemment encore, les  
sociologues ont voulu déconstruire  
les nuisances de l'industrialisation  
avec de fort bonnes raisons,  
certes, mais, au-delà de leurs  
critiques justifiées, avec une pro-  
pension à la fuite de l'irrespon-  
sabilité des utopies passées. En  
même temps, un dolorisme chré-  
tien, qui sanctifiait naguère les  
misères terrestres, et qui se pré-  
sentait comme le seul remède à la  
raison de nos péchés et de l'autre  
monde promis, entretenait sa

plainte en la tournant contre la  
société moderne, parfois devenue  
pour lui l'incarnation du mal.  
L'enseignement et les mass media  
répandaient aujourd'hui à travers  
la population entière ces manières  
de penser et de sentir adoptées  
d'abord par les milieux intellec-  
tuels, par nature peu favorables  
à l'activité économique qu'ils  
connaissent et comprennent mal.

L'ensemble de ces préjugés dé-  
tourne évidemment du socia-  
lisme entrepreneurial et optimiste  
qui serait nécessaire pour maî-  
triser les nouveaux développe-  
ments du progrès. La politique  
en subit l'influence, et, loin d'y  
porter remède, ne tend que trop  
à tirer pour situer ses querelles  
hors des réalités.

Aucun parti ni aucun homme  
politique n'est fondé à dicter les  
choix de la démocratie, mais le  
devoir commun est d'éclairer ces  
choix : or, on ne saurait dire que  
les controverses actuelles y contri-  
buent beaucoup.

Le grief ne porte pas contre  
le parti communiste, qui ne dis-  
simule pas, on a peine, le type  
de société dont il rêve de nous  
doter. A moins d'extrême aveu-  
glement, les citoyens sont en me-  
sure de juger, et il leur suffit  
de voyager dans certains pays  
pour apprécier le système dans  
ses modalités pratiques d'appli-  
cation.

En revanche, au sein de la  
majorité, nous serions coupables  
si, même sans le dire expressé-  
ment, nous laissons croire qu'une  
fois l'opposition socialiste et  
communiste battue, la France  
retournerait au train-train de ses  
douces habitudes, avec quelques  
gentilles « réformes » de-ci,  
de-là, pour accroître les  
chances de la société libérale et  
permissive. Ou alors il faudrait  
annoncer que nous proposons la  
voie de la décadence, qui exige  
peu d'effort en effet, mais qui  
conduirait très vite à une médi-  
crite insupportable. Car les trans-  
formations qui doivent s'accom-  
plir sont d'une trop grande  
ampleur pour se faire en marge  
de la production, dans l'indiffé-  
rence des citoyens. N'y  
suffiront pas les mécanismes libé-  
raux, associés par un peu de  
démagogie socialiste déversée  
sur la toile. Il y a une véritable  
nationalité véritable, déterminée,  
précise, donc une planification  
nationale, le Plan n'étant rien  
d'autre que l'instrument de la  
volonté politique appliquée à  
l'économie. Puisque, sans dicta-  
ture, une telle volonté politique  
ne peut venir que du peuple son-  
verain, il faut que celui-ci se  
prononce sur les buts et sur les  
moyens de son devenir.

### Les fausses querelles de la politique

L'opposition non communiste  
serait-elle si elle n'y adait  
pas, elle a le droit de prétendre  
que ses dirigeants et ses forma-  
tions seraient les plus aptes à  
conduire les affaires publiques. Il  
lui appartient d'offrir ses propo-  
sitions, au choix de la souve-  
raineté populaire. Mais elle a le  
devoir de proposer des solutions  
réelles aux problèmes réels. Toutes  
ses invasions dans la mythologie  
guisent à la formation d'une  
volonté générale.

J'ai assez dit publiquement tout  
le mal que je pensais des pro-  
grammes, communistes ou non,  
des partis socialistes et commu-  
nistes. J'aurai l'occasion de le  
répéter, probablement, et mon in-  
tention n'est pas ici de réitérer  
une critique qui exaspère de trop  
longs développements. Aussi bien,  
je ne m'adresse pas aux commu-  
nistes pour les raisons déjà dites.  
Ni même à des hommes comme  
M. Mitterrand, devenus de justifier,  
contre vents et marées, des orien-  
tations prises de longue date et  
pour eux sans recours. Mais il  
existe dans cette assemblée, et  
d'autres personnalités plus libres  
de reconnaître les vérités même  
quelque peu désagréables. Leurs  
propos privés, tels que les initia-  
se les rapportent, ne traduisent  
aucun enthousiasme pour les for-  
mules du programme commun de  
1972, ni pour celles du programme  
socialiste qui, avant lui, préten-  
dait « changer la vie ». C'est très  
bien d'être lucide, mais mieux  
encore vaudrait n'en pas garder  
le mérite pour les confidences,  
même si le secret de l'Assemblée  
assure à celles-ci une assez large  
diffusion.

Plus précisément, la fameuse  
querelle socialo-communiste sur  
les nationalisations relève tout  
entière de l'artifice et baigne dans  
l'irréalité.

En fait, le parti socialiste  
a fait l'option collectiviste  
dans son propre programme et  
dans le programme commun  
signé par lui en 1972 : peut-être  
à la légère, peut-être pour des rai-  
sons électorales, mais il l'a fait.  
Par suite, le parti commu-  
niste a raison, dans sa logique,  
en montrant qu'il est futile en  
mauvaise foi de vouloir s'arrêter  
sur le chemin à la moitié, s'ar-  
rêter aux deux tiers du parcours. D'un  
autre côté, pour quiconque ne  
croit pas, comme les marxistes,  
que l'appropriation collective des  
moyens de production constitue  
une fin en soi, libérant l'univers  
de tous les maux, les nationali-  
sations déjà acceptées ne répon-  
dent à aucune justification intel-  
ligible.

Prétendra-t-on que l'Etat ne  
possède pas un arsenal suffisant  
de moyens pour orienter l'écono-  
mie, avec sa législation, ses régle-  
mentations innumérables, sa fi-  
scalité, ses pouvoirs sur le crédit,  
etc ? Dire-t-on aux malheureux  
épargnants, devenus actionnaires  
de l'Etat, qu'ils se sont enrichis  
enrichis, depuis quinze ou  
vingt ans, aux dépens de la col-  
lectivité ? Cela ressemblerait à de  
mauvaises plaisanteries. Il est  
vrai que certains s'octroient des  
traitements excessifs, mais leur  
préjudice ne fait, au total,  
aucune goutte d'eau par rapport à  
la masse des salaires distribués,  
et, au surplus, de forts mauvais  
exemples sont donnés, et cet  
égard, précisément par les entre-  
prises nationalisées.

En face de ces avantages flé-  
tiss, les inconvénients et les dangers  
n'ont compté pas. L'un des plus  
graves, à l'heure actuelle, tient à  
ce que les nationalisations exer-  
cent une séduction conservatrice.  
Elles encouragent à penser que

toutes les entreprises, bien ou mal  
gérées, vivront paisiblement en  
gardant tout leur personnel  
affecté aux mêmes tâches, nées  
ou non avec quelques avantages  
supplémentaires. La collectivité  
prenant en charge le déficit. Mais  
le pire, sans doute, est qu'elles  
introduiraient les rivalités syn-  
dicales, la politique des parloirs et  
les surenchères démagogiques  
dans la direction des entreprises,  
qui n'ont sûrement pas besoin de  
ce puissant facteur d'incapacité  
et de paralysie.

On a publié autrefois des entre-  
tiens de M. Mendès France avec  
des socialistes étrangers situés  
à gauche, MM. Nenni et  
Bevan, sans erreur. Autant que  
je me souviens, les interlocuteurs  
reconnaissent que les entre-  
prises nationalisées s'opposaient sou-  
vent plus énergiquement qu'elles  
entreprises privées aux plans vou-  
lus par l'Etat. Il est clair qu'un  
gouvernement socialiste, prenant  
le pouvoir, et aux prises avec un  
grand nombre d'inévitables diffi-  
cultés, se créerait une cause  
supplémentaire d'échec en jetant  
le désordre dans le fonctionne-  
ment des grandes entreprises,  
si ce n'est en organisant l'anarchie  
sous le couvert de l'autogestion.

M. Mendès France le pense très  
probablement. Qu'il répugne à la  
proclamer, on le conçoit. Néan-  
moins, lorsqu'il s'est acquis un  
respect que, pour ma part, je ne  
lui marchandais pas, son courage  
à dire la vérité heurtait à l'occa-  
sion la gauche, la droite ou le  
centre, et il ne ménageait pas les  
visions précon-  
gues des idéologies. Il n'avait pas

craint d'offenser le marxisme très  
cruellement, en ridiculisant le  
dogme de la paupérisation crois-  
sante et absolue du prolétariat. Ce  
n'est pas trop demander. Il me  
semble que, lui et d'autres,  
aujourd'hui, fassent justice, dans  
leurs camps, de ces philosophes  
du dix-neuvième qui interdisent  
d'appréhender sérieusement les  
réalités présentes, et par là qui  
risquent de nous faire manquer  
l'avenir.

Ce n'est pas que je convie nos  
adversaires à une réconciliation  
dans quelque compromis social-  
démocrate, où les faiblesses du  
libéralisme se feraient excuser par  
celles du socialisme, les deux ten-  
dances se rejoignant, comme il  
est arrivé sous la IV<sup>e</sup> République,  
dans une politique d'opportunité  
et de facilité. Il est normal et  
sain que les hommes et les idées  
s'opposent, même âprement, de-  
vant le suffrage universel, qui en  
juge, je prétends seulement que  
la France a trop de décisions à  
prendre pour qu'il soit permis  
d'égaler le débat dans les mytho-  
logies, les faux problèmes, les  
équivoques et les dupes que  
c'est une trahison de la démocra-  
tie, de quelque haute conviction  
que l'on se réclame, puisque l'on  
détourne ainsi la souveraineté  
populaire d'une application effec-  
tive, et que c'est compromettre  
les meilleures chances de la  
nation.

Nous admettons bien volontiers,  
dans ces conditions, que l'oc-  
casion de nos propres vues et, en  
échappant, nous ne répugnons pas  
à les rectifier sur une objection  
sérieuse.

### Propositions

Pour résumer très sommaire-  
ment les solutions qui nous  
paraissent s'imposer :

1<sup>o</sup> Nous inscrivons en priorité  
la lutte contre le chômage pour  
des raisons si évidentes qu'il est  
sans doute inutile de les énoncer.  
Nous ne pouvons pas admettre la  
thèse qui semble s'accroître dans  
certains milieux et selon laquelle  
le chômage serait la conséquence  
nécessaire de la croissance, mais  
inévitables, des équilibres que l'on  
souhaite rétablir heureusement  
d'autre part ;

2<sup>o</sup> Le chômage ne pourra pas  
être éliminé sans un nouvel élan  
autonom de la production.  
Celle-ci ne saurait venir de  
la consommation sans déclencher  
une inflation incontrôlable et  
sans aggraver les coûts de pro-  
duction d'une manière incompa-  
tible avec le besoin d'exporter. Elle  
doit venir, des investissements,  
d'ailleurs avec l'appui d'une panop-  
lie de mesures anti-inflationnis-  
tes assez rigoureuses s'il le faut ;

3<sup>o</sup> Les investissements, moteur  
de la relance de l'industrie, sont  
en même temps la condition  
des transformations à accomplir  
pour nous situer dans le nouvel  
âge de l'économie ;

4<sup>o</sup> Nouvelle croissance, nouvelle  
orientation de la croissance et  
investissements ne se conçoivent  
donc pas sans une planification  
nationale, instrument de volonté  
démocratique pour l'orientation  
de l'économie ;

5<sup>o</sup> La planification nationale  
permet seule d'impulser une poli-  
tique d'ensemble en des matières  
telles que la fiscalité ou le régime  
de l'épargne, dont la réglementation  
obéit à l'heure actuelle aux  
visées étroites des bureaux, géné-  
ratrices des grandes absurdités  
globales ;

6<sup>o</sup> En particulier, tout se passe  
comme si notre fiscalité avait  
voulu favoriser les emplois égoï-  
stes ou stériles de l'épargne et  
pénaliser le plus possible les pla-  
cement, actions, qui partici-  
pent aux risques comme aux  
chances des entreprises fran-  
çaises. Il faut faire exactement  
l'inverse. Nous souhaitons favori-  
ser avant tout une large épargne  
populaire, directement associée au  
développement économique, géné-  
ratrice d'emplois, facteur d'ex-  
pansion, sur le plan national et  
régional. Les entreprises se trou-  
veront ainsi en mesure de se pro-  
curer des fonds propres et de s'affranchir d'un endettement  
croissant envers les banques ;

7<sup>o</sup> L'Etat possède les moyens de  
faire respecter les orientations du  
Plan. Celles-ci doivent s'accompa-  
gner d'un desserrement des  
contraintes inutiles et des traces  
sérieuses paperassières, qui se sont  
multipliées justement au fur et  
à mesure que la planification  
nationale voulue par le général  
de Gaulle s'estompait au profit  
d'une technocratie, principale-  
ment exercée par le ministère des  
finances.

C'est ainsi que se caractériserait  
ce que nous avons appelé la nou-  
velle politique de l'économie.

Il est permis de critiquer, entre  
autres choses, le caractère rela-  
tivement dirigiste de ces proposi-  
tions. La place manque ici pour  
démontrer que la capacité d'adap-  
tation spontanée du libéralisme à  
coups de faillites et de mises en  
chômage ne correspond plus aux  
conditions actuelles. D'autre part,  
en toute hypothèse, l'interven-  
tion de l'Etat est aujourd'hui  
nécessaire, avec ou sans planifica-  
tion : de sorte que le choix se  
réduit en fait à celui de la démocra-  
tie ou de la technocratie, des  
solutions d'ensemble ou des me-  
sures de circonstances, de la

nécessité claire ou des combinai-  
sons échauffées chaque fois dans  
le mystère des bureaux sous des  
pressions diverses.

Si nous avons raison là-dessus,  
les éléments responsables de la ma-  
jorité et de l'opposition devraient  
en ce moment se préoccuper  
moins de mauvaise philosophie  
que de prévoir les détermina-  
tions concrètes de la planifica-  
tion nationale. Celle-ci sera une  
œuvre continue, préparée, déci-  
dée, corrigée, selon des procé-  
dures démocratiques faciles à  
imaginer, mais, d'ores et déjà, la  
réflexion des milieux politiques,  
économiques, des formations  
socio-professionnelles principale-  
ment intéressées devrait se porter  
sur les mutations qui seront  
demain nécessaires. La période  
électorale, serait véritablement  
profitable à la démocratie si le  
pays prenait conscience en cette  
occasion qu'il lui importe avant  
tout de se décider pour le deve-  
loppement de l'énergie nucléaire  
et les économies d'énergie, pour  
les productions de hautes quali-  
fications techniques et de forte  
valeur ajoutée, pour une puissante  
industrie agro-alimentaire, bref,  
pour ce qui constituera pratique-  
ment la condition de sa déca-  
dence ou de son progrès.

En allant plus loin dans cette  
voie, un vrai réalisme démocra-  
tique autoriserait d'immenses  
espoirs qui cesseraient d'être fal-  
saires. Je n'en citerai qu'un,  
mais qui sera selon toute proba-  
bilité parfaitement réalisable : il  
correspond à notre préoccupation  
constante, inhérente au gauli-  
sme, d'assurer une vraie et égale  
participation de tous les Fran-  
çais aux bonnes chances comme  
aux responsabilités de leur destin  
collectif.

Les automatismes vont prendre  
en charge, de plus en plus, les  
besoins fastidieuses, répétitifs  
et mécaniquement rémunérés.  
L'effort accompli en matière  
d'éducation et de formation pro-  
fessionnelle aura, parallèlement,  
fait de chaque Français un tech-  
nicien de bonne qualification. Par-  
allèlement aussi, la classe ou-  
vrière est en train de disparaître  
en tant que retranchée dans un  
recoin de vie distinct et de ses  
goûts, des habitudes, des référen-  
ces intellectuelles qui l'opposaient  
aux autres éléments de la popula-  
tion. D'ores et déjà, il n'existe  
presque plus de barrières psycho-  
logiques, sociologiques, entre un  
jeune ouvrier et un étudiant fils  
de petit, moyen ou grand bour-  
geois, même si des inégalités  
subsistent encore. Au prix d'in-  
vestissements certainement  
lourds, mais qui peuvent se cal-  
culer, un pays comme la France  
sera, s'il fait les options du pro-  
grès, en mesure de relever  
chaque année des centaines de  
milliers d'emplois pour les cen-  
tres plus productifs, plus intéres-  
sants et beaucoup mieux payés.

Nous pourrions donc, dans les  
dix prochaines années, nous rap-  
procher de la société sans classes,  
en vain promise par le marxisme.  
Nous aurions, en particulier, éli-  
miné la condition ouvrière, en ce  
qu'elle a encore d'insatisfaisant.  
L'évolution est en cours, dans une  
assez large mesure, mais il dé-  
pend de nous de l'accélérer d'une  
manière décisive.

Pour ma part, je préférerais de  
beaucoup discuter avec qui vou-  
drait ce genre de question plutôt  
que de consacrer mon temps à  
combattre les puérilités de la  
logomachie révolutionnaire.

Et si certains nous prennent  
nos idées pour les proclamer à  
leur compte, eh bien ! tant mieux,  
ma foi.

JACQUES CHIRAC.

## COLLECTION ENCYCLOPOCHE LAROUSSE

le  
**marxisme**



la vie et l'œuvre  
de Marx et de Engels.  
marxisme  
et mouvement ouvrier,  
histoire du marxisme  
jusqu'à nos jours,  
éléments du  
vocabulaire marxiste,  
biographies :  
Aldous, Lénine,  
Lukacs, Mao Zedong, etc.  
(par Samir Amin,  
G. Lefranc, D. Lecourt,  
M.A. Macciocchi, etc.)

10,40 F

هكذا من الأصل



مكتبة من الأمل

POLITIQUE

L'EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les crédits du ministère de l'intérieur progressent de 25 %

Mardi 2 novembre, en séance de nuit, sous la présidence de Mme FRITSCH (réf.), l'Assemblée nationale examine les crédits du ministère de l'intérieur.

Rapporteur spécial, M. FOSSÉ (R.P.R.) indique que ces derniers s'élèvent à 17 milliards et progressent de 25 % contre 12,5 % seulement pour l'ensemble du budget. Cette augmentation élevée tient essentiellement, précise-t-il, à l'évolution des crédits de fonctionnement de certains services et à une forte augmentation des subventions d'équipement aux collectivités locales.

Dans son rapport, il relève que le budget de la police (109 422 personnes) ne comporte aucune mesure spectaculaire mais un renforcement et une modernisation des équipements. Constatant que la police a été débarrassée de la fiscalité locale et le blocage des réformes en cours, la commission des finances a demandé à l'unanimité qu'un calendrier précis de remise en ordre des finances locales soit élaboré. Elle a toutefois adopté les crédits présentés.

Dans son rapport pour avis (commission des lois M. Limouzy (R.P.R.)) insiste lui aussi sur la précarité de la situation financière des collectivités locales. Puis il observe que bien que les statistiques fassent apparaître globalement une stabilisation de la délinquance, son évolution est toujours inquiétante à Paris et dans les grands centres urbains. Il évoque enfin les prises d'otages et demande que soient étudiés des textes répressifs mieux adaptés aux circonstances.

taxes et que des facultés de modulation plus large pourraient être laissées à l'appréciation des conseils municipaux. Il rappelle enfin le souhait exprimé par le président de la République, octroyer un plancher de ressources minimales aux communes les plus démunies.

2° LA SÉCURITÉ CIVILE — Dans le domaine de la sécurité routière, le ministre constate qu'en cinq ans, malgré une augmentation de près de 30 % du trafic, le nombre des décès provoqués par les accidents de la route a diminué de 20 %. Après avoir connu une « pointe » à dix-sept mille, ce chiffre s'est stabilisé pour la première fois depuis 1963, au cours des douze derniers mois, à treize mille. Si l'on compare les neuf premiers mois de 1977 à la période correspondante de 1976, on constate une diminution de 23 % des accidents et de près de 10 % du nombre des tués. Il cite par ailleurs les moyens opérationnels qui ont permis ces progrès la renouveaulement du parc d'hélicoptères de la sécurité civile.

3° LA SÉCURITÉ PUBLIQUE — Après avoir évoqué la « montée des violences », M. Bonnet observe que dans un tel contexte la mission de l'Etat, « qui ne peut être efficacement accomplie sans l'accord et le concours de tous les citoyens », vise trois objectifs :

— Le développement de la prévention, un grand effort d'équipement est consensuel pour rendre plus efficace l'action des personnes en place. Les campagnes d'information et de prévention destinées à rendre l'opinion plus sensible à certains risques seront poursuivies et amplifiées, notamment en direction des jeunes et des personnes âgées ;

— La lutte contre la délinquance : les chiffres de 1976 font apparaître pour la première fois une baisse relative de la criminalité. Ce résultat demeure cependant fragile et il n'appelle aucun relâchement de vigilance. La qualité du système de transmission et la rapidité du traitement de l'information sont prioritaires. Pour l'avenir, la chaîne de l'information doit être étudiée la possibilité d'automatiser les fichiers d'empreintes digitales. Enfin, le projet de budget marque un progrès sensible dans la modernisation des locaux de police ;

— Le maintien de la sécurité de l'Etat. Le ministre s'attache à préciser la « philosophie » qui inspire le gouvernement dans la lutte contre le terrorisme (voir page 5). Il conclut :

« En l'état, demande M. GILLOT (R.F.), il faut de la sécurité de l'Etat, de la sécurité de la France, de la sécurité de la République, de la sécurité de la Nation, de la sécurité de la Patrie, de la sécurité de la Liberté, de la sécurité de la Justice, de la sécurité de la Paix, de la sécurité de la Vie, de la sécurité de la Mort, de la sécurité de l'Éternité. »

M. BOULAY (P.S., Puy-de-Dôme) craint que le rapport Guichard ne disparaisse dans un tiroir.

M. EHRMANN (P.R., Alpes-Maritimes) dresse le bilan de l'immigration des réfugiés et de la situation des réfugiés. Il demande à M. FREY (P.C., Seine-et-Marne) de demander à la commission de l'Assemblée nationale de faire passer la loi de 1968, qui prévoit la mise à disposition de locaux pour les réfugiés, à l'Assemblée nationale.

M. BOULAY (P.S., Puy-de-Dôme) craint que le rapport Guichard ne disparaisse dans un tiroir.

« La violence d'agression, constatée M. FANTON (R.P.R., Paris) augmente en particulier dans la région parisienne. » Le député regrette d'avoir voté la réforme de la police parisienne qui, à son avis, n'a donné que de mauvais résultats. M. DUPILET (P.S., Pas-de-Calais) déplore l'insuffisance des effectifs du personnel de prévention. Enfin M. BIGNON (R.P.R., Somme) souhaite que le Parlement réfléchisse aux moyens de sortir les collectivités locales de l'impasse financière.

Enfin M. BIGNON (R.P.R., Somme) souhaite que le Parlement réfléchisse aux moyens de sortir les collectivités locales de l'impasse financière.

« La violence d'agression, constatée M. FANTON (R.P.R., Paris) augmente en particulier dans la région parisienne. » Le député regrette d'avoir voté la réforme de la police parisienne qui, à son avis, n'a donné que de mauvais résultats. M. DUPILET (P.S., Pas-de-Calais) déplore l'insuffisance des effectifs du personnel de prévention. Enfin M. BIGNON (R.P.R., Somme) souhaite que le Parlement réfléchisse aux moyens de sortir les collectivités locales de l'impasse financière.

Enfin M. BIGNON (R.P.R., Somme) souhaite que le Parlement réfléchisse aux moyens de sortir les collectivités locales de l'impasse financière.

« Nous admettons bien volontiers, dans ces conditions, que l'on a eu, en échantillon, nous ne répons pas à la rectifier sur une objection sérieuse.

Pendant plus de deux heures et trente minutes, la commission de la défense à l'Assemblée nationale a entendu, mercredi 2 novembre, M. Yvon Bourges, ministre de la défense, sur le projet de budget militaire pour 1978.

Après avis de ses rapporteurs, la commission a décidé de ne pas approuver les crédits d'équipement militaire (titre V de la loi annuelle de finances) et elle se réunira, la semaine prochaine, avant la séance publique de l'Assemblée nationale, le 9 novembre, à l'Assemblée nationale, pour discuter le projet de budget militaire, pour

L'ORDRE DU JOUR

La conférence des présidents, qui s'est réunie mercredi 2 novembre à l'Assemblée, a établi l'ordre du jour des séances :

— Vendredi 4 novembre. — Matin : budget du commerce extérieur.

— Lundi 7 novembre. — Après-midi à 16 heures : budget de la jeunesse et des sports.

— Mardi 8 novembre. — Matin, après-midi à 16 heures, et soir : budgets des universités et des affaires étrangères.

— Mercredi 9 novembre. — Matin, après-midi (après les questions au gouvernement à 15 heures) et soir : budgets de l'information et de la défense.

M. Christian BONNET, ministre de l'intérieur, a été entendu par la commission des finances de l'Assemblée nationale, mardi 2 novembre, à l'Assemblée nationale, pour lui exposer les crédits de son département.

Il a été entendu par la commission des finances de l'Assemblée nationale, mardi 2 novembre, à l'Assemblée nationale, pour lui exposer les crédits de son département.

Police : une modernisation curieusement comprise

C'est en bien fini de la politique de grandeur — à plus d'un égard inquiétante — il est vrai — inégalement jadis par M. Raymond Mercet : la police nationale ne devait en 1978 d'autorité, même si l'augmentation nominale des crédits (730 milliards de francs, + 14 % par rapport à 1977) peut laisser penser la contraire.

Pour la deuxième année consécutive, les effectifs n'augmenteront pas d'une seule unité, demeurant fixés, tous services confondus, à 109 420. L'augmentation des dépenses de fonctionnement (près de 14 %) servira en grande partie à financer l'alignement des carrières de la police sur celles de la gendarmerie et la mise en œuvre de la réforme des structures des corps de commandement réalisés cette année. La notable progression des dépenses d'équipement (+ 16,20 %) fait suite pour sa part à une année moins faste. Le parc automobile, dévalué en 1977, devrait ainsi s'accroître de 800 véhicules (de 16 800, dont 9 700 à quatre roues), tandis que 3 millions front au matériel de transmission (1 000 postes de radio supplémentaires seront mis en service) et autant à l'informatique, permettant à terme, selon le ministre de l'intérieur, de taller chaque policier à son commissariat et de lui fournir instantanément toutes les informations souhaitées.

Pour l'administration, la

POINT DE VUE

EN 1978, le Parlement a approuvé la loi de programmation des dépenses militaires, présentée par le gouvernement, pour la période allant de 1977 à 1982. Ce texte avait été élaboré en tenant compte des difficultés rencontrées précédemment lors de l'exécution des lois de programme.

Tout d'abord — et ceci constitue une décision courageuse — le gouvernement proposait d'arrêter la croissance intertemporelle des crédits militaires depuis plus de dix ans, en francs constants. Il fixait le montant du budget de la défense pour la durée de la programmation par référence au budget de l'Etat, une proportion croissante étant prévue de 17,5 % en 1977 jusqu'à 20 % en 1982.

En effet, la part des crédits militaires dans le budget de l'Etat se montait à plus de 20 % avant 1968 et, régulièrement en baisse depuis lors, elle n'atteignait plus que 17 % en 1976. Rapporté au produit national brut, le budget des armées — gendarmerie incluse, pensions exclues — s'abaissait jusqu'à 3 %.

On soulignait volontiers, dans les milieux gouvernementaux, la modicité de ce prélevement sur l'Etat, qui une bonne gestion permettait de réaliser les programmes militaires français à un coût qui étonnait les pays voisins.

Ceux-ci n'avaient pas tort de s'étonner, car nous vivions sur une double illusion.

La première illusion était de croire que l'on pouvait, dans le cadre d'aujourd'hui, se dispenser d'acquiescer aux militaires des soldes convertibles, en rapport avec la compétence qu'on leur demande et les servitudes de leur état.

La deuxième illusion était de croire que, dans une période où les équipements militaires coûtent, en francs constants, de plus en plus cher, on pouvait bâtir des programmes ambitieux pour nos armées en utilisant pour les finances des sommes représentant un pouvoir d'achat régulièrement décroissant.

Il est inutile d'aller chercher ailleurs la cause des insuffisances chroniques des crédits d'équipement de nos armées au cours de l'exécution des deuxième et troisième lois de programme. L'enveloppe globale était trop faible, l'on ne pouvait attendre un objectif qu'en renonçant à un autre.

C'est ainsi que de 1965 à 1970, pendant la deuxième loi de programme, on a donné la priorité aux forces nucléaires : le transfert des crédits s'est effectué aux dépens des forces classiques. Les programmes correspondants ont été modifiés et amputés. Pour payer les augmentations de coût unitaire, on a réduit le nombre des matériels.

L'exécution de la troisième loi de programme, de 1970 à 1975, n'a pas échappé non plus à ces phénomènes de transfert à l'intérieur d'une enveloppe insuffisante et a été particulièrement affectée par des

Plaidoyer pour un nouveau plan naval

par MICHEL DE BENNETO (\*)

La loi de programmation de 1978, en posant le principe d'une indexation du budget de la défense sur celui de l'Etat et d'un retour à un pourcentage relatif de ces budgets de l'ordre de 20 %, visait à rétablir une allouation longtemps compromise de ces efforts ; on ne pouvait que se féliciter de ce changement opportun, au moins dans la mesure où, et rétrospectivement, en période de difficultés économiques.

Le projet de budget pour 1978 — deuxième année d'exécution de la loi de programmation — vient cependant d'être sévèrement critiqué par les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale — finances et défense — et le titre V du projet de budget militaire (équipement) a été rejeté par la commission de la défense.

Deux problèmes expliquent essentiellement cette prise de position décevante. Ils intéressent tous deux la marine nationale.

Le premier problème est, surtout, d'ordre national et concerne la force nucléaire stratégique ; il s'agit de savoir si, après l'effort technique, financier et industriel accompli dans ce domaine depuis plus de quinze ans, nous devons mettre en œuvre, au cours de la prochaine décennie, quatre sous-marins opérationnels, ou seulement trois. Compte tenu des bâtiments immobilisés par les grands armements, intervenant tous les cinq ans environ, et par les raisons qui permettent d'installer à bord des sous-marins de la force électrique des missiles d'un nouveau modèle — le M-4, à charges multiples — il faut mettre en chantier un nouveau bâtiment, qui entrera en service vers 1985, si nous voulons disposer de quatre sous-marins opérationnels entre 1982 et 1990, et par le suite de deux pérorations permanentes à la mer ; nous pouvons nous dispenser de cette construction si nous estimons que trois sous-marins opérationnels suffisent, ce qui implique que la permanence de deux patrouilles n'est pas considérée comme impérative.

Le coût de ce sixième sous-marin nucléaire lance-missiles représente une dépense marginale par rapport au budget d'équipement de la défense : 0,5 % environ pendant sept ans, ce qui est la durée de sa construction. Est-ce trop cher payer pour disposer d'un niveau permanent de forces sous-marines stratégiques qui correspond à un potentiel de destruction susceptible de faire réfléchir l'impotente quelle nation, soit-ce une super-puissance, qui envisagerait de s'attaquer à nos intérêts vitaux ?

Je ne le pense pas, et les prochains débats parlementaires permettront de savoir si ce sentiment est largement partagé, ce que semble indiquer le vote positif de la com-

Des à-coups

Or, qu'avons-nous constaté ? Deux corvettes anti-sous-marines se trouvent en construction à Brest. Il a été prescrit d'allonger leur durée de construction pour l'une, le Duplex de neuf mois, pour l'autre, le Montcalm de dix-huit mois. Le troisième patrouilleur d'escadre, dont la dépêche de mise en chantier a été signée en 1977 par le ministre de la défense, en avance sur la programmation, est prévu pour être construit en cinq ans au lieu de trois (1).

Les raisons qui motivent ces décisions, irrationnelles, sur le plan industriel, sont d'ordre budgétaire. La marine ne dispose, en effet, pour les constructions neuves de la flotte, que d'un crédit tout à fait insuffisant pour permettre la renouvellement de ses unités.

Des à-coups

Or, qu'avons-nous constaté ? Deux corvettes anti-sous-marines se trouvent en construction à Brest. Il a été prescrit d'allonger leur durée de construction pour l'une, le Duplex de neuf mois, pour l'autre, le Montcalm de dix-huit mois. Le troisième patrouilleur d'escadre, dont la dépêche de mise en chantier a été signée en 1977 par le ministre de la défense, en avance sur la programmation, est prévu pour être construit en cinq ans au lieu de trois (1).

Les raisons qui motivent ces décisions, irrationnelles, sur le plan industriel, sont d'ordre budgétaire. La marine ne dispose, en effet, pour les constructions neuves de la flotte, que d'un crédit tout à fait insuffisant pour permettre la renouvellement de ses unités.

(\*) Vice-président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, député R.P.R. du Finistère.

JAMES SARAZIN.

(1) La quatrième corvette anti-sous-marine inscrite au budget de 1977 n'a pas encore fait l'objet d'une commande.











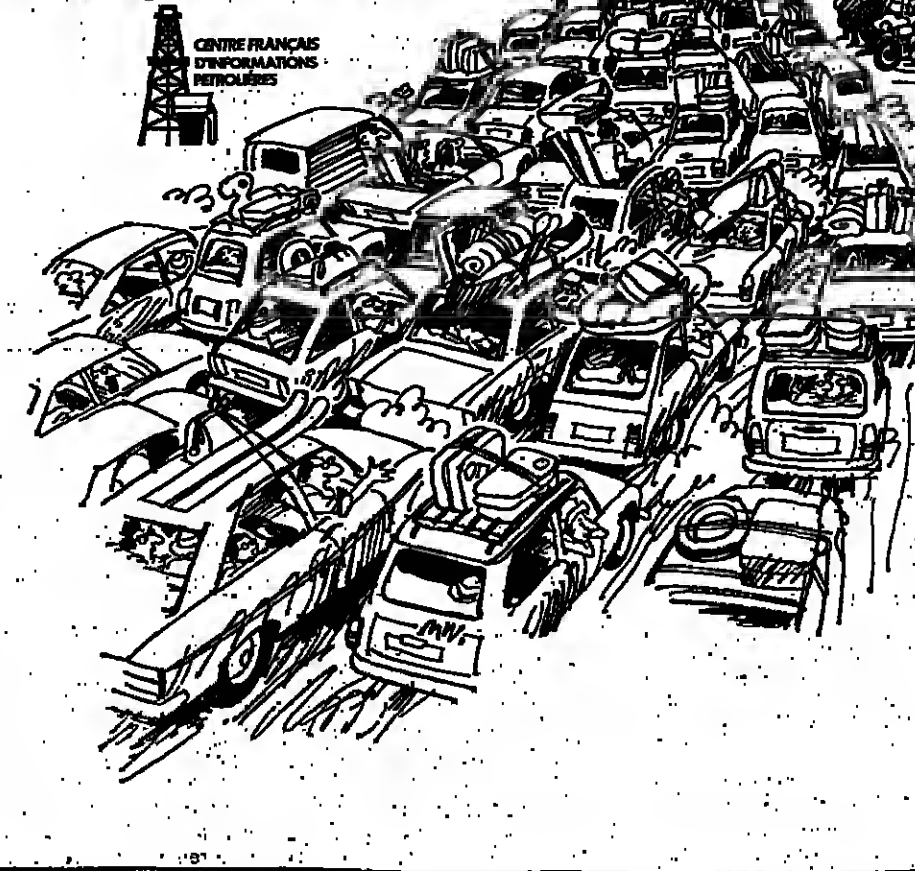
## "Ah la la, les sociétés pétrolières, ne m'en parlez pas!"

Parlons-en justement. Votre essence, votre fuel, le butane, le propane, les lubrifiants, les bitumes et une bonne partie de votre électricité, c'est du pétrole. Ce pétrole, ce sont les compagnies pétrolières qui le cherchent. Et qui le produisent. Où qu'il soit : dans les déserts, sous la mer. Parfois, par 200 mètres de fond.

Où, le nouveau pétrole est de plus en plus difficile à trouver. Et malgré les efforts faits pour économiser l'énergie, les besoins resteront importants.

En un mot, vous comptez sur nous pour vous fournir au meilleur prix le pétrole dont vous avez besoin pour rouler, vous éclairer, vous chauffer. Et vous avez raison. Vous voyez, il y a des choses dont il vaut mieux parler. Ne serait-ce que pour les mettre au point.

**Compagnies Pétrolières:**  
de l'énergie à votre service.



**OFFRE EXCEPTIONNELLE**

# OPERATION POSE

SANS SUPPLEMENT DE PRIX

PROFITEZ VITE DE CETTE OFFRE

AU SOL POUR TOUTES LES COMMANDES DE MOQUETTES SUPERIEURES A 1000 F PASSÉES DU 2 AU 26 NOVEMBRE

**MONDIAL MOQUETTE**

soldeur professionnel

<b>PARIS 13</b> - 40, quai d'Assolville, Fecy para d'Assolville, Tél. 504.70.00	<b>PARIS 14</b> - 80, bd Jourdan, 50 m Paris d'Orléans, Tél. 504.70.00	<b>PARIS 15</b> - 114, rue Daumesnil, Tél. 504.70.00
<b>PARIS 19</b> - 144, bd de la Vierge, M. Colombi Fabien et J. Jaurès - Tél. 203.00.79	<b>BAGNOLET</b> - 191/193, st. Pasteur, 5 m Paris d'Orléans, Tél. 804.16.46	<b>BOULOGNE</b> - 82 bis, rue Gallieni, Tél. 005.45.12
<b>COGNAC</b> - (M 10), près Trappes, Route du Pont d'Aulnay, Tél. 461.70.12	<b>POISSY-SUR-SEINE</b> - Zone Industrielle de POISSY, près gare S.N.C.F. - Tél. 471.83.44	<b>MAISON-ALFORT</b> - 123, rue Jean Jaurès - R.N. 5, Tél. 578.44.78
<b>SAINT-DENIS</b> - 75, rue de la République - Tél. 810.40.00	<b>SARCELLES</b> - 29, rue de la République, 84, 16 - Tél. 490.00.77	

**APPORTEZ VOS DIMENSIONS**

**et toujours LES PRIX LE CHOIX LE STOCK**

## SPORTS

### FOOTBALL

#### Lens et Bastia se maintiennent en Coupe de l'Union européenne

Nantes éliminé par l'Atlético de Madrid, deux équipes françaises se maintiennent dans les compétitions européennes : Lens et Bastia, toutes deux qualifiées pour la Coupe de l'U.E.F.A. Sur leur terrain, les Lensois ont dû attendre jusqu'à la 104<sup>e</sup> minute pour assurer leur victoire sur le Lazio de Rome. Jusqu'à là, ils s'étaient battus avec le plus grand sang-froid devant une équipe italienne qui comptait trop sur sa victoire à l'aller. En première mi-temps, l'attente des téléspectateurs était d'autant plus bruyante qu'ils voyaient, sur leur écran, se modifier régulièrement le score du match qui se disputait à Newcastle.

En terme britannique, les Bastiais — qui n'ont jusqu'à présent pas connu la défaite en Coupe d'Europe — obtenaient un résultat inattendu (3-1), mais certainement plus significatif encore que celui des Lensois, finalement vainqueurs par 6 buts à zéro. Les quatre derniers buts étant marqués dans les dix dernières minutes des prolongations.

Dans l'épreuve la plus importante, celle des clubs champions, où figuraient les Nantais, des clubs prestigieux comme Liverpool, la Juventus de Turin ou l'Ajax d'Amsterdam se sont normalement qualifiés. En revanche, qui ne parvenaient pas à retenir leurs joueurs, le Celtic de Glasgow, ancien vainqueur de l'épreuve, a été éliminé par les Autrichiens d'Innsbruck.

#### Les Nantais ont manqué d'expérience

Madrid. — Si la Coupe européenne des clubs champions de football a été créée à Paris, c'est à Madrid qu'elle a le plus longtemps séjourné. Six ans de 1956 à 1960, puis en 1966, dans la galerie des trophées du Real de Madrid. Avec dix-sept participations, dont quinze consécutives sur vingt-deux possibles, cent onze matches, dont huit finales, le Real de Madrid avait déjà lié son nom et son palmarès à celui de l'épreuve. Par le panache de ses joueurs, et notamment de ses attaquants, Alfredo Di Stéfano, Ferenc Puskas, Francisco Gento ou Raymond Kopa, leur distinction sur le terrain et en toute circonstance, le Real de Madrid a longtemps symbolisé un football idéal, un football de prestige, avec beaucoup d'export vers les premières compétitions internationales entre clubs.

Lorsque, pour la septième fois, la Coupe fallut reprendre le chemin de Madrid, en 1974, cette compétition avait bien changé d'esprit, victime de son succès populaire et financier. Les mailles blanches immuables du Real avaient d'ailleurs cédé leur place à ceux à larges raies verticales rouges et blanches des « matelassés », par ressemblance avec les toiles à matelas — de l'Atlético.

Les Madrilènes eurent alors à leur victoire sur le Bayern de Munich, jusqu'à 30 secondes de la fin du match, la Schwarzwald, à Reims, égalité pour les Allemands ; ils s'étaient déjà « distingués » en demi-finale en arrachant à Glasgow, contre le Celtic, un match nul (0-0), au prix de trois exclusions (Ayala, Diaz et Quique), et de trois autres joueurs « avertis » par l'arbitre turc, M. Babacan.

C'est à cet stade, et à l'absence de tout scrupule vis-à-vis de l'adversaire, et surtout du public, que les joueurs de l'Atlético ont dû essentiellement leur réussite européenne et, finalement, leur qualification pour la troisième fois en sept ans.

De notre envoyé spécial

ron, banquier et négociant prospère, jalouxait le stade du Real et ses cent vingt mille places. Sa première idée était d'en faire un stade, sur la rive du Manzanares, la construction d'un stade qui porte son nom et peut accueillir soixante-dix mille spectateurs, « tous assis », comme il le fait lui-même remarquer avec fierté.

Avec cinquante-trois mille « socios » (supporters associés) contre soixante mille au Real, et un budget annuel de 450 millions de pesetas (37 millions de francs), l'Atlético rivalise presque, dans ses structures, avec son grand concurrent. Tout au plus peut-on regretter qu'il ne cherche pas à faire mieux que lui dans son comportement.

Depuis plusieurs années, l'Atlético, très fortement américanisé (1), traite sur les terrains européens, y compris espagnols, une réputation d'équipe défensive compacte de trop d'éléments bristants ou conquérants. Au dehors de l'épisode de Glasgow, les joueurs de l'Atlético ont déjà eu cette saison, en quatre matches de Coupe, deux victoires, deux expropriés (Luis Pereira et Robi, à Bucarest) et sept avertissements (Eugenio Leal, Ruben Cano, Francisco Aguilera, à Nantes, Adolfo Reinos, à Schwarzburg, à Madrid). Autant dire que les Madrilènes ne lésinent jamais sur les moyens pour réussir à n'importe quel prix.

#### Une pelouse arrosée

Forts de leur match nul et de leur but marqué à Nantes au match aller, le 19 octobre, les joueurs de l'Atlético ne semblent pas avoir d'autres ambitions que la recherche d'un second match nul (0-0) qui suffirait à les qualifier. Ainsi, avant la rencontre, la pelouse avait été copieusement arrosée pour empêcher le jeu et gêner les Nantais dans leurs déviations ou leurs « turlututes ». Dès les premières minutes, les arrières madrilènes s'étaient mis à plus maltraiter la présence de leurs soixante mille supporters, à passer le ballon en retrait à leur gardien de but, qui prenait son temps pour dégager.

Si le comportement irritait l'exploitateur, à l'ère hongroise, M. Palotai, insensible à la pression populaire, il permettait aussi aux Nantais, bien soutenus par leurs arrières Maxime Bossis et Thierry Tisserand, d'occuper le camp madrilène en première mi-temps et de réussir, par Guy Lacombe, un but mérité après une demi-heure de jeu. Pour une équipe encore jeune et inexpérimentée comme Nantes, cette réussite inespérée était pourtant trop rapide.

#### Progresser en matière de défense

Déjà, dans les dernières minutes de la première mi-temps, les Nantais n'attaquaient plus qu'avec une certaine retenue. Surtout, il restait une heure à Madrid, les Lensois pour changer de tactique et passer à leur tour à l'offensive. La saison dernière, à Saint-Etienne, en Coupe de France, où ils avaient été battus 5 à 1, les Nantais avaient montré que leur défense se maltraitait mal quand l'adversaire exerce une pression soutenue. Ils ont continué à Madrid qu'ils n'avaient guère progressé dans ce domaine.

Face à cette pression madrilène, orchestrée par l'athlétique arrière central brésilien Luis Pereira, le jeu collectif des Nantais a été rapidement désorganisé. A peine récupéré, le ballon était aussitôt envoyé aux attaquants par-dessus la tête des défenseurs.

#### VOILE

##### La Course autour du monde

##### « GAULOISES - II » A PU REPREDRE LA MER

La voile française « Gauloises-II », qui participe à la course autour du monde, est repartie mardi 1<sup>er</sup> novembre, en fin d'après-midi, de Port-Gallien (Gaspésie, Saint-Armand). Le bateau avait dû quitter dans cette ville pour repartir son gouvernail après l'avarie survenue le 25 octobre alors qu'il se trouvait en tête (« le Monde ») à 20-21 octobre. La pirogue avait été mise en place — nerve avant le départ de la course. L'ancien pilote a été expédié de Paris dimanche et rembarqué sur le bateau lundi.

An total, « Gauloises-II » se sera arrêté moins de vingt-quatre heures pour effectuer la réparation, mais le départ lui a tout de même fait perdre un millier de milles (soit environ cinq jours de navigation) sur les autres concurrents.

Ceux-ci sont désormais pratiquement tous au sud du 40<sup>e</sup> degré de latitude sud ; l'un d'eux, « Debenham », (G.-B.), se trouvait même, mercredi, au-delà du 40<sup>e</sup> degré. Le plus grand des voiliers faisait route, ce même jour, entre l'île Marion et l'archipel des Crozet, dans l'océan Indien. Dans ces régions, nomades et quotidiennement rugissantes, les conditions sont très dures : à bord de ce voilier, les deux équipages qui servent à maintenir les voiles quand le bateau navigue vont arriérés se sont rompus.

Selon les dernières positions enregistrées, les anglais « Conda », « Quest-Britain », sont en tête. Le classement en temps compensé donne actuellement l'avantage aux « Adventurers » (G.-B.), suivis de « Tait-Britain », de « King-Legard », (G.-B.) et de « Fyke » (G.-B.), vainqueur de la première étape.

#### COUPE DES CHAMPIONS

##### DES COUPES D'EUROPE

(Les noms des clubs qualifiés sont en gras)

COUPE DES CHAMPIONS (quintèmes de finale retour)	
*Panathinaïkos (Grèce) b. *Benfica (Belg.)	1-0 (0-2)
*Dynamo (R.D.A.) b. *Liverpool (Ang.)	2-1 (1-5)
*Real Madrid (Esp.) b. *Bayern (R.F.A.)	1-0 (1-0)
*S.V. Eindhoven (Holl.) b. *Olympique (Aut.)	3-0 (1-2)
*Glasgow (Ecos.) b. *St. Mirren (Ecos.)	5-1 (3-0)
*Ajax Amsterdam (Holl.) b. *L.S. Sion (Suisse)	2-1 (2-1)
*Athletic Madrid (Esp.) b. *Nantes (Fr.)	2-1 (1-1)
*Valencia (Esp.) b. *Borussia (R.F.A.)	5-0 (1-0)
COUPE DES COUPES (quintèmes de finale retour)	
*Crotova (Roum.) b. *Dinamo (U.R.S.S.)	2-0 (0-2)
*Dynamo (R.D.A.) b. *Köln (Aut.)	1-1 (0-0)
*Eintracht (Holl.) b. *Dynamo (Holl.)	2-1 (1-2)
*P.A.O.K. Salonique (Gr.) b. *Velle (Dan.)	2-1 (0-3)
*Twente Enschede (Holl.) b. *Brann Bergen (Norv.)	2-1 (2-0)
*Anderlecht (Belg.) b. *Hambourg (R.F.A.)	1-1 (2-1)
*Manchester (Angl.) b. *Porto (Portugal)	5-2 (0-4)
*Borussia (R.D.A.) b. *Lok. Leningrad (U.R.S.S.)	2-1 (1-1)
COUPE DE L'U.E.F.A. (seizièmes de finale retour)	
*Lens (Fr.) b. *Lazio Rome (Italie)	6-0 (0-2)
*Bastia (Fr.) b. *Newcastle (Angl.)	3-1 (2-1)
*Eintracht (Holl.) b. *Bayern (R.F.A.)	2-0 (0-3)
*Dinamo (U.R.S.S.) b. *K.S. Coppenhague (Dan.)	2-1 (4-1)
*S.V. Eindhoven (Holl.) b. *Widzew Lodz (Pol.)	1-0 (3-3)
*Schalke 04 (R.F.A.) b. *Schalke 04 (R.F.A.)	3-1 (4-2)

#### D'un sport à l'autre

**BASKET-BALL.** — Au terme d'un match comptant pour la sixième journée du championnat de France, à Monaco, Monaco a battu Tours 104-102. Les deux équipes se retrouvent à la troisième place du classement général.

**CYCLISME.** — L'Italien Moser et le Néerlandais Pijnen ont gagné les Six Jours de Grenoble, qui ont pris fin mercredi 2 novembre, minuit. Ils devançaient les Belges Thiébaert-Burton.

**TENNIS.** — Au Tournoi de Paris, le Français Pierre Barthès (travailleux) a battu son compatriote Patrick Proisy 7-5, 6-3. De son côté, le Sud-Africain Bertram a battu le Mexicain Ramirez 7-5, 6-3. Les Britanniques Lloyd et Cox, ainsi que les Américains Gottfried et Lutz se sont également qualifiés pour le tour suivant.

**TENNIS DE TABLE.** — A Clermont-Ferrand, mercredi 2 novembre, en championnat de ligue européenne, la Hongrie a battu la France par 4 à 3.

# Le Monde

## Malraux dev

مكتبة من الأصل







# Georges Walter

## Faubourg des Amériques

roman

L'un des grands livres parus depuis longtemps.  
Max-Pol Fouchet / V.S.D.



"Faubourg des Amériques" confirme avec éclat la force et l'originalité d'une œuvre à laquelle Georges Walter travaille, en fait, depuis trente ans.

Josane Duranton / Le Monde.  
"Faubourg des Amériques" est vraiment un grand livre, sinon le maître-livre de la rentrée.  
Gérard Humbert-Goury / Le Matin de Paris.

**LA PENSÉE UNIVERSELLE**  
Important Editeur Parisien  
recherche pour création et lancement de nouvelles collections  
manuscrits inédits de romans, poésie, essais, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.  
Adresser manuscrits et C.V.  
76. 325.85.44  
3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS  
Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

**DICTIONNAIRE DE LITTÉRATURE FRANÇAISE CONTEMPORAINE**  
90 F  
jean-pierre delarge

**Alain Touraine**  
**Un désir d'Histoire**  
« La vérité sort de la bouche des enfants et des sociologues ».  
Claude Mauriac / Le Monde  
Collection « Les grands auteurs » dirigée par Claude Glayman  
Stock

### Les menus travaux du comte Potocki

De 1812 à 1815, le comte Jean Potocki, auteur du Manuscrit trouvé à Saragossa, plus connu sous le titre de la Duchesse d'Avila, recule dans sa propriété d'Uladowko en Pologne, se livre à de menus travaux d'artisan. Il finit le bouchon d'une antique théière en argent afin de lui donner une parfaite forme sphérique. Lorsque l'objet est prêt, il le présente à son chapelain, l'introduit dans le canon d'un pistolet d'arçon et se fait sauter la cervelle... L'acte de Jean Potocki atteste un sommet dans l'art difficile de transformer la mort en spectacle, écrit Jean-Pierre Arthur Bernard, commentant diverses formes de suicide, dans le numéro 4 de la revue Silex, consacré au « spectaculaire ». On y trouve, entre autres, des textes de Michel Butor, Michel Tournier, André Laude et Maurice Roche (B.P. 564 R.P. 38013 Grenoble).

### Le système D.D.D.

Jacques Sternberg, écrivain, scénariste, humoriste, a une manière bien à lui de proposer un chemin de vie... ou de survie. Alors que le plus grand nombre va dans le sens du courant et quelques-uns à contre-courant, lui propose la contre-temps. Etre en avance sur son temps (écologiste en 50, par exemple) ou en retard (redécouvrir le collage en 80). Fabriquer de l'infini, du non-rembiable ou du non-vendable qui, pour peu que l'on soit patient, a toutes chances de devenir un jour de l'utile, du rentable, du vendable.

Jacques Sternberg a inventé un système qu'il définit dans *Vivre en survivant* (Tchou, collection « l'Ecole buissonnière ») avec le complicité du dessinateur Gourmelen : le système D.D.D. (Démolition, Dérive, Dérive). On pourrait y ajouter le débrouillardise.

### Droit de passe et droits d'auteur

Un colloque international organisé par l'Association des écrivains de langue française à l'hôtel Massa, à Paris, a permis de faire ressortir les préoccupations communes des écrivains dans les divers pays du monde où existent des éditions en langue française.

## la vie littéraire

Après les colloques sur « la difficulté pour l'écrivain de langue française de se faire éditer » (Lille, 1973) et sur « les obstacles à la diffusion » (Paris, 1975), celui de cette année portait sur « les relations entre auteurs et éditeurs ».

Un des problèmes majeurs abordés porte sur le statut des exemplaires dits « de passage », c'est-à-dire la part que l'éditeur se réserve en vue d'une distribution gratuite destinée à « la promotion ».

La mise au point d'un contrat-type entre la Société des gens de lettres et le syndicat de l'édition a permis de ramener la proportion de « la passe » de 10 % à 5 %. Mais, a souligné M. Robert Cornu, président de l'ADELF, ce contrat n'existe ni en Suisse, ni au Sénégal, ni dans les pays anglophones.

Enfin, tous les participants ont déploré le retard pris par un nombre croissant de maisons d'édition pour le paiement des auteurs, après clôture annuelle du compte. Le délai varia, selon les cas, de trois mois à un an.

### Progrès et littérature

Une délégation d'écrivains soviétiques, venue en France pour participer à une soirée de poésie, a rencontré, la semaine dernière à l'hôtel de Massa, des écrivains français, en application du « protocole d'amitié » conclu en 1975 entre l'Union des écrivains de l'U.R.S.S. et la Société des gens de lettres.

Le colloque, qui avait pour thème : « Le progrès technique et social et la littérature contemporaine », réunissait Constantin Simonov, Eugène Evoukhimov, l'écrivain-compositeur Souleï Okoudjiev, le poète arménien Razmik Davoyan, l'ukrainien Vital Korditch, le Kazakh Ojlas Souleïmenov, dont on vient de publier la première traduction en français le *Livre de gîte* (Publications orientalistes de France). André Vassanassenski, actuellement aux Etats-Unis, s'était fait excuser.

Il a été envisagé notamment d'entreprendre une anthologie de la jeune poésie française en collaboration entre Français et Soviétiques.

### Une expérience originale d'éditions artisanales

Une expérience d'éditions artisanales vient d'être entreprise à Gignod (Vaud) par un imprimeur, Emile-Bernard Soulié, à l'Atelier

des grames, qui sort une collection intitulée « Grames-écriture ». Celle-ci, dirigée par François Aubral, co-auteur avec Xavier Delcourt du pamphlet *Contre la nouvelle philosophie*, se propose de « publier des ouvrages à tirages limités et numérotés, accompagnés des techniques d'écriture originales et où le plus souvent d'essais ainsi que le choix des matériaux tendent de concilier pour chaque cas l'esprit du texte ».

Ne se réclamant d'aucune esthétique spécifique, cette collection cherche à faire connaître des textes d'écrivains contemporains, qui s'inscrivent difficilement dans le réseau éditorial présent (typographies complexes, expériences d'écriture, recherches, créations inattendues).

Trois titres : *L'Accouchure*, de François Aubral ; *Néoclonie*, de Bernard Lebrich ; *Les Xueyelsterel*, recette pour faire des boules, de Jean-Luc Parant, qui publie en même temps le *Jole des yeux* (Christian Bourgois).

### Être femme et québécoise

Pour les Québécoises, il y a une double étrangeté à être femme et à vivre au pays du Québec. C'est de cela qu'étaient venu parler, outre Madeleine Gagnon et Denise Boucher, auteurs de *Revolutions* (1), Annie Leclerc, Marie Cardinal, Christiane Rochefort, Pauline Julien et bien d'autres, le mercredi 26 octobre au Centre culturel canadien à Paris, lors d'une rencontre sur le thème « Féminisme : son entrée et sa sortie : on ne peut pas ne pas pouvoir ». Presque toutes les tendances du mouvement féministe français étaient présentes. Nulle n'excommunie l'autre.

Il fut d'abord question de pouvoir. Madeleine Gagnon rappelle que « l'utopie du non-pouvoir est tout aussi impossible entre femmes qu'entre hommes et hommes ». « Je ne prône pas le partage du pouvoir, dit-elle. Le pouvoir, il est en nous et au dehors. Même si à certains moments le pouvoir est nécessaire : le pouvoir sur son propre corps, l'avortement par exemple. » Et Annie Leclerc de « dire aussi la colère, les terribles colères des femmes douces quand l'espérance est trahie ». Pour sa part, Denise Boucher préfère, à la parole éponatée, la lecture d'extrait du livre, dont notamment : « J'aime la haine. Elle est utile. Regardez mes loques, femmes. Si vous continuez vous aussi à jouer sur mes talibases, je m'en vais. C'est sur mes forces que vous devez compter. »

(1) Voir l'article de Jacques Collard, p. 24.

## vient de paraître

### Littérature étrangère

HENRY JAMES : *Œuvres complètes*, tome I. Ce volume rassemble le premier roman écrit par James, en 1871, publié en 1878, et traduit ici pour la première fois par Claire Malroux sous le titre *Le Regard aux aguets*, et *Portrait de femme*, écrit en 1881, repris dans la traduction de Philippe Neel parue chez Stock en 1969. Diane de Margerie préface ces deux ouvrages. Une annotation, l'œuvre est achetée, du romancier anglo-américain. (Stock, 755 p., 60 F.)

ANNA NIN : *Entra sans femme*. Un recueil d'essais, classés de son vivant par l'auteur du *Journal*, qui traitent de féminisme, de littérature, de musique et de cinéma. Traduit de l'anglais par Béatrice Commenge. (Stock, Le cabinet cosmopolite, 259 p., 38 F.)

ANA VASQUEZ : *Les Bontés, les Bonetés et le Dégoût*. Un témoignage semi-romancé et très présent sur ce qu'a été son exil après le coup d'Etat du 11 septembre 1973 au Chili. Traduit de l'espagnol par Danielle Kaker et Jean-Paul Corradini. (Félibre, 485 p., 75 F.)

IVO ANDRITCH : *L'Éléphant du rictus*. Un roman de l'écrivain yougoslave, prix Nobel de littérature en 1961, disparu en mars 1975. Traduit du serbo-croate par Jeanine Macillon, présenté par Frédéric Mavejevitich. (Publications originales de France, 4, rue de Lille, Paris 75007, 203 p., 42 F.)

Etudes littéraires  
PAUL BENICHOU : *Le Temple des prophètes*. De Benjamin Constant à Edgar Quinet, de Saint-Simon à Fourier, les doctrines et les utopies totalitaires au XIX<sup>e</sup> siècle. Paul Benichou les recense et tente de les interpréter. (Ed. Gallimard, Bibliothèque des idées, 588 p., 95 F.)

Histoire  
FRANCIS FISANI : *Torero Bala*. On a tous le droit d'avoir une vie. Quarante-cinq ouvriers agricoles s'emparent des terres d'un seigneur féodal en avril 1975 au Portugal. Jean-Claude Simon, 545 p., 44 F.)

MICHEL BATAILLE : *Dessins*. L'œuvre de l'un des plus grands penseurs du XX<sup>e</sup> siècle, vue par le romancier de *Le Dernier Jour*. Avec une préface de François Minzenand. (Pygmalion, 190 p., 29,50 F.)

ROBERT YERRES : *Double jeu*. L'odyssée d'un jeune officier des services secrets français pendant la dernière guerre. (Grasset, 395 p., 49 F.)

### Sciences humaines

JEANNE FAVRET-SAADA : *Les Mots, la Mort, les Sorts*. Une étude sur la sorcellerie dans le Bocage, par une psychanalyste. (Ed. Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines, 330 p., 65 F.)

### Société

FRANÇOIS CARADEC : *La Force et la Sacré*. En même temps que les films populaires disparaissent, surgit un nouveau personnage, le mystificateur solitaire. François Caradec raconte la carrière surprenante du plus grand d'entre eux, Paul Masson. (Ed. Casterman, 160 p., 39 F.)

MARSHALL McLuhan : *D'œil à oreille*. Un choix d'articles et d'interviews de l'auteur de *La Galaxie Gutenberg*. Traduit de l'anglais par D. de Kerckhove. (Ed. Deo-Gonthier, 208 p., 11,50 F.)

YVES LENOIR : *Téchnocratie française*. La démarche technocratique, de Louis XIV à l'atome. Préface

de Brice Lalonde. (Pauvert, coll. « Amis de la Terre », 340 p., 59 F.)

CATHERINE ERHEL ET CATHERINE LEGUAY : *Prisonniers*. Sur les prisons de femmes. Par deux écrivaines. (Stock 2, « Voix de femmes », 280 p., 35 F.)

MUJERES, collectif de femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe. Le féminisme et la condition de femme en Amérique latine à travers divers réflexions et témoignages. (Edition Des femmes, 321 p., 38 F.)

Psychanalyse  
SAMI-ALI : *Corps réel, corps imaginaire*. Contre le dualisme de la psychologie et de la médecine, une tentative pour concevoir la totalité psychosomatique constitutive de l'homme. (Ed. Dunod, 174 p., 45 F.)

JACQUES CAIN : *Le Double jeu*. Un essai psychanalytique sur l'identité, le même et le différent, le pareil et le dissimilé, le génial et le particulier. (Ed. Fayot, 203 p., 55 F.)

## en poche

### « Sociologie des maladies mentales »

ROGER BASTIDE (1898-1974), tant par son enseignement que par ses écrits, a occupé en France une place de première importance dans le champ controversé de la psychiatrie sociale. Selon lui, la maladie mentale n'était pas un « fait », une « entité naturelle », mais un problème : d'où la nécessité, pour en comprendre la signification, de la replacer à l'intérieur d'une philosophie de l'homme dans le monde. Dans la *Sociologie des maladies mentales*, dont la première édition date de 1965, Roger Bastide aborde avec cette rigueur, mais aussi avec cet humour qui le distinguent, les questions méthodologiques soulevées par une approche nécessairement interdisciplinaire de la folie. Tentant de la définir à travers le dialogue changeant de la raison et de la déraison, il lui sensible, à l'instar de Michel Foucault, à la mise en accusation de la société par ses fous (de Nietzsche à Antonin Artaud).

Lorsque le rationalisme commençait à s'implanter, à l'époque de la Renaissance, observait-il, Erasme pouvait se contenter d'écrire un *Eloge de la folie* ; mais aujourd'hui, ajoutait-il, il faut aller plus loin, il faut se faire fou pour discerner un monde devenu fou. Et dans les délires de Gérard de Nerval ou d'Antonin Artaud il lisait un rituel de rébellion, une protestation contre une société déformée par une médecine qui « veille à ce qu'on n'étende pas le champ de la poésie aux dépens de la voie publique ».

ROLAND JACCARD.

★ *SOCIOLOGIE DES MALADIES MENTALES*, de Roger Bastide. Coll. « Champs ». Flammarion, 320 p., 20 F.

● Parmi les rééditions : *Des pions sur l'échiquier*, roman de Rita Kraus (Presses Pocket) ; *Histoire et Utopie*, de Clorin (« Idées », Gallimard) ; *Le Crapule des folies*, de Nietzsche (« Idées », Gallimard) ; *Les Égarés du cœur et de l'esprit*, de Crétillon III, édition présentée, établie et annotée par Etienne (« Folio », Gallimard) ; *La Prisonnière des Berges*, roman de Jean Rhye (traduit de l'anglais par Yvonne Davet) (« Folio », Gallimard).

## en bref

● UNE EXPOSITION ANDRÉ MALRAUX aura lieu à Paris du 19 octobre au 19 décembre 1977 à l'occasion du premier anniversaire de la mort de l'écrivain. Cette exposition se déroulera dans les locaux du musée de l'Ordre de la Libération, 51 bis, boulevard de Lannes-Macdonald, Paris-17. Elle sera ouverte tous les jours (sauf le mardi) de 10 h. à 17 h. et les mercredis de 10 h. à 22 h.

● UNE EXPOSITION SUR LE SURREALISME et sur le Grand Jeu se tient à la librairie Les Mille Feuilles, 2, rue Rambollet, Paris (13<sup>e</sup>). Jusqu'au 15 octobre.

● LA LIBRAIRIE OU B.B.V. organise une exposition sur l'histoire des éditions Gallimard : « Soixante-dix ans d'édition au service de la littérature ». Cette manifestation durera jusqu'au 12 novembre.

● UN DEBAT AUTOUR DU LIVRE « Changer l'économie » aura lieu le 8 novembre à la Mutualité avec les auteurs : Paul Bocara, Philippe Berzou, Antoine Le Parc, Claude Quilès et Jacques Plassard, de la S.E.D.E.S. Raymond Bourdieu, de « Valeurs actuelles » et René Lavalard, rédacteur en chef de « l'Usine nouvelle ». Le débat sera présidé par Lucien Sève, directeur des Editions sociales, et Francis Combes, secrétaire général de l'U.E.C.

● LE RAPPORT DU COMITÉ D'ETUDES sur la violence, la criminalité et la délinquance, constitué en avril 1976 sous la présidence d'Alain Peyrefitte, vient de paraître aux Editions J. P. Pochet en deux tomes dont le premier contient le rapport général, le second les rapports des groupes de travail. Y sont débattus les aspects psychologiques et biologiques de la violence, l'urbanisation : habitat et violence, la violence et l'économie, la protection de l'économie, les aspects pénaux et pénitentiaires.

● L'ANTHOLOGIE DU FANTASTIQUE, de Roger Collot, publiée pour la première fois en 1968 au Club français du livre, puis en 1969 chez Gallimard, fait l'objet d'une réédition en deux volumes cartonnés chez le même éditeur. Le premier réunit des récits fantastiques de terreur d'Angleterre, d'Irlande, d'Amérique du Nord, d'Allemagne et des Flandres. Le second de France, d'Espagne, d'Italie, d'Amérique latine, de Russie, de Pologne, de Roumanie, de Finlande et d'Extrême-Orient.

● LES EDITIONS CHAMP LIBRE rééditent les « Lettres de Junius » dont la dernière publication en français datait de 1823. Ces articles polémiques et anonymes des années 1769 à 1772 — sur la liberté de la presse notamment — sont une introduction originale mais difficile à l'histoire des libertés anglaises. Le lecteur français, qui ne sait pas toujours qui furent Wilkes et Walpole, qui ne connaît pas toujours la loi de fond sociale et économique de l'époque, aura quelque mal à interpréter ce document.

هكذا من الأصل















## Gérard Guégan

### Père et Fils

roman

C'est le tour de France de Bouvard père et Pécuchet fils, mais qui seraient nés malins.

François Nourissier / de l'Académie Goncourt

Le Point

"Père et Fils" fait souffler sur notre époque

d'embrigadement l'esprit sans maître du "Neveu de Rameau".

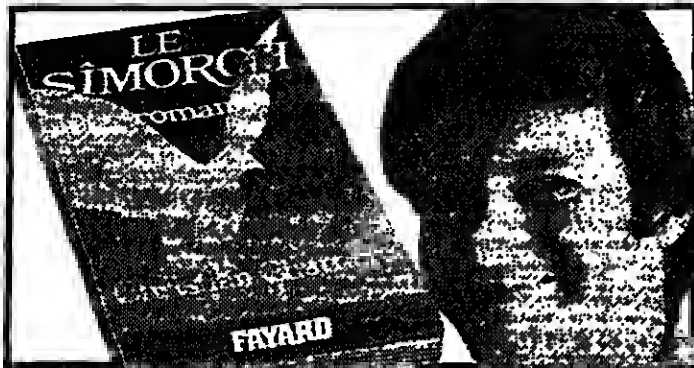
Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

"Père et Fils" est un authentique

roman moderne.

Catherine David / Le Nouvel

Observateur



## philosophie

### Une histoire de l'école de Francfort

De la montée du nazisme à l'exil aux Etats-Unis, l'itinéraire de chercheurs allemands.

Peu de mouvements théoriques ont exercé une influence aussi profonde et aussi vaste que cette école de Francfort, née à la veille de la montée du nazisme, et qui, à travers l'exil aux Etats-Unis, puis le retour en Allemagne, dut lutter sans cesse pour garder son identité. Martin Jay a entrepris d'en retracer le développement, et l'imagination dialectique est avant tout un admirable ouvrage d'historien. Modeste dans sa visée, il ne prétend pas analyser la portée théorique de l'école de Francfort, mais sa formation. Ayant eu accès à des correspondances inédites, interrogé des témoins aujourd'hui déçus, il a rassemblé une masse d'archives et de documents qui donnent à son livre une étonnante richesse.

C'est en 1922 que Félix Weil, fils d'un négociant en grains, eut l'idée de réunir à Francfort des universitaires — parmi lesquels Georg Lukács, Karl Korsch, Friedrich Pollock, K.A. Wittfogel, Bela Fogarasi — qui s'intéressaient aux rapports entre l'hégélianisme et le marxisme. Le groupe allait prendre de plus en plus d'ampleur, notamment avec l'arrivée d'Horkheimer. La rigidité du système universitaire allemand, qui les limitait à une seule discipline, les conduisit à créer un institut de recherches résolument pluridisciplinaire, capable de confronter le marxisme aux sciences humaines, en particulier à la psychanalyse, ouvert

sur tous les problèmes fondamentaux de la société moderne. Le père de Félix Weil accepta d'en être le mécène et bientôt l'institut put accueillir les premiers chercheurs et rétribuer ses enseignants. La direction en fut d'abord confiée à Carl Grünberg, professeur de droit et de sciences politiques à Vienne.

L'orientation était alors assez orthodoxe. L'institut travaillait en liaison étroite avec le S.P.D. et l'Institut Marx-Engels de Moscou, mais peu à peu il rassembla autour de lui, à côté de communistes comme Wittfogel, Horkheimer, Gumpert, des libéraux et des « hégéliens de la gauche ». En fait, l'institut semble avoir cherché dès le début à éviter tout lien étroit avec un parti, et si Karl Korsch n'en fut pas membre, c'est vraisemblablement à cause de son engagement politique trop connu.

Antibourgeois, orientés vers l'étude critique de la société capitaliste, ouverts à toutes les disciplines — y compris la musique — l'institut était attiré par des personnalités les plus diverses — Adorno, Benjamin, Marcuse — et développer cette conception de la « social-forschung » qui devait rester liée à toute l'école de Francfort.

#### Les années d'exil

Avec l'arrivée des nazis au pouvoir, ce centre animé par des intellectuels communistes d'origine juive était directement menacé. Sa bibliothèque fut confisquée ; Horkheimer avait eu la sagesse, en tant que nouveau directeur, de créer une annexe de l'institut à Genève et de transférer les fonds aux Pays-Bas. Les membres de l'école se réfugièrent à Londres, à Paris,

puis aux Etats-Unis. Par rapport aux autres émigrés, ceux de la New School notamment, ils jouèrent d'une sécurité matérielle très enviable qui ne manqua pas de provoquer les sarcasmes d'autres émigrés, tels que Brecht qui n'aima jamais Horkheimer. Pourtant, l'institut refusa toute assimilation ; la revue continua à être publiée en allemand, ainsi que par un éditeur français. C'est aux Etats-Unis que furent commencées

— mais n'est-elle jamais existée ? Wittfogel était devenu anti-communiste, Adorno et Horkheimer, comme le souligne Jay, avaient été marqués eux aussi par le climat de la guerre froide. Marcuse affirmait son appartenance à l'extrême gauche, tandis qu'Erich Fromm semblait s'être adapté à la société américaine. Pourtant, ces années virent la publication de travaux qui renouvelèrent le champ de la recherche sociale, mais aussi la

## Découvrir Karl Popper

L'image de Ludwig Wittgenstein, Karl Popper est l'un de ceux qui ont le plus fortement marqué la philosophie anglo-saxonne. Ses travaux font figure de classiques en épistémologie et ses écrits en philosophie politique et en sociologie ont provoqué de nombreuses controverses. Le mérite de cet essai de J.-F. Malherbe tient à ce qu'il retrace l'itinéraire de Popper et l'unité de ses travaux sans pour autant en dissimuler les limites.

En 1961, au congrès de sociologie de Tübingen, une controverse oppose le « théoricien critique » de l'école de Francfort et le « rationalisme critique » de Karl Popper. Adorno et Horkheimer reprochent à la « logique des sciences sociales » de Popper une théorie de l'objectivité scientifique qui prend comme catégorie a priori ce qui est socialement déterminé. Popper, lui, accuse l'école de Francfort de ne proposer comme solution à sa critique générale de la société que des analyses portant sur des catégories particulières, mais Habermas dans des essais comme *Conscience et intérêt* (1965), *La technique et la science comme idéologie* (1968) souligne certaines naïvetés propres au « rationalisme » de Popper.

#### Science et idéologie

La théorie « objective » par opposition à la théorie « critique » semble souvent négliger le cadre axiologique au sein duquel sont formulées ses énoncés. Elle croit en une « neutralité » axiologique de la science, alors que Habermas ne cesse de souligner les intérêts qui guident la connaissance scientifique. L'articulation du politique et du scientifique passe par l'opinion publique. Aussi, en se limitant à des considérations purement logiques, Popper ne tient pas compte de l'importance des formes de domination.

A travers ces polémiques, c'est non seulement le rapport entre science et idéologie qui est en question, mais aussi le statut de l'objectivité scientifique, et le lien de la logique formelle à la logique dialectique. Ce livre est non seulement une contribution importante à la connaissance du positivisme logique, du Cercle de Vienne, mais aussi aux travaux de Jürgen Habermas car nous en dévoile le cible favorite. — J.-M. P.

\* LA PHILOSOPHIE DE KARL POPPER ET LE POSITIVISME LOGIQUE, de J.-F. Malherbe. PUF, 311 pages, 55 F.

certaines des recherches les plus fondamentales — sur la personnalité autoritaire, le nazisme, la culture de masse — et que les méthodes s'enrichissent aussi : il ne s'agit pas seulement d'utiliser la dialectique marxiste, la philosophie sociale, mais aussi les enquêtes et les techniques expérimentales. C'est sans doute à ces intellectuels, connus que les sciences sociales américaines sont redevables de tant d'aperçus nouveaux.

#### Retour en Allemagne

A la fin de la guerre, l'institut reçut plusieurs propositions pour son retour à Francfort. Horkheimer accepta de revenir en Allemagne en 1949, tout en exigeant de garder la nationalité américaine. L'école de Francfort retrouva un public d'étudiants avides de suivre l'enseignement de ces théoriciens dont ils avaient découvert peu à peu les écrits. L'unité du groupe n'existait plus

philosophie politique et l'esthétique. Les théoriciens de Francfort étaient à présent confrontés à de nouveaux disciples : non plus des universitaires isolés, en rupture avec la tradition, mais ces étudiants qui voulaient ajouter une praxis politique à la « théorie critique » enseignée par Adorno. Ce connaît les déments d'Adorno avec la contestation étudiante. Ce n'est peut-être qu'aujourd'hui, à la lumière des tragiques événements qui viennent de marquer l'extrême gauche allemande, que l'inquiétude d'Adorno et les avertissements de Jürgen Habermas prennent tout leur sens : on ne peut greffer sur une analyse critique du capitalisme n'importe quelle politique pratique qui peut devenir la caricature de l'intention et de la visée théorique.

JEAN-MICHEL PALMIER.

\* L'IMAGINATION DIALECTIQUE, de Martin Jay. Ed. Payot, 416 p., 55 F.

## LA VOIE ROYALE DU MARXISME

Y aurait-il quelque irrévérence à comparer le Comité-Francoise et le Centre d'études et de recherches marxistes ? Il est irapant de voir que ces deux institutions disposent d'un fonds de répertoire quasi immuable. En tout cas, la lecture du volume *Sur la dialectique*, qui réunit le texte des conférences publiques données en 1975 par le CERM, incite à une telle comparaison.

Dans la présentation de l'ouvrage, il est question de restaurer ce concept galvaudé et menacé : il ne réunit, hélas ! que des exposés didactiques sans doute très honorables, mais qui restent des lectures attendues des grands classiques : Engels, Marx, Lénine et même Mao.

#### Hardiesse

Si E. Balibar manifeste quelque hardiesse en assumant toutes les déviations qu'a pu subir le concept de dialectique au cours de l'histoire du marxisme, il ne transgresse cependant jamais les limites de l'espace conceptuel orthodoxe. Quant à G. Labica, à partir du texte de Lénine Ce que sont les amis du peuple, il étudie les rapports du matérialisme et de la dialectique. Parcours sans défaut, exercice classique d'un universitaire marxiste rompu à l'exégèse. En chemin, nous rencontrons quelques affirmations éblouissantes du genre : « La matérialisme contemporain tient tout le discours de la science... » ou encore : « Le matérialisme philosophiquement est mort, la pratique le ressuscite scientifiquement en lui apportant le critère objectif de la vérité qui lui faisait défaut. » Ainsi donc, il ne s'est rien passé, toutes ces dernières années, parmi les intellectuels français marxistes ou marxisants. Rien, pas l'ombre d'une difficulté.

EDMOND EL MALEN.

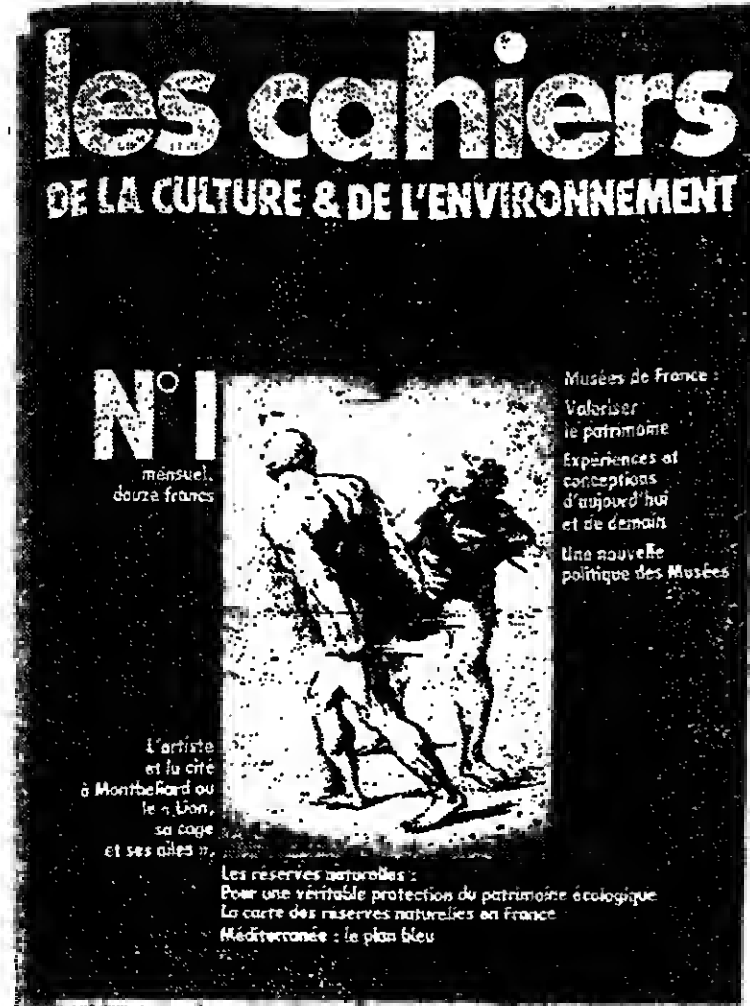
\* SUR LA DIALECTIQUE, d'Etienne Balibar, Guy Bessa, J.-P. Cottren, P. Jacqué, G. Labica, J. Tzavara. Ed. Sociales, 251 pages, 55 F.

## LE MINISTERE DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT LANCE "LES CAHIERS"

Chaque mois, vous trouverez dans les « Cahiers de la Culture et de l'Environnement » des dossiers de fond (dans le n° 1, les musées de France et la politique des réserves naturelles), des sujets d'actualité, des comptes rendus d'expériences pilotes et de recherches menées en France ou à l'étranger (dans le n° 1, l'artiste et la vie dans la cité à Montbéliard).

64 pages d'informations, de documentation, et d'illustrations qui démontreront que la culture et la qualité de la vie ne sont pas l'apanage de quelques-uns, mais l'affaire de tous.

Vous pourrez commander « les cahiers » à votre librairie ou les trouver à la Documentation Française.



Je désire m'abonner pour six mois au prix préférentiel de 60 F au lieu de 72 F. Je réglerai cette somme à réception de la facture.

Nom :

Adresse :

A retourner à la Documentation Française - 29-31 quai Voltaire - 75340 Paris Cedex 07

C.E.M.

هكذا من الأصل







## francophonie

# Le Québec entre deux révoltes

## Les chances d'une émancipation

● **L'histoire du Québec politique depuis deux siècles.**

**C**ORRESPONDANT du Monde au Canada de 1972 à 1974, François-Marie Monnet présente aujourd'hui le *Défi québécois* (\*), la première analyse globale accessible en France des raisons qui, pour lui, rendent inévitable la transformation du « Canada français » en « Québec souverain ».

C'est à ce Québec « libre » de demain, dont la mission historique est le défi « lancé [aux États-Unis d'Amérique] au nom des valeurs par lesquelles les treize colonies ont justifié leur insurrection », que va l'évidence et forte sympathie de l'auteur. Toute l'histoire du Québec politique depuis deux siècles, racontée avec clarté et vivacité dans les cent premières pages, est celle d'une opération-survie à l'échelle d'une nation, menée avec habileté, et même avec « ruse et rouerie ».

Opération si réussie qu'elle débouche, aujourd'hui, sur la revendication majoritaire d'une indépendance non seulement possible et souhaitable, mais finalement profitable à tous :

ou Québec bien sûr, mais au reste du Canada, désormais libre lui aussi d'aller son chemin : à la France victorieuse, par Québec interposé, des États-Unis envahissants ; et aux peuples d'Occident, invités à tirer des leçons de l'exemple québécois.

Animée par cette sympathie, la démonstration va bon train. Mais l'auteur escamote un peu trois données pourtant essentielles.

La démographie d'abord. L'effondrement de la natalité québécoise, ramené en moins de vingt ans, d'un taux d'accroissement exceptionnel à un taux de survivance précaire, met et mettra de plus en plus les destins du Québec entre les mains des « néo-Québécois » immigrés. Il est d'ailleurs ceux-ci qui sont les véritables majoritaires francophones ; et tout aussi douloureux que, entre l'émigration vers un Québec souverain et français de langue et, par exemple, un Ontario de langue anglaise, leurs préférences aillent au premier.

C'est une véritable inflation des naissances, voulue et entretenue par le clergé québécois durant deux siècles, qui a rendu possible et efficace l'opération-survie décrite par l'auteur. Doit-on penser que l'actuelle déla-

mon compromet à long terme cette survie ? A moins d'un saut « nataliste », qui n'est du reste pas exclu et pourrait être provoqué par l'indépendance elle-même, le Québec, souverain ou non sera de plus en plus minoritaire dans l'ensemble canadien, et les Québécois francophones de moins en moins majoritaires chez eux.

La langue ensuite. Le *Défi québécois* ne fournit aucune indication sur l'importance du « transfert » linguistique entre les deux communautés. Si faible qu'on le suppose, il est actuellement défavorable aux francophones. Il serait de l'être (affirme la thèse indépendantiste) si les Québécois, « maîtres chez eux », n'avaient à leur guise une politique autoritaire de francisation et d'immigration.

Peut-être. Mais au prix de quelles tensions ? Rien n'est plus difficile à modifier que le comportement linguistique d'un groupe social. Les Québécois sont mieux placés que quiconque pour le savoir ; et un Québécois sur six est anglophone.

La société enfin. La démonstration menée par F.-M. Monnet tient pour acquise, d'une part, que la « minorité anglophone », qui représente de 18 % à 20 % de la population (N.B. : du Québec) si des suffrages... ne se sent pas québécoise, mais canadienne. D'autre part, que la minorité francophone relativement importante (un électeur sur quatre) qui, à encore, en novembre 1976, refusait ses suffrages aux thèses indépendantistes, se sent, en dépit de ce refus, plus québécoise que canadienne ; et que, le jour venu, elle ralliera en masse le Québec.

La vérité de la société québécoise ne serait-elle pas plus complexe ? Il est probable que la minorité anglophone du Québec, concentrée pour une bonne part dans Montréal-Ouest, ne se sent ni canadienne ni québécoise, mais montréalaise, ce qui est une forme de patriotisme québécois. Et il est injuste de lui refuser « priori » ce patriotisme.

## Du côté des femmes

une grande voix venue d'ailleurs

● **L'énorme santé et la puissance de dérision de Louky Bersianik.**

**C**'EST le premier livre d'une femme. Elle n'est plus toute jeune. Elle a eu, avant la guerre, une adolescence fort sage, les jésuites là-bas, un pen de Sorbonne ici. Elle n'a jamais fait le trottoir, n'est jamais allée en prison. C'est aujourd'hui une épouse parfaite, une excellente mère, une bonne

lesquels. Elle a, cette ingénue du pays des Mascos, le vitriol allégre, de la grandeur, du prophétisme, de la hauteur. Et surtout l'esprit de liberté.

Par quelle face aborder, faire aborder, ce continent - pyramide ? Trois cent quatre-vingt-dix pages denses, trois chants, deux cent douze chapitres, dont l'un au moins, la *Forêt des Squelettes*, est un livre dans le livre, mille trois cent quatre-vingt-six versets et un épilogue, excuses du peu !

Pen de longueurs dans cette



### Ce que dit l'Euguelionne

725. — Femmes de la Terre, femmes modernes et géniales de la Terre, n'êtes-vous pas fatiguées d'être égéries, dit l'Euguelionne. Toutes les œuvres d'art et de littérature, toutes les œuvres humaines ont été faites aux dépens d'une mère, d'une sœur, d'une épouse, d'une maîtresse, d'une domestique, d'une secrétaire, d'une muse, d'une égérie.

N'êtes-vous pas fatiguées d'être des égéries, vous, les éternelles violonistes des violons d'Ingres ?

722. — Si une femme a du génie, on dit qu'elle est folle. Si un homme est fou, on dit qu'il a du génie.

Voilà dit l'Euguelionne, entre beaucoup d'autres, un puissant ressort au mystère des femmes.

778. — Un jour, un jugement sera rendu par une dame Salomon. Elle tranchera le différend entre les sexes en renversant la situation tout simplement. Puisque l'homme se distingue par sa force musculaire et son agressivité maladroite, qu'il serve aux travaux d'Hercule et qu'il s'habille dans les loires.

Et puisque la femme se distingue par ses qualités humaines, que ce soit elle qui gouverne le monde.

668. — Et pourquoi faut-il, sur votre planète, que les uns soient lapidaires et les autres lapidés ? Et pourquoi, dit l'Euguelionne, pourquoi croyez-vous encore que rien n'est plus humain que d'être inhumain ?

748. — Il faut les rassurer, dit l'Euguelionne. Car depuis si longtemps ce sont des enfants uniques.

750. — Mais que votre compassion, femmes de la Terre, ne dépasse pas les bornes. Elle se joue à vos dépens, ne l'oubliez pas. Car les hommes, certes, sont pitoyables, mais aussi ils sont sans pitié. Comme des enfants uniques, ils sont envahissants. Ils envahissent votre cœur, ils se nourrissent de votre intelligence et de votre énergie.

Femmes de la Terre, que votre compassion ne dépasse pas les bornes de leur prétention.

citoyenne. Ce n'est pas une illettrée, ce n'est pas une intellectuelle ; c'est une petite-bourgeoise.

Elle signe (et explique pourquoi) Louky Bersianik. Et s'appelle, comme tout le monde, Lucile Durand-Letartie. Ce qu'elle a écrit n'est pas un roman, n'est pas une autobiographie, n'est pas une thèse. C'est un ours, un je-ne-sais-quoi. Cela devrait être, selon toutes les règles de l'art, illisible.

Je ne l'écraserai pas en parlant. À son propos, de Rabelais, de Voltaire, de Nietzsche, de Gide. Mais elle a une énorme santé, une puissance de dérision, le goût des mots qu'on se fabrique, le souffle des litiges bur-

immensité. Encore tiennent-elles, pour le lecteur français, à ce que le livre a de spécifiquement québécois et indirectement d'américain, et que nous ne vivons pas directement. Mais des comédies, des « Béatitudes », de très beaux poèmes (celui, entre autres, des *Corps criblés de trous*), des stances, des jeux, des récits bibliques.

Tout cela, dont l'organisation se découvre peu à peu, est écrit avec un bonheur d'expression constant, cette entreprise forcenée de démolition et de reconstruction menée dans une rage lucide et joyeuse, une alternance torrentielle d'éclats de rire et de coups de poing sur la table.

À la source, un thème banal :

une extra-terrestre, à la recherche de sa planète-mère et du mûle de son espèce, s'arrête sur notre Terre. Elle voit, s'informe, s'étonne, s'indigne. Ces humains sont si peu humains ! Et ces humains ce sont d'abord les hommes, les capitalistes de l'épée, stupéfiés, acharnés à refuser qu'un Homme sur deux soit une Femme.

Car « nous » en prenons ici « plein les dents », nous, les mâles impuissants, les chamanistes, les chologues, les châtres et autres, qui, frileusement rassemblés autour de la bouillotte d'un saint Sigmund-Sigmund Freud-Wagnérien. Quelle douche froide, mes ex-seigneurs ! On en sort tout propre, rafraîchi, rajeuni. Et moins maladeusement malade.

Elle s'appelle « l'Euguelionne ». Elle parle.

J. C.

PLICATIONS JUDICIAIRES

\* L'EUGUELIONNE, roman triptyque de Louky Bersianik. Ed. La Presse Litt., Montréal 1976, 399 p., diffusion Librairie des hommes, 75, rue des Saints-Pères, 75006 Paris.

### Chants alternés

**D**ENISE BOUCHER ET MADELEINE GAGNON mènent dans « Retraites, complaintes politiques » (163 p., Ed. L'Éthérée), le chant alterné des « mercredis de femmes » et l'histoire d'un échec : « Les cheftaines du féminisme, en voulant détruire la vieille imagerie, ont rendu tabou les hommes, la beauté, la fête, la séduction, la plaisance. Pris la rigidité pour de la rigueur et se sont trompées d'ennemi. »

Mais c'est un échec plein de douceur mélancolique et parfois de drôlerie : « On est retombées en petites filles et ça nous éloigne de plus en plus de notre chair réelle. On range des os qui manquent de chair... Allie les filles, on est laborieuses comme des premières de classe ! »

« La barre du jour » (mai-août 1977). Une revue de femmes, pour des femmes. Ici encore, quelque affectation et de beaux textes, dans une présentation intelligente.

De Cécile Cloutier (« Utinam, troisième fenêtre ») : « Et je m'appelle et je me saisis et je m'aime. Et je me possède et je m'achève. Et je me lis et je me crois et je redeviens ma peau. Et je me chante et je me trouve, et je m'apprends. Et je me mérite et je me profane et je me bois et je me fûle et je me lisse et je me vis. Je suis un immense non qui se fait ouï. »

## dialectiques vient de paraître...

REVUE TRIMESTRIELLE

anthropologie dix ans  
tour après le structuralisme,  
terres des débats nouveaux  
n° 21 156 p. 30 F

77bis, rue Legendre 75017 Paris

**l'été meurtrier**

**SEBASTIEN JAPRISOT**

«...la manière de raconter est surprenante, pittoresque, et encore mieux que ça. Du grand art...»  
Jean Clémentin - Le Canard Enchaîné.

«...vous aurez comblé. C'est un livre captivant... et vous vous moudrez ou vous moudrez les autres si vous devez interrompre votre lecture...»  
Robert Kanters - Le Figaro

«D'une étourdissante virtuosité... Elle et Pin-Pon, à mon goût deux des plus beaux héros de cette automne romanesque...»  
François Nourissier - Le Point

**denoël**

Réserver implicitement à un parti, si grands soient ses titres, si profonde soit la modification qu'il a apportée à la vie politique du Québec, le privilège d'incarner à la croisée des chemins le sens et l'histoire de la nation québécoise tout entière, c'est prendre un risque redoutable.

Pour F.-M. Monnet, « il régit au Québec une véritable atmosphère de guerre civile, comme dans tous les pays qui ont eu à choisir entre l'émancipation et la fidélité à une tutelle... L'antagonisme entre fédéralistes et souverainistes est aussi absolu, aussi violent, aussi passionné qu'une guerre civile (pages 15 et 16). »

Les intéressés sont-ils si pressés d'en découvrir la perspective d'un déchirement irréparable de leur communauté ? Les emplit pas nécessairement de cette joie sombre à laquelle paraît céder l'auteur du *Défi québécois*. Sans doute ne manque-t-il pas au Québec d'hommes et de femmes pour penser que le véritable honneur et la véritable liberté d'un peuple ne passent pas obligatoirement par les voies de la revanche et d'une guerre civile larvée. N'est-ce pas là que se situe le vrai défi québécois ?

**JACQUES CELLARD.**

\* LE DÉFI QUÉBÉCOIS, de François-Marie Monnet. Laffont, 258 p., 39 F.

**David DIAMANT**

**LE BILLET VERT**

LA VIE ET LA RÉSISTANCE À PITHIVIERS ET À BEAUNE-LA-ROLANDE

Camps pour juifs, camps pour chrétiens, camps pour patriotes non juifs.

Préface de Marcel Paul d'Olye Wormser

Post-face d'Henry Bulawko

328 pages dont 34 illustrées

Prix : 40 F ; éd. luxe numér. : 60 F

**EDITIONS RENOUVEAU**

14, r. de Paradis - Paris

Des prisons au Goulag psychiatrique, deux livres importants sur un grand débat de notre temps.

**CLAUDE MAURIAC**

Une certaine rage

Collection "VIOLENCE ET SOCIÉTÉ"

**ROBERT LAFFONT**

**COOPER - FOUCAULT WOLFSON - SADE**

La folie encerclée

n° 32/33 de la revue Change

**SEGHERS - LAFFONT**

هكذا من الأصل















**THÉÂTRE JEAN-VILAR DE SURESNES**  
place Stalingrad - Surènes

**PAUVRE ASSASSIN**  
de Pavet KOBOUT

Mise en scène : M. SARRAZIN

**CRÉATION DU**  
**GRENIER DE TOULOUSE**

les 3-4-5 novembre, à 21 heures  
le 6 à 15 heures

Pr des pl. : 30 F ; étudiants : 18 F  
Location : 772-38-80 et 3 FNAC.

**THÉÂTRE FONTAINE**  
10, Rue Fontaine (9<sup>e</sup>)  
métro Blanche ☎ 874-74-40

**1915** (création)

d'après les mémoires du prisonnier de Salomon  
Toussaint à Berlin les 2 et 3 juin 1921

Texte de  
**Jean-Jacques VAROUJEAN**  
la génocide arménien

mise en scène  
**Jean-Marie LEHEC**

Tous les soirs 21 h  
sauf dimanche et mardi  
matinée dimanche 15 h et 18 h 30

Réserve 25 et 30 F. Cartes scolaires : 15 F.  
- 25 ans, carte scolaire et étudiants : 10 F.

## SPECTACLES

### Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Hommage à Serge  
Liaï.  
Comédie-Française, 20 h. 30 : L'École  
des femmes.  
Châtelet, 20 h. 30, salle Gémier :  
Night Club Cantata.  
Petit T. S. P., 20 h. 30 : Libre-Parcours  
Variétés.  
Odéon, 19 h. 30 : 10 Roi Lear.

### Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Volga.  
Nouvel Carré, grande salle, 21 h. :  
Nuova Colonia. Salle Papi, 20 h. 30 : la Guerre civile.  
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Juliette  
Gréco ; 20 h. 30 : la Mante polaire.

### Les autres salles

Aire libre Montparnasse, 20 h. 30 :  
Nuits sans nuit ; 22 h. : Etolles  
rouges.  
Arts-Berliet, 20 h. 45 : Et les heu,  
c'est bon.  
Atelier, 21 h. : la Faiseur.  
Athénée, 21 h. : Equus.  
Bibliothèque Opéra, 21 h. : Solness lo  
constructeur.  
Carrefour, Théâtre de l'Aquarium,  
21 h. : les Pâques à New-York.  
Théâtre de l'Épée de bois, 21 h. :  
Madame.  
Centre culturel du Marais, 20 h. 30 :  
la Fondation de saint Antoine.  
Centre culturel du Xe, 21 h. : le  
Rire de la faim ; Lazzari.  
Cité internationale, la Gaieté, 21 h. :  
Hedda Gabler. Grande salle,  
21 h. : Toussaint Louverture.  
La Ressource, 21 h. : l'Avare.  
Comédie des Champs-Élysées,  
20 h. 45 : le Bateau pour Lipots.  
Edouard VII, 21 h. : Un ennemi du  
peuple.  
Espace Cardin, 20 h. 45 : Alimra.  
Fontaine, 21 h. : 1813.  
Gaité Montparnasse, 21 h. : Élis-  
Gerry, Pomme, Jane et Viri.  
Galerie 55, 21 h. : Madame Ignara.  
Groupe, 20 h. 30 : les Émigrés.  
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice  
chaude ; la Légion.  
Le Tournant, 20 h. 30 : les Ragou-  
ment.  
La Brevière, 21 h. : Quat-Quat.  
Lacourrière, Théâtre noir, 18 h. 30 :  
la Belle Vie ; 20 h. : Penthièvre ;  
21 h. 30 : R. Wagner. Théâtre  
rouge, 20 h. 30 : les Émigrés.  
Madeleine, 21 h. : Peste du vache.  
Marigny, 21 h. : Nini la Chance.

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -  
704.70.20 (nignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 3 novembre

## théâtres

Mathurins, 20 h. 45 : La ville dont  
le prince est un enfant.  
Michel, 21 h. : les Vignes du Sei-  
gneur.  
Michelet, 20 h. 30 : Pauvre assassin.  
Moderne, 21 h. : Par-delà les mar-  
roulers.  
Montfard, 19 h. 30 : Phédra.  
Montparnasse, 21 h. : Trois lits  
pour huit.  
Œuvre, 21 h. : la Magouille.  
Orsay, grande salle, 20 h. 30 : l'Eden  
du devoir ; petite salle, 20 h. 30 : les  
Libertés de la Fontaine.  
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux  
folles.  
Plaisance, 20 h. 45 : Out.  
Poche-Montparnasse, 20 h. 30 : Sigis-  
mond.  
Porte Saint-Martin, 21 h. : Pas d'or-  
chidées pour miss Blandish.  
Studio Champs-Élysées, 21 h. : les  
Dames du jeudi.  
Théâtre Arcadie, 20 h. 45 : le Pro-  
cureur.  
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : Sylvie  
Joly.  
Théâtre du Melan, 20 h. 30 : Victime  
du devoir ; 22 h. : Un oiseau dans  
la vitre.  
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : le  
Commaire agricole ; 22 h. 30 :  
Jeanne d'Arc et ses complices.  
Théâtre Jean-Vilar, 21 h. : Pavuro  
sacré.  
Théâtre de Paris, 21 h. : Pygmalion.  
Théâtre Paris-Nord, 21 h. : Christian  
Dente.  
Théâtre la Paillasse, 20 h. 30 : le  
Retour.  
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 :  
l'ombre du conte.  
Théâtre 247, 20 h. 30 : la Ménagerie  
du verre.  
Variétés, 20 h. 30 : Féfé de Broadway.

### Le donse

Palais des Sports, 20 h. 30 : Ballet  
scolaire sur glace.

### Jazz, pop, rock et folk

Vieille-Grille, 18 h. 30 : Michel  
Poussé, Jacques Berroul, Roger  
Perlet ; 23 h. : Gernolium (folk) ;  
Gérard Dole et Bayou Sauvage.

### QUINTETTE

AGUIRRE  
OU LA COLÈRE DE DIEU  
L'ENIGME DE  
KASPAR HAUSER

**Festival**  
**WERNER**  
**HERZOG**  
1 FILM PAR JOUR

\*\*\*\*\*  
★ **RTL** ★  
★ présente ★  
★ **HARRY** ★  
★ **DELAFONTE** ★  
★ 3, 4, 5 ★  
★ **NOVEMBRE / 21 H** ★  
★ **THÉÂTRE DES** ★  
★ **CHAMPS-ÉLYSÉES** ★  
★ **LOCATION : THÉÂTRE** ★  
★ **& AGENCES** ★  
\*\*\*\*\*

Aire libre Montparnasse, 18 h. 30 :  
Roland Dims (œuvres de C. Bol.  
lons).  
Centre Américain, 21 h. : Gross-  
catastrophe.  
Théâtre Bouffiers, 22 h. 30 : Dau-  
nik Lacio, Jean-Jacques Auvail.  
Stadium, 21 h. : Doc Watson.  
Pavillon de Paris, 20 h. : Bob Seger.

### Festival d'automne

Théâtre des Amandiers (Nanterre,  
20 h. 30 : Patrice Monnaie.  
Salle Wagram, 20 h. 30 : Ch. Tyler.  
Théâtre Le Palace, 20 h. 30 : Locus  
Solus.

### Les cafés-théâtres

An Bec fin, 20 h. 45 : le Moiré ;  
22 h. : le Voyage de ses Arêtes ;  
23 h. : C'est pas toujours facile.  
Blanc-Manteaux, 20 h. 30 : Renaud ;  
21 h. 45 : Au niveau du chon ;  
22 h. 15 : Pierre Triboulet.  
Café d'Edgar, 1. 20 h. 15 : Aubade à  
Lyside ; 21 h. 45 : Popock ; 22 h. :  
V. Lagrange. — J. 19 h. : Machin  
à tous ; 22 h. 30 : Deux Sœurs  
au-dessus de tout soupçon.  
Café de la Gare, 20 h. 30 : Fantôme  
sous la suite ; 22 h. 15 : Des  
pièces masquées.  
Compe-Chon, 20 h. 30 et 22 h. :  
Neo-Cid 77.  
Coor des Miracles, 20 h. 30 : J. Ber-  
liet ; 21 h. 45 : Fromage ou dessert.  
Le Fanci, 18 h. 30 : Béatrice Arnes ;  
20 h. 45 : le Président.  
La Mama du Marais, 20 h. 30 : Que  
n'est-ce que l'œuf ; 21 h. 30 : Il  
était la Belgique une fois ;  
22 h. 30 : le Peuple en folie.  
La Marbrerie de Bananes, 18 h. 30 :  
Robert Wood, jazz ; 22 h. 15 : Deux  
hommes en colère.  
Petit Bain - Novotel, 21 h. : Rectan-  
gle blanc ; 22 h. 30 : les Jumelles.  
Petit Casino, 21 h. 15 : Du duc au  
duc ; 22 h. 30 : J.-C. Montelli.  
Le Plateau, 20 h. 45 : la Nuit de  
noce de Candillon ; 22 h. : Greco  
et Lejeune.  
Aux Quatre Centes Compt, 20 h. 30 :  
Clovie ; 21 h. 30 : l'Autobus ;  
22 h. 30 : l'Amour en vitres.  
Le Séminaire, 1. 22 h. : les Noirs à  
l'école. — J. 21 h. : les Bonnes ;  
22 h. : Vos petites compagnes.  
Le Splendid, 20 h. 45 : Frisson sur  
le secteur ; 22 h. 15 : Amour,  
coquillages et crustacés.  
La Vieille Grille, 1. 18 h. 30 : Musiq  
ensemble ; 20 h. 30 : Bernadette  
Rollin ; 22 h. Soliloques. — J.  
22 h. : le Secret de la vie ; 23 h. :  
Antenne 1000.

UGC BIARRITZ VO  
UGC DANTON VO - VENDÔME VO  
MONTMARNASSE BIENVENUE VO  
Périphérie :  
CYRANO Versailles VO

vous serez violemment pour  
vous serez violemment contre  
mais vous devez voir

**et**  
**si**  
**les**  
**porcs**  
**avaient**  
**des**  
**ailes...**

un film événement  
un film choc

GAVEAU, van. 4 nov., 18 h. 30, lun. 7 nov., 21 h. (Klengen). 3 récitals Bernard

**FLAVIGNY**

Le 4 : SCHUBERT, Sonate si bémol, Wanderer Fantasy. WEBER, Var. op. 27.  
Le 7 : BEETHOVEN, Sonate op. 106, Variations Diabelli.

Théâtre des Champs-Élysées - Lundi 7 novembre, 20 h. 30

**Récital BEETHOVEN**  
par  
**Daniel Barenboim**  
(O.A.L. - Valmalète)

THEATRE DE LA RENAISSANCE  
Véra Korène et Jean Marc Berger présentent  
LE NOUVEAU SPECTACLE DE

**CLAUDE**  
**VEGA**

Soirées 20h.45 - Mat. Dimanche 15h. - Relâche Lundi  
Location: Théâtre, Agences et par tél. 208 18 50

IRCAM / Passage du XX<sup>e</sup> siècle

dimanche 27 novembre 18 h et 20 h 30  
ensemble intercontemporain  
direction  
**KARLHEINZ STOCKHAUSEN**  
solistes  
Elizabeth Clarke et Alain Louafi  
régie sonore Peter Eotvos  
**Stockhausen : Inori**  
nouvelle version  
co-production avec le  
**THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA**  
location aux guichets ouverte à partir du 20 novembre  
location par correspondance

retournez le bulletin ci-dessous avant le 12 novembre au  
Théâtre de l'Opéra, Service Location par correspondance,  
8, rue Scribe 75009 Paris accompagné d'un chèque bancaire  
ou postal à l'ordre du Théâtre de l'Opéra, ainsi que d'une  
enveloppe timbrée à votre adresse

prix : 70 F (balcon, orchestre, 1<sup>re</sup> loge face) - 60 F (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> loge  
face) - 55 F (1<sup>re</sup> loge côté) - 50 F (balcon, 2<sup>e</sup> loge côté) -  
40 F (3<sup>e</sup> loge côté) - 25 F (amphithéâtre) - 20 F (4<sup>e</sup> loge)

nom \_\_\_\_\_ (en lettres majuscules)  
prénom \_\_\_\_\_  
adresse \_\_\_\_\_  
code postal \_\_\_\_\_ ville \_\_\_\_\_  
tél. pers. \_\_\_\_\_ tél. prof. \_\_\_\_\_  
concert Stockhausen 18 h 20 h 30  
nombre de places \_\_\_\_\_ prix \_\_\_\_\_ total \_\_\_\_\_

**CONNAISSANCE DU MONDE**

PLEXEL, dimanche 6 novembre, 14 h. 30 ; mardi 8 novembre, 18 h. 30 et 21 h.

**TAHITI UN RÊVE RÉALISÉ**

Récit et film  
couleur de **JACQUES CORNET** Musique  
PAPERET et la grande TAHITI-MUI - MOOREA et sa douceur de vivre  
Spirales de SOU-AURA - Les TIAROU - Plongée profonde dans les fonds  
Féerie des coraux et de la faune tropicale - Merveilleux danseurs de Tahiti

PLEXEL - Mardi 15 novembre, à 18 h. 30 et 21 h. - Dim. 20 nov., à 14 h. 30

**FANTASTIQUE VENEZUELA**

Récit et film  
couleur de **Michel AUBERT** d'après  
Remontée de l'Orénoque - Les Chahiro - Les Andes - Caracas  
Et demain la Vénézuéla - Indiens de l'Amazonie

3<sup>e</sup> Salon  
Européen  
de l'Antiquité  
à Paris  
Tour F.M. La Défense 6  
du 26 octobre au 9 novembre 1977  
Tél. 01 47 00 00 00  
Antiquités 200 000 000 000

studio théâtre montreuil  
23.65.66

27 octobre - 20 novembre  
"Trois p'tites vieilles,  
et puis s'en vont..."  
par la mauvaise herbe

THÉÂTRE DE PARIS  
15, rue Blanche  
Métro Trinité

allo 1...  
**RESERVATION**

"Plus besoin de retirer  
vos places à l'avance"

- vous téléphonez
- nous réservons vos  
places à votre nom
- vous les retirez à la  
caisse, même avant  
le lever du rideau

VALABLE SUR TOUTES LES PLACES

**280.09.30**

• vous pouvez louer à l'avance  
et sans majoration de prix  
dans toutes les agences.

SOIRÉE A 21 h  
Matinée SAMEDI & DIMANCHE à 15 h  
RELACHE DIMANCHE SOIR & LUNDI

perfection... Il n'est  
pas d'autre mot pour  
parler du spectacle

**bestiaire fabuleux**  
LE MONDE  
L'HUMANITÉ

**cocasse, insolite,  
captivant**  
LE QUOTIDIEN

**spectacle exceptionnel**  
LE MATIN

**splendide**  
FRANCE SOIR

**magnifique**  
L'HUMANITÉ DIMANCHE

**enchanteant**  
L'EXPRESS

**PEINES DE COEUR**  
D'UNE  
CHATTE  
ANGLAISE

PAR LE GROUPE TSE  
**THÉÂTRE GERRARD PHILIPPE**  
St. Denis  
59 boulevard Jules-Guesde - tél. 243.00.30  
location théâtre - Fanc - Copar - Agence

les spectacles... A.L.A.P. et les spectacles... LUMBROSO

PRESENTENT POUR LA 1<sup>re</sup> FOIS EN EUROPE

**LE CIRQUE**  
**DE CORÉE**

ENSEMBLE NATIONAL DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE CORÉE

**PALAIS DES SPORTS** DU 25 NOVEMBRE  
Porte de Versailles Tél. 632.41.23 - 260.79.80 AU 8 JANVIER

SOIRÉES 20 H 30  
Mardi - Vendredi - Samedi  
jeudi 22-23 déc. 5 jan.  
- Mercredi 30 novembre et 4 janvier.

MATINÉES 14 H 15  
Mercredi - Samedi - Dimanches  
(sauf Mercredi 30 nov. et 4 jan.)  
Dimanche 11 déc. Samedi 24 et 31 déc.)

MATINÉES 17 H 30  
Mercredi - Samedi - Dimanches  
(sauf Mercredi 30 nov. et 4 jan.)

PRIX DES PLACES :  
ORCHESTRE 1<sup>re</sup> SERIE : 75 F - 2<sup>e</sup> SERIE : 60 F -  
PISTE : 50 F - BALCON 1<sup>re</sup> SERIE : 40 F -  
BALCON 2<sup>e</sup> SERIE : 25 F

LOUEZ PAR CORRESPONDANCE

Bon à retourner au PALAIS DES SPORTS - Porte de Versailles 75015 PARIS.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
Places \_\_\_\_\_ Nombre \_\_\_\_\_ Prix \_\_\_\_\_  
Indiquez ici 1<sup>er</sup> choix : \_\_\_\_\_ heure : \_\_\_\_\_  
3 dates et jours 2<sup>e</sup> choix : \_\_\_\_\_ heure : \_\_\_\_\_  
différents 3<sup>e</sup> choix : \_\_\_\_\_ heure : \_\_\_\_\_

Joindre règlement par chèque bancaire ou postal 3 Forêt du Palais des Sports - et une enveloppe timbrée  
à votre soin.

LE PLUS BEAU FILM DE  
WERNER HERZOG

**LA BALLADE**  
**DE BRUNO**

هكذا من الأصل







## CULTURE

## France et musique

(Suite de la première page.)

Conflit de personnes, crise de gestion, tension hiérarchique, cristallisation corporative, solidarité et intimité passionnelles, affrontement idéologique : il y a tout cela dans l'affaire de France-Musique. On peut déplorer l'amalgame qui en est fait et qui stérilise la polémique. Tenter de rendre justice aux uns et aux autres serait hasardeux dans le climat actuel. Mais avant que l'affaire retombe, comme toujours, dans le silence des accommodements et des renoncements, il est peut-être possible de tirer quelques enseignements d'un débat qui, malgré ses excès et ses ambiguïtés, est respectable et met à nu un vrai problème.

## Le rôle de l'audio-visuel

Un premier point doit être noté : que l'on voie les choses du côté de l'institution radiophonique ou par rapport à l'action culturelle, on assiste à une prise d'intérêt de la part de l'opinion publique. Cela est beaucoup plus important que la « prise de parole » que représenterait, nous dit-on, l'aventure de France-Musique, et dont on ne voit guère ce qu'elle a d'héroïque puis- qu'elle n'était pas un assaut ou une croisée mais une expérience opposée avec un libéralisme irréprochable. Ce qui compte, c'est que les auditeurs puissent prendre part, s'ex-

primer, juger, que les responsables aient à rendre des comptes à une opinion qui s'intéresse à l'affaire, se passionne même. Il y a là un fait culturel de première grandeur. Cela mérite le coup sûr que la controverse ait valeur pédagogique afin d'impliquer en profondeur et en vérité un public enfin écouté, qui se sent concerné. Il y a progrès chaque fois que le service public-culturel n'est plus affaire à des « usagers », avec ce que cette expression bureaucratique sous-entend de passivité, mais à des participants actifs.

En second lieu, il faut noter un fait auquel nous nous sommes habitués si vite, et si profondément qu'il nous paraît naturel : c'est le rôle capital que peut jouer l'audio-visuel dans la diffusion de la culture et, plus spécialement, le rôle central que tient le radio dans la vie musicale de la France. Appartenant à la génération qui a été formée à la musique par le radio et par elle seule. Elle a levé d'un coup les obstacles, les blocages psychologiques, le caractère intimidant de l'institution culturelle, l'inconvenant du côté qui à l'époque tenait éloignée tant de jeunes des salles de concert et même des magasins de disques, sans parler des discothèques alors inexistantes. Depuis lors, et malgré la progrès économique et les facilités d'accès qu'il a procurées, le radio n'a pas cessé de jouer ce rôle pédagogique et de libération culturelle.

Elle a littéralement créé les bases de ce profond renouveau musical auquel nous assistons. La politique musicale conçue par le ministère des Affaires culturelles du temps de Duhamel et de Landowski et poursuivie depuis lors n'aurait pas donné les résultats étonnants auxquels on assiste, de Lille à Toulouse et de Strasbourg à Royan, sans la radio et l'action en profondeur qu'elle poursuit inlassablement depuis trente ans.

Si l'on peut aujourd'hui donner le *Requiem* de Verdi dans une salle de sports des Flandres, des quatuors de Bartok ou du chant grégorien dans une église de Provence devant des publics passionnés et de tous âges, c'est très largement en raison des efforts conjugués, parallèles ou, hélas ! parfois adverses de tous ceux qui, à la radio, comme aux affaires culturelles, ont su renouveler la vie musicale française. Il est odieux de traverser cela, et le besoin subséquent d'une écoute individuelle ou communautaire des œuvres, par le disque, en une « marchandisation » de la musique. Ayant ainsi assumé une responsabilité décisive dans la vie musicale du pays, la radio se doit d'utiliser son immense potentiel technologique et culturel d'une façon constamment novatrice et dans un esprit de responsabilité à l'égard de l'ensemble de la nation qui l'écoute. L'enjeu dépasse de loin les individus et les équipes d'un moment.

Dans cette perspective, un renouvellement s'imposait évidemment, dans le contenu et dans les méthodes de France-Musique. Il est injuste d'occuper cette chaîne de n'avoir été jusqu'à la réforme qu'une discothèque collective soigneusement limitée à la musique de concert du seizième ou dix-neuvième siècle ; mais il est vrai que ce patrimoine-là est tellement incorporé à notre sensibilité et nous donne des joies dont on ne voit pas, d'ailleurs, ce qu'elles auraient de honteux ou de rétrograde, que nous avons parfois la tentation de nous y complaire et de nous y enliser. En ouvrant davantage les portes du passé et du présent, en nous faisant découvrir les autres courants musicaux, en plaçant pour l'unité de la musique à travers la pluralité des mondes sonores, France-Musique a eu raison, il y a deux ans, de secouer une certaine torpeur. Il est vrai que, à part quelques initiatives, le public musical était jusqu'à récemment ce qu'était le public de la peinture avant que les grands créateurs du début du siècle et des esprits comme Matisse et Huyghe renouent les liens qui, de la statuette océanienne à l'art brut de notre temps, font l'unité du monde visuel. Nous attendons de la radio qu'elle nous mette en présence de l'unité du monde des sons.

C'est ce qu'elle a tenté de faire. La légitimité de la démarche ne doit pas toutefois suspendre le jugement

et annuler toutes les erreurs. Je crois que l'on en a commis beaucoup, qui étaient peut-être inévitables mais que la maladresse et les erreurs insupportables. Comme il ne faut pas jeter l'enfant avec l'eau du bain, il faut tenter d'identifier ce qui a pu compromettre ou fausser une juste démarche, pour éviter, que l'on puisse faire cet examen de l'extérieur et sans connaître toutes les particularités du métier radiophonique. N'étaient pas de la maison, je n'entrerais pas dans le débat qui consiste à se demander si les animateurs et les responsables ont respecté leurs engagements, respecté les règles professionnelles, ou abusé de l'autorité qui leur était reconnue. Il y a de fortes raisons de penser qu'ils n'étaient ni des gâches inévitables ni des saboteurs cyniques et qu'il y a eu dans cette affaire plus de débordement que de subversion, plus d'improvisation que de dogmatisme, et plus d'expérience que tout ce que dessus. C'est dans ces conditions qu'on en est venu à oublier un certain nombre de loi de l'action culturelle et du bon usage des médias.

## Une affaire d'éthique

Toute l'affaire se ramène en réalité à un problème d'éthique, plus que d'esthétique. La radio est un phénomène communautaire : dans une société comme la nôtre, elle repose sur le pluralisme et la tolérance. C'est mal connaître les réalités de la vie culturelle dans la France d'aujourd'hui que parler d'un socialement bourgeois de la musique classique ; c'est être démagogique à l'égard des jeunes que de déclarer l'existence de la musique entre Monteverdi et Bartok. Certes, on répondra que, pendant la période litigieuse, France-Musique n'a pas censuré Wagner et Bach ni proscrire la tribune d'Armand Panigel. Mais, concession tactique ou électionisme de bon aloi, on a l'impression que le dosage des époques, des genres et des styles n'a pas vraiment exprimé un pluralisme admis comme une valeur. Tout se passe comme si la chaîne avait juxtaposé des publics, irréductibles les uns par rapport aux autres, suscitant ainsi le pire et contradictoire effet d'une action culturelle : l'intolérance. Intolérance passive de ceux qui, dérangés dans leurs habitudes, ont rejeté sommairement toute innovation ; intolérance active de ceux qui, à travers le confusion des genres et la provocation du propos, ont nourri le sectarisme. C'est là qu'il faut bien parler de gâches, et avec d'autant plus de regret que bien des idées nouvelles étaient bonnes et pouvaient justement aider les jeunes à découvrir Berlioz et les aînés à comprendre Stockhausen et la musique séphénia. Une certaine pratique radiophonique et, plus encore, la discorde sur cette pratique ont voulu nous enfermer dans une intolérance élitiste, dans une intolérance majeure, en nous faisant croire que la geste culturelle ne nous laissait le choix qu'entre une consommation vile et une contestation ébulliente. Les motivations de Sartre ou du premier venu à l'écoute de la musique sont-elles subtiles.

On a oublié aussi que la musique n'est pas un art qui se propage seulement dans la durée, mais dans l'espace. C'est là peut-être que la radio a été victime d'elle-même, et du progrès technique dans son ensemble. La musique enregistrée, dans son universalisme et sa perfection, a quelque peu déformé nos sens. Nous avons oublié que la musique est fille de l'architecture, qu'elle s'exprime aussi par une gestuelle, qu'elle implique toute notre sensibilité. Les jeunes animateurs de France-Musique, les meilleurs d'entre eux, ont intellectuellement à l'écoute la musique et désorienté l'écoute.

Ainsi, les musiques extra-européennes, notamment celles de l'Asie, ont pour nous d'une infinie complexité ; elles dépendent très étroitement d'un contexte culturel, spirituel, social et d'un cérémonial hors desquels nous pouvons difficilement les comprendre.

Perce que l'œil écoute. Non, Narayan peut fasciner pendant des heures si l'on assiste à un de ses concerts ; il faut être exceptionnellement doué pour en supporter l'écoulement radiophonique au-delà de quelques minutes. Si la musique contemporaine, y compris la plus académique, commence à conquérir un jeune public jeune, c'est par le médium du ballet, avec Béjart et Merce Cunningham, qui restitue à la musique sa dimension spatiale. La discussion politico-philosophique ou les propos de patronage sont des procédés insuffisants pour l'initiation aux musiques nouvelles. Le décalage idéologique, l'esthétique du moment, quel qu'il soit, compromettent les meilleures causes culturelles, c'est-à-dire la plus audacieuse.

On en vient par là à la critique qui est la plus grave, mais qui peut-être demande la plus de compréhension. On a pu voir souvent le sentiment que les responsables de France-Musique voyaient juste, mais s'étaient trompés d'adresse. La recherche musicale, les ateliers d'interprétation, les colloques, les rapprochements insolites, le renouvellement des relations entre les interprètes et le public sont des expériences indispensables, et qui manquent. La politique musicale, qui n'a pu tout faire en quelques années, a mis légitimement l'accent sur les grandes institutions, orchestres, ensembles chorégraphiques et lyriques, festivals, dont on voit qu'ils répondent à un immense besoin latent, et qui s'épanouissent. La resta, l'exploration, est jusqu'ici le fait d'initiatives éparpillées.

A la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, nous avons fait cette année des expériences passionnantes en ce domaine, avec J.-C. Penner et Carolyn Carson, devant des publics fortement motivés ; souvent je me suis dit qu'un tel contexte eût été le mieux approprié pour certaines expériences de France-Musique, plus tôt que les ondes universelles, à l'écoute solitaire et insaisissable. Les animateurs de France-Musique se sont, pour ainsi dire, trompés de média. La radio est une institution lourde. Elle n'a pas à susciter des chapelles ; sa vocation n'est pas de secte, mais de masse. L'élitisme, fût-il à prétention révolutionnaire, n'est pas son affaire.

La conclusion de tout cela est double : dans ce qu'elle a eu de meilleur, l'expérience de France-Musique a révélé un besoin qui justifie sans doute l'organisation d'une radio de recherche, comme le fut le Club d'essai de l'après-guerre et qui, plus encore, impose le développement, à travers tout le pays, d'ateliers de création et d'animation musicales au contact de ce public encore dispersé et insaisissable, mais qui s'est révélé depuis deux ans. Quant à France-Musique, on ne lui demande pas de passer de l'extravagance joyeuse ou oédante à l'ennui académique ; cette chaîne a réalisé une mutation irréversible dans l'ordre de l'information musicale, de la diversité des contenus, de l'ingéniosité des orientations. Cet acquis est bien évidemment à conserver. Il n'y a aucune raison de douter qu'il ne le soit. C'est par le bon usage des crises que progresse la culture.

JACQUES RIGAUD.

## Il y a des décisions qui supposent des informations difficiles à obtenir. Même de votre ordinateur.

Une décision, c'est un choix. Et dans un choix, il y a deux facteurs fondamentaux :

- la connaissance des faits,
- la connaissance des conséquences des différentes hypothèses que l'on peut construire à partir de ces faits.

Bien souvent, pour des raisons de délai ou de manque d'informations « actualisées », le premier point n'est qu'incomplètement satisfait.

Quant au second, il relève encore pour beaucoup de l'art divinatoire.

Votre service informatique n'est pas en cause. Même s'il dispose d'un outil puissant. Car l'ordinateur de votre société est programmé pour des tâches précises qui répondent aux besoins de gestion courante. Et à ceux-là seuls. Souvent à plein temps.

Toute décision qui regarde un changement, une innovation suppose une exploration de l'information, une étude d'hypothèse pour lesquelles il faudrait établir des programmes nouveaux. Vous savez que cela ne se fait pas du jour au lendemain. Or, la conjoncture n'est pas toujours patiente.

C'est pour cela qu'IBM a conçu pour vous son Service Bureau et réalisé une bibliothèque de programmes qui répondent à des milliers de cas de figures.

Un terminal sur votre bureau et une ligne téléphonique vous en ouvrent l'accès. En quelques minutes, vous obtenez, sous une forme concise et claire, la réponse à la question qui vous préoccupe.

Les ordinateurs du Service Bureau IBM sont capables des calculs les plus complexes. Des traitements les plus sophistiqués. Ils travaillent sur vos fichiers, en dépôt chez nous. Ou sur une copie de ceux-ci. Ou sur des fichiers spéciaux constitués pour les besoins de la cause. Tout est possible.

Le terminal que le Service Bureau vous installe est simple à utiliser. Et c'est vous qui l'utilisez. C'est un terminal machine à écrire ou un écran à clavier. La question et la réponse sont formulées en langage clair. Le système peut même vous répondre par un graphique ou un histogramme.

Ainsi le Service Bureau IBM vient-il compléter utilement et économiquement votre propre informatique. Pour des tâches auxquelles elle ne peut pas faire face. C'est son second souffle.

Enfin pour ceux qui n'ont pas encore d'ordinateur, le Service Bureau permet un apprentissage en « douceur ».

### Quelques exemples d'apports du Service Bureau.

**Après d'un Directeur Financier :**

- Aider à réduire les frais financiers.
- Réviser les faits qui modifient la rentabilité d'un investissement.
- Obtenir quelques jours plus tôt les résultats consolidés des activités.

**Après d'un Contrôleur de Gestion, responsable des Plans :**

- Réviser le plan.
- Tester toutes les hypothèses d'un plan et mesurer les écarts.

**Après d'un Responsable de la trésorerie :**

- Contrôler les faits financiers à court terme.
- Escompter à bon escient.
- Connaître les coûts de crédit.

**Après d'un Directeur Commercial :**

- Bien connaître le portefeuille des affaires en cours.
- Explorer l'histoire des ventes. En dégager les tendances et en suivre la réalisation.

**Après d'un Chef de Produit :**

- Connaître rapidement le revenu.
- Analyser les résultats par succursale, par région, etc. pour réagir aussitôt.

**Après d'un Directeur du Personnel :**

- Calculer instantanément l'impact financier d'une modification de la politique des salaires.
- Tenir à jour un état permanent des postes disponibles.
- Faire des graphiques, des statistiques, etc.

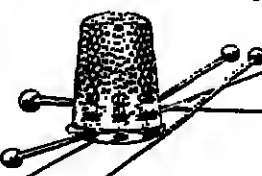
## IBM Service Bureau.

### Quand vous n'avez pas le temps d'attendre pour décider.

Pour tout renseignement, contactez M. Lopez au 67.02.00 ou écrivez-lui, IBM Service Bureau, 116, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly.

### La mesure personnalisée

#### Burton of London : le choix de la coupe



La coupe d'un costume ne s'improvise pas. Burton of London vous offre la triple garantie du métier, du sérieux et de la passion du travail bien fait. La personnalisation d'un costume Burton of London vous distingue ostensiblement des autres.

Burton of London, une véritable « griffe », sans le prix que l'on vous en demanderait ailleurs.

**Burton of London**  
Londres - Montparnasse - Paris - Polignac  
Rivoli - Belle Époque - Cannes - Portofino  
Villiers II - Rouen II

ENFIN  
**OLYMPUS**  
OM-2  
POUR TOUS



**OM-2 2334 F**  
+ objectif 1:1.8/50mm... 511 F  
+ socle TP... 150 F

- reflex automatique et semi-automatique
- moteurs adaptables
- 2 cellules CdS + 2 cellules Silicium
- boîtier entièrement métallique

OPERATION FIDELITE  
Gagnez 100 F. Renseignez-vous



**Camera 7**

7, rue La Fayette  
75008 PARIS - 878.37.25

هكذا من الأصل







	Le ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

	Le min. est.	T.C.
ANNONCES ENGAGEES	24,00	27,46
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois internationaux

Filiale groupe pétrolier important recherche pour travail Outre-Mer :

### INGÉNIEURS

USINE FABRICATION N°3  
UNITE PETROCHIMIQUE  
RAFFINERIE DE PETROLE

- CHIEF DÉPARTEMENT TECHNIQUE
- CHIEF DÉPARTEMENT PRODUCTION
- CHIEF UNITÉ DE FABRICATION
- CHIEF CENTRAL UTILITÉS
- INGÉNIEUR PROCÉDÉS
- INGÉNIEUR MÉCANICIEN DÉPT ENTRETIEN
- INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN DÉPT ENTRETIEN
- INGÉNIEUR INSTRUMENTATION DÉPT. ENTRETIEN
- INGÉNIEUR CENTRAL UTILITÉS

Ecrire : Agence Gustave Klim (12° 394),  
41, avenue Montaigne — 75008 PARIS, qui transmet.

### NIGER (Zone Franc)

Importante entreprise industrielle et minière recherche :

### SUP. DE CO. + DECS. débutant

pour le responsabiliser au sein de son service

### CONTROLE DE GESTION

Ce poste implique des déplacements entre le lieu d'exploitation et le siège social à NIAMEY.

Contrat ferme, garanties et avantages expatriés

Ecrire avec C.V. explicite sous réf. GESTION

CEPAGE  
10, AVENUE ANTOINE LEMOINE 75001 PARIS 1<sup>er</sup>

Recherches

### INGÉNIEUR

POUR DIRIGER  
CHANTIERS EN ALGERIE  
avant très bonne expérience  
sur organisation et gestion  
monétaire de grands ensembles.  
Adresser C.V. et photo à n° 3424  
SPERAD, 12, rue Jean-Jaures,  
93800 PUTEAUX.

### IMPORTANT SOCIÉTÉ

recherche pour

### OUTRE-MER

### UN INGÉNIEUR

### ÉLECTRONICIEN

Connaisseur Hardware  
en vue Maintenance Système  
composé de mini-calculateur,  
28 ans minimum,  
3 à 5 ans d'expérience.

### NATIONALITÉ FRANÇAISE EXIGÉE.

Ecrire avec C.V. détaillé et  
photo à n° 3424,  
Contesse Publi., 20, av. Opéra,  
75001 Paris Cedex 01  
qui transmettra.

## offres premier emploi

### CHAUSURES ANDRÉ

### 1<sup>er</sup> EMPLOI

VOUS ÊTES  
Jeune diplômé de l'enseignement supérieur com-  
mercial ou économique.

### NOUS PENSONS

qu'une première expérience sur le terrain sera  
pour vous le point de départ d'une carrière dans  
la distribution.

### NOUS VOULONS

vous consacrer après une période de formation  
rémunérée, un poste de :

### RESPONSABLE DE MAGASIN

qui vous familiarisera avec nos méthodes de tra-  
vail, nos structures et notre secteur d'activité.

### NOUS VOUS PROPOSONS

par la suite une évolution de CARRIÈRE qui se  
fera par le passage à un certain nombre de  
postes clés dans l'entreprise.

Adresser C.V. et photo  
Service du Personnel M,  
28 rue de Flandre - 75019 PARIS

### IMPORTANT GROUPE

PHARMACEUTIQUE  
région Nord Paris  
recherche pour le service

### 1) BIOCHIMISTE

DEBUTANT  
pour contrat 1 an

### 2) AIDE-CHIMISTE

DEBUTANT  
pour laboratoire contrôle

Ecrire avec C.V. et photo  
N° 3480, Contesse Publi.,  
20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui

### PREMIER EMPLOI

Groupe d'initiative minière  
C.A. 15 000 000 par mois

### STAGE EXCEPTIONNEL

Après une formation finan-  
cière et commerciale  
durant 6 mois, garantie d'emploi  
au poste de

### CONSEILLER EN GESTION

DE PATRIMOINE  
Ecrire à S.B.M. 20, rue de  
Toulon, 75008 PARIS

## emplois régionaux

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ

RÉGION GRENOBLOISE  
recherche

### CADRE D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE

rattaché au Service Informatique

### FONCTIONS :

— Analyse permanente des circuits administratifs  
de la Société, proposition de modifications  
d'organisation, contribution à la mise en œuvre  
de ces modifications, conception et instauration  
des éventuelles procédures informatiques cor-  
respondantes ;

— Participation à l'étude de la rentabilité du système  
informatique en place, au choix des nouveaux  
moyens et à la mise en place de ceux-ci ;

— Assistance permanente au Chef de Service qu'il  
doit être capable de remplacer pendant ses  
absences.

### PROFIL :

— Formation de base solide, niveau Ingénieur, avec  
bonne connaissance de gestion. Doit avoir expé-  
rience industrielle minimale de 3 ans en orga-  
nisation administrative et informatique de  
gestion.

Envoyer C.V. et photo, N° 34154, CONTESSÉ Publi.,  
20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

### Société d'équipements électriques

et électroniques pour l'automobile

en forte expansion

### région OUEST

ville Universitaire

recherche

### LE RESPONSABLE

DE SON RÉSEAU APRÈS-VENTE

ET DISTRIBUTION EUROPE

5 ans d'expérience dans marchés grossistes et  
pièces rechange au niveau national et européen.  
Aussi :  
Ecrire avec C.V. et photo, sous le numéro 34382,  
Contesse Publi., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

### RESPONSABLES RÉGIONAUX

recherchés par

### ENTREPRISE de CONSTRUCTIONS

de MAISONS INDIVIDUELLES,

filiale d'un important groupe français  
du bâtiment à vocation nationale

— Formation Ingénieur ou équivalent

— Avoir un sens aigu du commercial.

— Meneur d'hommes et bon coordinateur.

— Pouvoir capable d'assurer la gestion complète  
d'une agence.

— Quelques années de pratique dans la fonction  
sont nécessaires.

Ecrire avec C.V., photo et prêt, sous le numéro 34348,  
Contesse Publi., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

### SOCIÉTÉ EN DÉVELOPPEMENT

recherche

### COMPTABLE ANALYTIQUE

(B.T.S. ou D.U.T.)

Ayant une expérience minimum de 3 ans en  
comptabilité générale dans une S.N. industrielle.

Se pratique de la comptabilité analytique intégrée  
et de l'établissement des comptes d'exploitation  
différentiels le rendra rapidement opérationnel.

Cette création de poste occupe une disponibilité  
très rapide.

Lien de travail RESANCON  
Adresser C.V. et photo, sous le n° 34358, Contesse  
Publi., 20, av. Opéra, 75001 Paris, Cedex 01, qui tr.

Organisation de formation rech.  
un ingénieur en contrôle non  
destructif (un an min. d'ex-  
périence). Diplômes pédagogiques  
ad. C.V. et photo, sous le  
n° 7374, « le Monde » Publi.,  
21, des Italiens, 75002 Paris-2<sup>e</sup>.

Association nationale  
FORMATION ADULTES  
milieu rural recherche  
FORMATICE

Enseignement pratique et théorique  
des métiers de l'économie  
Formation Monitorat d'enseignement  
manager ou BTS Economie so-  
ciale et familiale. C.V. et photo  
à adresser à ANOPAR,  
6116 TANTONVILLE

Dans le cadre du lancement  
d'un département voyages sur  
la PROVENCE notre Groupe  
recherche pour créer et déve-  
loper notre agence à MARSEILLE

CLUB DISCOJOCKEY, 300 places  
VILLE OUEST 55.000 hab.

demande de suite  
DISQUE JOCKEY

Place à l'année, 7, (10) 01-31-20

RECTORAT AIX-MARSEILLE

recrute

1 agent contractuel technique  
pour études et actions de mo-  
dification gestion mise en  
place tableaux de bord

Candidats seront de préférence  
jeunes, diplômés, ayant une  
supérieure (écoles supérieures av-  
ant gestion, H.E.C. ou S.E.C.)  
O.E.A. de gestion avec licence  
de sciences économiques

Une expérience professionnelle  
de quelques années serait ap-  
préciée. Rémunération à partir  
de 2 000 F selon diplômes et expé-  
rience. Candidatures et cur-  
riculum vitae à adresser à  
l'Agence d'Aix-Marseille,  
place Lucien-Pavé,  
13271 AIX EN PROVENCE.

### STÉRIE MÉDITERRANÉE

recherche

### PROGRAMMEURS

Niveau D.U.T.

2 ans d'expérience Assemblateur  
T.P. (C.I.C. ou équivalent)

Adresser C.V. et photo, à  
STÉRIE MÉDITERRANÉE  
20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui  
transmettra.

## offres d'emploi

### ASSISTANT

### DIRECTEUR FINANCIER

Proche Banlieue

Ouest Paris

Recherché pour le Siège Social d'une importante Société internationale.

Le candidat devra posséder un niveau D.E.C.S. ou équivalent allié à  
quelques années d'expérience en entreprise ou cabinet d'expertise. Une  
bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable, il est égale-  
ment impératif de pouvoir justifier d'une bonne pratique de la comp-  
tabilité U.S., ainsi que d'aptitudes à l'encadrement du personnel.

Possibilités de promotion FRANCE et ÉTRANGER.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à n° 9060 PMP  
69, rue de Provence 75009 PARIS, qui transmettra.

Réponse et discrétion totale assurées.

### COMPAGNIE D'ASSURANCES

CORRALITÉ BALOISE

recrute pour son

DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

IBM 370/125 DOS/VS POWER

UN PROGRAMMEUR PL 1

Minimum 2 ans d'expérience

Adresser Curriculum vitae et prétentions, à M. DENET,  
14, rue de la Victoire,  
75009 PARIS CEDEX 09.

### PROFESSION LIBÉRALE

recherche

### COLLABORATEUR (RICE)

ayant expérience confirmée

dans cabinet professionnel

pour mandats et dossiers d'expertise

de toutes importances

Connaissance de l'anglais souhaitée

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :

James Harman, 30, avenue de Villiers  
75017 PARIS.

### Responsable

des services administratifs

ayant bonne expérience des problèmes financiers,

juridiques, posés par la venue en France et à l'expor-  
tation de biens d'équipement.

Il devra assurer :

— la rédaction et les discussions des clauses finan-  
cières des contrats ;

— les relations avec les administrations, les banques,  
tribunaux, sociétés, assurances. Il assistera le direc-  
teur pour la préparation des rapports d'activité et  
le contrôle de gestion.

— être prêt à tout moment à intervenir.

— formation école de commerce ou universitaire.

— connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions sous Réf. 3851 A :

RSC carrières 92 rue Bonaparte 75006 Paris.

### HERTZ FRANCE

LOCATION DE VOITURES

Recherche pour son Siège social

78 - LE CHESNAY

### ASSISTANTE

DIRECTEUR INFORMATIQUE

La candidate (30 ans minimum) sera responsable :

— du contrôle et de la préparation des  
informations ;

— de la vérification et de la distribution  
des résultats ;

— de la bonne marche journalière du tra-  
itement des données.

et capable également :

— d'interpréter une chaîne d'exploitation ;

— de tenir à jour la documentation.

Doctylo souhaitée - Anglois apprécié.

13<sup>e</sup> mois, restaurant entreprise, avantages sociaux.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo (retournée)  
et prêt, à A. M. PIVERT - HERTZ FRANCE,  
2, rue de Marly 78150 LE CHESNAY

## offres d'emploi

### Proche Banlieue

### Ouest Paris

### ASSISTANT

### DIRECTEUR FINANCIER

Recherché pour le Siège Social d'une importante Société internationale.

Le candidat devra posséder un niveau D.E.C.S. ou équivalent allié à  
quelques années d'expérience en entreprise ou cabinet d'expertise. Une  
bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable, il est égale-  
ment impératif de pouvoir justifier d'une bonne pratique de la comp-  
tabilité U.S., ainsi que d'aptitudes à l'encadrement du personnel.

Possibilités de promotion FRANCE et ÉTRANGER.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à n° 9060 PMP  
69, rue de Provence 75009 PARIS, qui transmettra.

Réponse et discrétion totale assurées.

### COMPAGNIE D'ASSURANCES

CORRALITÉ BALOISE

recrute pour son

DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

IBM 370/125 DOS/VS POWER

UN PROGRAMMEUR PL 1

Minimum 2 ans d'expérience

Adresser Curriculum vitae et prétentions, à M. DENET,  
14, rue de la Victoire,  
75009 PARIS CEDEX 09.

### PROFESSION LIBÉRALE

recherche

### COLLABORATEUR (RICE)

ayant expérience confirmée

dans cabinet professionnel

pour mandats et dossiers d'expertise

de toutes importances

Connaissance de l'anglais souhaitée

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :

James Harman, 30, avenue de Villiers  
75017 PARIS.

### Responsable

des services administratifs

ayant bonne expérience des problèmes financiers,

juridiques, posés par la venue en France et à l'expor-  
tation de biens d'équipement.

Il devra assurer :

— la rédaction et les discussions des clauses finan-  
cières des contrats ;

— les relations avec les administrations, les banques,  
tribunaux, sociétés, assurances. Il assistera le direc-  
teur pour la préparation des rapports d'activité et  
le contrôle de gestion.

— être prêt à tout moment à intervenir.

— formation école de commerce ou universitaire.

— connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions sous Réf. 3851 A :

RSC carrières 92 rue











هكذا من الأصل

# économie

## LA LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

### Le conseil des ministres approuve quelques mesures nouvelles

Quelques professions sanctionnées pour l'exemple parce qu'elles n'ont pas respecté la réglementation des prix, les frontières ouvertes à quelques catégories de fruits pour assurer un meilleur approvisionnement des marchés et peser sur les cours, la mise à jour de mesures...

Le conseil des ministres a approuvé, mardi 3 novembre, au cours de sa déclaration télévisée de 20 heures, à la suite des décisions prises au conseil des ministres réuni le matin...

### « NOUS NE POUVONS PAS FAIRE D'EFFORTS SUPPLÉMENTAIRES »

déclarent grossistes et détaillants en fruits et légumes

Interrogé le 3 novembre au micro de France-Inter sur une éventuelle réduction des marges des commerçants en fruits et légumes, M. Stenbrunck, vice-président du Syndicat des fruits et légumes de France (grossiste), a déclaré : « Nous ne pouvons pas aller plus bas... »

ALAIN VERNHOLLES.

### L'encadrement du crédit AUGMENTATION MAINTENUE POUR LES PRÊTS A LA CONSOMMATION

Le ministre de l'économie et des finances fait connaître qu'une erreur matérielle s'est glissée, lundi 31 octobre, dans son communiqué sur l'encadrement du crédit pour 1978 (le Monde a du 1<sup>er</sup> novembre 1977) : par rapport à une base 100 en 31 décembre 1977, l'indice autorisé par les établissements spécialisés dans le financement des ventes à crédit est de 110 (et non de 100), ce qui correspond à une augmentation de 10 % égale à celle de 1977.

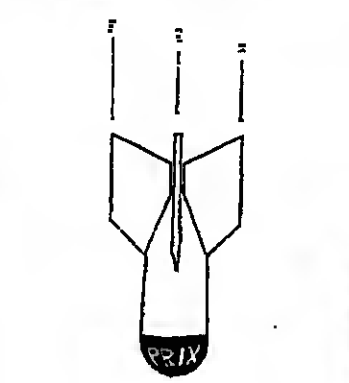
### Choux-fleurs : abondants mais chers

De notre correspondant

Marseille. — Dix tonnes de choux-fleurs ont été retirées le 2 novembre du marché d'intérêt national de Châteauneuf (Bouches-du-Rhône) et jetées à la déchèterie. Ceux-ci avaient été payés 28 centimes le kilo (prix de gros) et se trouvaient dans cinquante sacs qui ont subi la même sorte le vendredi 26 octobre, alors qu'un même moment un « commando » motorisé de jeunes agriculteurs des Bouches-du-Rhône avait imposé à Marseille un « marché sauvage » à l'extrémité de la Conchilière et proposé aux ménagères — revues — des choux-fleurs à 1 F pièce, que d'un geste de coupeurs de tête ils débarrassaient de leur couronne de feuilles, ne conservant que l'inflorescence, seule comestible. Plusieurs tonnes de choux-fleurs d'un poids moyen de 1,5 kilo à 2 kilos ont ainsi été écoulées en quelques heures.

Officiellement, la position de Maitignon n'a pas changé : il n'y a pas lieu de perdre son sang-froid parce que l'indice des prix augmente plus que prévu, sous l'influence des produits alimentaires. Les quantités mises en vente sont réduites par rapport à la normale et supporteront pendant encore des mois les conséquences d'une mauvaise année. Les prix des confitures, des conserves et des surgelés, par exemple, augmenteront. Pour le reste, c'est-à-dire pour des produits manufacturés et pour des services, les choses évoluent comme prévu, parce que les coûts de production augmentent moins, du fait du freinage des salaires. Après un indice des prix encore fort en octobre (+0,8 ou +0,9 %), novembre et décembre devraient marquer un net ralentissement (+0,5 ou +0,6 % prévus).

Tels sont les analyses et commentaires faits à Maitignon, où l'on se montre extrêmement irrité.



(Dessin de CHENEZ)

Après la Bretagne, la Provence est à son tour touchée par une grave pénurie de légumes qui provoque un allongement général des cours. Premier responsable de cette situation : le temps chaud qui s'est prolongé, entraînant un développement rapide des choux-fleurs et laissant coïncider la récolte des choux tendres et des semi-précoces, en temps ordinaire échelonnée. Les producteurs provençaux reprochent d'autre part à leurs homologues bretons d'avoir — pour compenser les pertes dues à la sécheresse de l'an dernier — considérablement augmenté les superficies plantées, entraînant une surproduction évaluée au double de celle de 1976 (20 millions de têtes). Première conséquence de la pénurie, les expéditeurs des Bouches-du-Rhône ont pour l'instant stoppé leurs expéditions vers le capitale. « Les Bretons ne sont à brider leurs choux-fleurs à 20 centimes, nous a précisé l'un d'eux. A ce prix, il est inutile que nous encombrions le marché avec les nôtres qui ne trouveraient pas preneur. Cela ne vaut plus la peine d'expédier. Il va nous falloir patienter au moins quinze jours. »

### Les sirènes de la relance

(Suite de la première page.)

« Si une conclusion peut être tirée de la réunion du F.M.I., écrit dans nos colonnes M. René Larre, directeur général de la Banque des règlements internationaux (B.R.I.), c'est sans doute que le moment est maintenant venu pour les pays d'Europe et pour le Japon de suivre leur exemple » (c'est-à-dire celui des Etats-Unis, qui ont retrouvé un taux de croissance honorable avant même d'avoir antérieurement éliminé l'inflation). Il s'agit également : « Si la reprise par l'exportation arrive à sa limite, si la reprise par l'investissement apparaît comme une mule creuse, à défaut de débouchés internes suffisants, l'accroissement de la consommation intérieure devient, sur le plan mondial, la seule issue possible. »

Les sirènes de la relance ont la voix forte aujourd'hui. Les pilotes n'ont pas à se boucher les oreilles, mais, en donnant un trop fort coup de barre dans le sens d'une réanimation globale de la consommation — qui, nous l'avons vu, semble repartir toute seule, — ils risquent d'aggraver les maux qu'ils veulent précisément combattre prioritairement : l'inflation et le chômage.

C'est et l'inflation repart de plus belle avec forcément dans son sillage un déficit du commerce extérieur, un sortie une fois de plus la médication d'un plein d'eustérité pour éviter le naufrage.

Il serait donc temps d'examiner plus finement les rapports entre le chômage et la conjoncture. On verrait qu'ils sont beaucoup plus lâches qu'on ne le croit. Dans une étude publiée dans la revue Banque (2), André Fourcaud et Jean-Jacques Rosa remarquent très justement que les demandeurs d'emploi peuvent se permettre de chômer plus longtemps avant de se décider dans la mesure où les conditions économiques le leur permettent. En fait, ce que l'on peut appeler le « chômage irréductible » croît avec le niveau de vie de la population en général (des jeunes peuvent plus longtemps être « soutenus » financièrement par leurs parents en attendant de trouver le « job » qui leur convient).

De même, la mobilité du travail est un facteur qu'il ne faut jamais oublier. Si, par exemple, au cours d'une année, noient les auteurs cités plus haut, une part de la population active (10 %) change d'emploi et attend en moyenne un trimestre avant de trouver une nouvelle embauche, le taux annuel moyen de chômage est tout instant sera de 4 %. Ce taux relativement élevé ne dépend en aucune façon de l'insuffisance de la demande globale. Ce n'est pas dire qu'une politique de relance accentuée n'aurait aucun effet sur l'emploi, bien sûr. Mais il serait bien moindre qu'on l'imagine.

Pas plus qu'on ne l'imagine amoureux d'un taux de croissance, on ne peut le décréter. Les contraintes internes et externes déterminent celui qui est compatible avec les autres équilibres, et c'est en voulant brûler les étapes sous la pression d'une opinion mal éclairée, d'une mode ou d'une vague électoraliste que l'on risque d'être même à l'origine de forces qui l'interpèneront dans notre société.

Dans une telle occurrence, la politique — au jugé — est peut-être la seule possible. Du moins, qu'elle se garde des engouements de la mode !

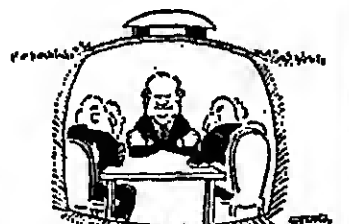
PIERRE DROUIN.

(1) Le Monde du 11 octobre 1977.  
(2) Numéro d'octobre 1977, « Le mirage du plein emploi ».

## HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE

en six volumes sous la direction de Pierre Léon

La souscription est prolongée jusqu'au 26 novembre 1977  
720 F au lieu de 900 F  
Renseignez-vous chez votre libraire ou à défaut chez Armand Colin  
103 Bd Saint-Michel 75005 Paris - tél. 329-12-19



(Dessin de CHENEZ)

de la présentation faite par la presse du conseil interministériel de mercredi. « Il n'y a pas lieu de dramatiser ni de modifier notre politique », déclare-t-on dans l'entourage du premier ministre.

A défaut de mesures rapidement efficaces, on attend du pro-

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

phénomène.

### L'INFLATION PERSISTANTE VA RÉDUIRE LA PROGRESSION PRÉVUE DU POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR NATIONALISÉ.

L'accélération de la hausse des prix va réduire la progression du pouvoir d'achat que comportent les différents accords de salaires signés dans le secteur nationalisé pour 1977.

Conclues en terme de masse salariale, ces conventions sont rédigées au moyen de formules algébriques très complexes, dont il ressort, d'une façon générale, que le pouvoir d'achat est garanti de toute façon, la progression de celui-ci devant dépendre de l'évolution du produit intérieur brut (PIB) et de l'indice officiel des prix.

Dans l'hypothèse d'une progression en 1977 du PIB de 3 % et d'une hausse des prix de 9 %, l'amélioration du pouvoir d'achat serait d'environ 1 %, y compris l'élément de 0,3 % au titre des résultats de l'entreprise. Avec une hausse des prix supérieure à 10 %, la progression ne serait plus que de 0,3 %, l'élément « productivité » des clauses de réajustement étant garanti en tout état de cause.

Avec une hausse des prix de 9,5 % — pour l'instant assez probable — la progression du pouvoir d'achat serait réduite de façon variable selon les accords. A l'E.G.F., aux Charbonnages de France et à la S.N.C.F. elle ne serait plus que d'environ 0,55 % en masse salariale, estimant les syndicats à la R.A.T.P. la majoration, selon la direction, serait d'environ 0,7 %, y compris l'élément « spécificité productivité » d'environ 0,8 % y compris entre les directions et les syndicats signataires sur l'application de l'accord doivent avoir lieu prochainement dans les diverses entreprises.

### COMMENT TRAITER UN V.I.P.

Il vient à son Club (bureau, discret, raffiné dans le moindre détail) savourer deux heures de charme et de détente. Comme un savoureux plaisir un peu secret. Il le choisit pour son adresse, son ambiance feutrée et ses installations uniques à Paris. Son linge et sa cabine sont personnels. Tout comme le salon-bain où l'accueille l'une des douces ravissantes jeunes femmes, venues de tous les coins du monde.

En plus de leur beauté, elles ont un point commun : l'art de pratiquer la douceur dans les nuances. Sauna, hammam, soins esthétiques complèteront sa détente.

Cet homme est un V.I.P. Une « Very Important Person » à qui l'on rend pendant deux heures l'hommage qui lui est dû. Une sensation rare.

RELAX CENTER  
261.27.25 - 261.27.97  
6, rue de la Paix - 75002 Paris

RELAX CENTER

261.27.25 - 261.27.97

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

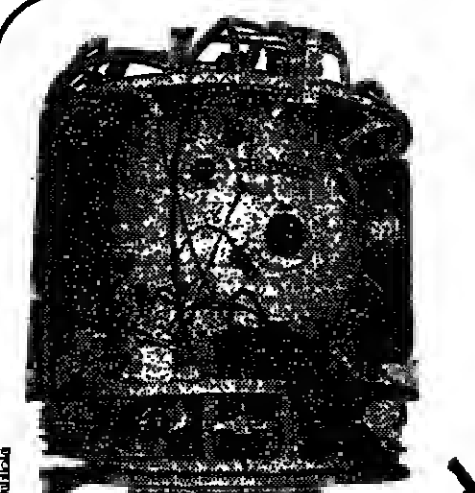
6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris

6, rue de la Paix - 75002 Paris



(Dessin de CHENEZ)

### OPERATION JANUS IV\*

RECORD DU MONDE DE PLONGÉE...

501 mètres

l'équipement de plongée du navire PETREL\*\* a été conçu et réalisé par C. G. DORIS

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

Compagnie Générale pour les Développement Opérationnels des Richesses Sous-Marines

AGENCES D'EMPLOI  
OFFRES D'EMPLOIS  
DEMANDES D'EMPLOI  
IMMOBILIER  
AUTOMOBILES  
AGENDA

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde



## SOCIAL

### L'AUTEUR DE « LA BABEL NUCLEAIRE » A-T-IL ÉTÉ INVITÉ À DÉMISSIONNER DE L'E.D.F. ?

La direction de l'E.D.F. a-t-elle fait pression sur l'un de ses cadres supérieurs, M. Louis Pulseux, auteur de *La Babel nucléaire*, pour obtenir de lui sa démission ou sa demande de mise en disponibilité ? C'est ce qu'affirme M. Pulseux, dont l'ouvrage, qui sort ces jours-ci aux éditions Gallimard, critique le développement indéfini de la production énergétique et nucléaire, qui conduit,

selon lui, à l'impasse et impose au pays un choix implicite de société. L'auteur avait préalablement informé la direction de son entreprise du thème traité et de ses conclusions, bien que le statut de l'E.D.F. n'impose pas de « devoir de réserve » au personnel de cette entreprise.

La fédération C.F.D.T. de l'E.D.F., à laquelle appartient M. Pulseux, s'élève avec force contre ce qu'elle appelle une « chasse aux sorcières ». Pour sa part, la direction générale de l'entreprise affirme n'avoir jamais eu l'intention de sanctionner un quelconque « délit d'opinion ». Selon elle, M. Pulseux envisage lui-même de démissionner depuis longtemps, pour se consacrer entièrement à l'enseignement.

Titulaire depuis 1961 au service des études économiques de l'E.D.F., ce cadre, âgé de quarante-neuf ans, est, depuis 1973, chargé de conférence en sciences sociales à l'École des hautes études. « Je suis toujours demandeur pour être détaché dans l'enseignement, mais j'en ai pas question pour moi de démissionner », nous a déclaré, le 2 novembre, l'auteur de *La Babel nucléaire*.

### Le P.S. veut associer les travailleurs immigrés à la vie municipale

L'idée d'une participation des travailleurs immigrés à la vie municipale vient d'être relancée par le parti socialiste, au cours d'une journée d'études qui s'est tenue il y a quelques jours à Villeurbanne.

Présentant le document que le P.S. vient d'éditer sur « La Commune et les travailleurs immigrés », M. Le Garrec, député national aux travailleurs étrangers, a insisté sur « la nécessité de créer des secteurs de réflexion et d'information en matière d'immigration ». Le P.S. prépare un programme détaillé qui prévoit la présence de représentants des travailleurs immigrés au Conseil économique et social et une réforme de l'enseignement pour les étrangers, en prenant appui sur les collectivités locales ou régionales.

C'est surtout dans les municipalités qu'une action efficace pourrait être entreprise : « D'ores et déjà », a signalé M. Le Garrec, « des commissions extra-municipales se mettent en place dans toutes les villes gérées par les socialistes. D'autre part, dans les mois à venir, le P.S. organisera l'élection de représentants des

travailleurs immigrés dans plusieurs communes ». Le P.S. entend déposer prochainement une proposition de loi en ce sens, qui serait une étape vers le droit de vote aux élections municipales et vers la liberté d'association pour les travailleurs étrangers. Pour l'élaboration de ce programme, qui vise essentiellement à mieux intégrer les étrangers dans notre vie municipale, le P.S. a précisé M. Le Garrec, « recherche la concertation avec ses partenaires de l'union de la gauche, mais aussi avec les organisations syndicales et les associations représentatives ».

#### L'exemple belge

Il y a plus de dix ans déjà, la question de la participation des travailleurs immigrés avait été posée en Belgique par des militants de mouvements socio-professionnels, chrétiens et socialistes, de la région lilloise. Leur démarche était simple : dans les pays d'accueil, observent-ils, les étrangers ne votent pas, n'ont pas le droit de participer à la vie politique générale. Cependant, ils paient les impôts locaux comme les ressortissants nationaux et ils sont tributaires des choix opérés par les autorités municipales :

implantation des logements sociaux, répartition des fonds de l'aide sociale, nature de l'enseignement donné aux enfants. N'était-il pas anormal que leurs intérêts, au moins à ce niveau, ne bénéficient d'aucune représentation spécifique ?

À partir de 1963, l'idée s'est pratiquement institutionnalisée en Belgique avec la création de « comités consultatifs communaux d'immigrés » dans une vingtaine de municipalités wallonnes. Ce n'était à l'origine qu'une instance assez floue, dont les attributions restaient d'autant plus limitées que les immigrés eux-mêmes ne semblaient guère au début, en comprendre l'utilité. Mais l'expérience venue du Nord n'a pas moins connu un grand retentissement : le 18 décembre 1974, la Commission des communautés européennes, dans son programme d'action sociale, formulait le vœu d'une promotion, dans tous les États membres, de la participation d'immigrants à la vie municipale par la création d'organes consultatifs. Jusqu'à l'instauration de leur droit de vote en 1980, elle a lancé il y a un an cette proposition, à laquelle se sont intéressés tour à tour la C.G.T., la C.F.D.T. et le P.O.F. Et le défunt secrétariat d'État

aux travailleurs immigrés se déclarait prêt, lui-même, à accompagner les travailleurs étrangers « une large représentation », indépendamment d'un certain nombre d'expériences menées sur le plan local, notamment à Grenoble et à Valenciennes.

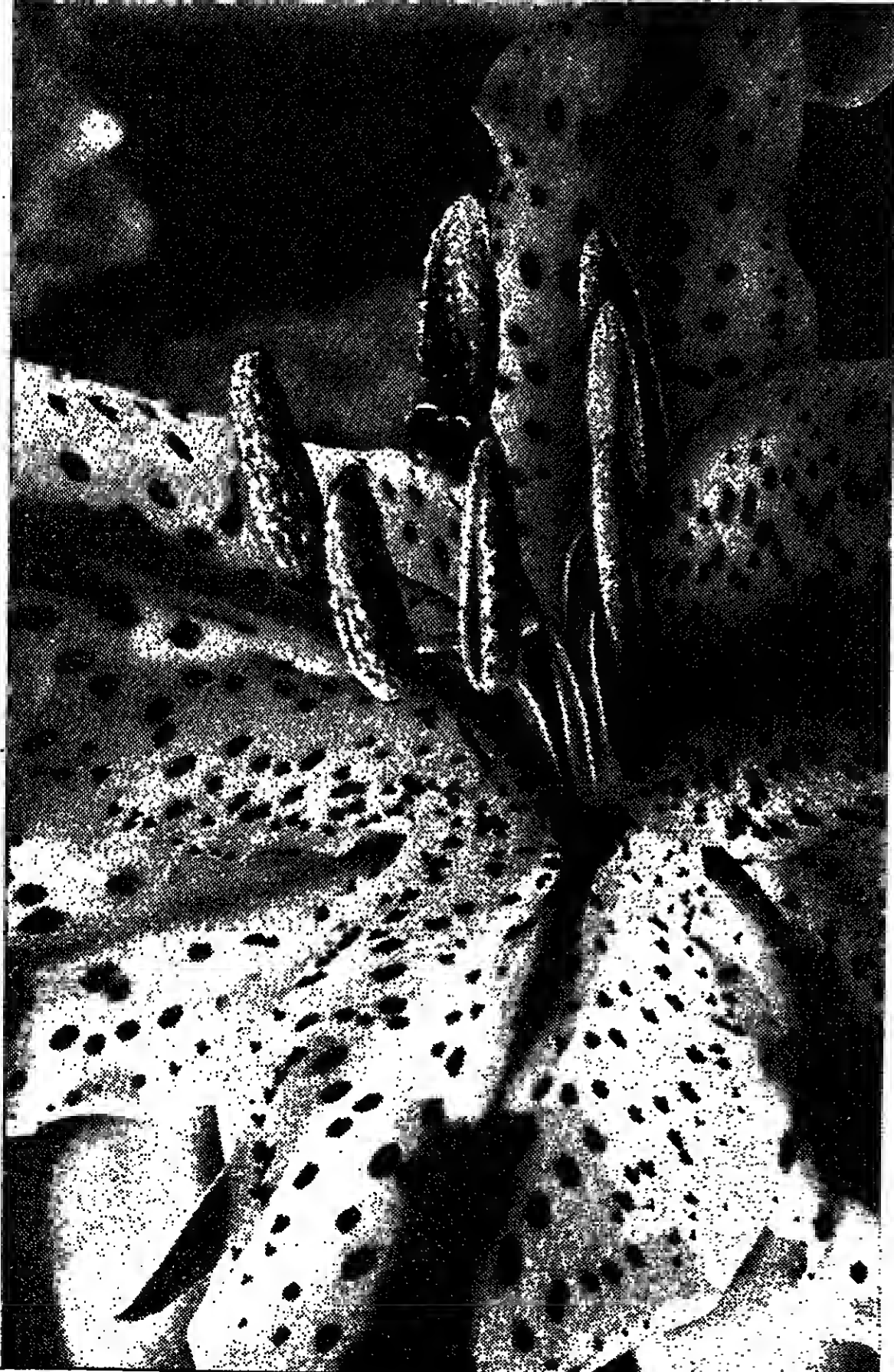
À Villeurbanne, à l'issue de longues négociations avec le préfet d'un groupe d'immigrés où s'étaient réunis mille trois cents Maghrébins répartis dans deux cent trente logements, M. Charles Hernu, maire de la ville, vient de signer l'acte de rachat d'un ensemble immobilier au prix de 15 millions de francs « pour mettre fin au ghetto » par un relogement dans le tissu urbain. Cinq délégués maghrébins, élus par les locataires, figurent désormais parmi les initiateurs de la municipalité. De fait, les expériences de commissions extra-municipales déjà menées à Grenoble et à Valenciennes ont prouvé que les migrants préfèrent discuter directement avec les élus municipaux.

Mais que peut-on attendre de tels organismes tant que les droits politiques ne seront pas reconnus et garantis aux étrangers, et tant que la commune française ne disposera pas d'un plus grand pouvoir de décision pour les migrants dans des secteurs aussi importants que l'emploi, le logement et la protection sociale ? C'est donc un double objectif que s'assigne le P.S. l'un en direction des immigrés, l'autre en direction de l'État centralisateur. L'exemple de Mons-en-Barœul, dans banlieue lilloise — où les habitants, y compris les immigrés, voteront eux-mêmes le budget le 27 novembre, — prouve peut-être que « la démocratie municipale pour tous » n'est pas une utopie.

JEAN BENOIT.

## Plan d'un futur laboratoire.

Lilium auratum, ou Lis du Japon. Photographié par Helmut Dornau.



La chimie est généralement considérée comme une des sciences les plus jeunes et les plus modernes élaborées par l'homme. Pourtant, nous n'avons pas tout inventé dans ce domaine.

Les fleurs, même les plus simples, sont journellement le théâtre de réactions chimiques complexes. L'action chlorophyllienne en est un exemple merveilleux. C'est pourquoi, un certain nombre de chercheurs chez Hoechst passent beaucoup de temps à observer les plantes et s'inspirent des synthèses qu'elles réalisent pour améliorer leur connaissance.

C'est avec ces leçons, prodiguées par la nature, que l'on pourra mieux comprendre les lois complexes qui la régissent, en particulier, celles de l'écologie.

Dans le domaine de la recherche fondamentale, comme dans bien d'autres, les 14.000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

**L'avenir,  
c'est passionnant.**

Hoechst — Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

**Hoechst**

### Après cinq semaines de grève

#### LE TRAVAIL A REPRIS AU SERVICE INFORMATIQUE DE LA CAISSE PARISIENNE D'ASSURANCE-MALADIE.

Le travail a repris lundi 31 octobre, après cinq semaines de grève, au service informatique de la Caisse primaire d'assurance-maladie de la région parisienne (le Monde du 28 octobre). Les grévistes ont obtenu partiellement satisfaction : repos compensateur pour le travail de nuit ; règles plus souples pour la promotion ; création d'une commission paritaire pour rechercher des solutions aux problèmes posés par l'influence de la suppression du travail de nuit sur les salaires (les informaticiens demandant dans ce cas le maintien de leur rémunération).

Cet accord, qui a été élaboré au niveau local, n'a pas réglé l'aval de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale. Des négociations devaient cependant ouvrir à l'échelon national, le 3 novembre, sur les conditions de travail dans l'informatique.

La fin de ce conflit satisfait surtout les assurés qui attendent le remboursement de leurs frais maladie : bien qu'aucun chiffre officiel n'ait été donné, quelque deux millions de dossiers auraient été bloqués. Jeudi matin 3 novembre, la caisse parisienne nous a indiqué qu'« un certain temps » serait nécessaire pour satisfaire les assurés, sans être en mesure de préciser le délai.

#### Aux élections des délégués du personnel

##### PROGRÈS DE LA C.F.D.T. ET DE F.O. CHEZ RENAULT-SANDOUVILLE

La C.F.D.T. continue d'accroître son influence chez les ouvriers de l'usine Renault de Sandouville. F.O. y améliore son score.

Aux élections des délégués du personnel, la C.F.D.T. a obtenu, en effet, chez les ouvriers, 16,73 % des suffrages exprimés au lieu de 15,37 % en 76 et 11,56 % en 75. PREMIÈRE COLLECTIVE — Inscrits, 10 911 (10 499 en 1976) : exprimés, 7 447 (7 621). Ont obtenu : C.F.D.T., 1 240 voix (16,73 %), soit 12,51 % au lieu de 14,22 % en 1976 ; F.O., 1 250 voix (16,73 %), soit 16,73 % (15,37 % en 1976) ; P.O., 797 voix (10,70 %), soit 10,70 % (10,00 % en 1976).

DEUXIÈME COLLECTIVE — Inscrits, 993 (991) : exprimés, 777 (730). Ont obtenu : C.F.D.T., 393 voix (50,45 % en 1976), soit 50,45 % (51,16 % en 1976) ; F.O., 141 voix (18,13 %), soit 18,13 % (16,92 % en 1976) ; C.O.C., 243 voix (31,42 %), soit 31,42 % (31,92 % en 1976).

Un projet de loi sur la protection de l'épargne populaire est en préparation, a indiqué le 3 novembre à l'Assemblée nationale M. Robert Boulin, ministre de l'économie et aux finances, en réponse à une question de M. Bouloche (P.S.), qui lui demandait ce que le gouvernement comptait faire pour mettre fin à la scandaleuse spoliation de l'épargne populaire.

هكذا من الأصل







## ÉCONOMIE

## AFFAIRES

## Les pétroliers critiquent à leur tour le chauffage « tout électrique »

Les pétroliers sont entrés, à leur tour, dans la bataille contre le « tout-électrique ». Au cours d'une conférence de presse, l'Union des chambres syndicales de l'industrie pétrolière, à laquelle s'étaient joints des représentants des industries de matériel de chauffage par eau chaude, a tenu à répondre à quelques « stupidités économiques énoncées ici ou là ». « Il est faux », selon l'U.C.S.I.P., de prétendre que la France réaliserait une économie de devises si l'on déplaçait la consommation du fuel domestique vers le fuel industriel utilisé dans les centrales pour produire de l'électricité, nettement moins cher. C'est oublier que tous les produits sont liés. De 1 tonne de pétrole brut on sort en moyenne 36 % de fuel lourd, 40 % de fuel domestique et 22 % de carburants et autres

produits. « Pour augmenter la seule consommation de fuel industriel, il faudrait donc acheter sur le marché international, ce qui reviendrait du même coup à diminuer le volume d'affaires des raffineries françaises, qui connaissent déjà de sérieux problèmes ».

Le chauffage par eau chaude est beaucoup « plus souple », car il « s'adapte, à moindre frais », aux diverses sources d'énergie : gaz, fuel, voire géothermie et « solaire ». Le « tout-électrique » est « une technique cloisonnée, qui ne permet pas d'adaptation. Lorsqu'on l'a choisi, c'est irrévocable ». Dans le chauffage par eau chaude, la consommation d'énergie primaire est, selon l'U.C.S.I.P., plus faible. A solution égale, la consommation énergétique, pour une maison de 100 mètres carrés, représenterait 45 % seulement de l'énergie primaire nécessaire au chauffage électrique. Enfin, l'U.C.S.I.P. ne s'est pas privée de rappeler à son compte l'étude réalisée par 50 institutions de consommateurs (le Monde du 20 octobre), qui montre que le coût du « tout-électrique » était supérieur de près de 30 % à celui du gaz et du fuel.

Pour la chambre syndicale et les fabricants de matériels, « la technique du chauffage à eau chaude est donc loin d'avoir dit son dernier mot ». S'ils se défendent de vouloir condamner irrémédiablement le « tout-électrique », cette technique ne peut être cependant, pour eux, qu'un « chauffage d'appoint ». Le « tout-électrique » vient également d'être condamné implicitement au cours d'un séminaire de la Commission économique pour l'Europe de l'O.N.U. Une des recommandations approuvées par l'Assemblée générale de l'Organisation, indique que « les centrales thermo-électriques ne devraient normalement pas produire d'électricité destinée aux usages locaux, à moins d'utiliser à bon escient la chaleur résiduelle de l'eau de refroidissement ».

● Une Association pour la défense des usagers du tout électrique (ADUTE) vient de se créer (8, rue des Jardins, 92310-Sèvres), qui a pour ambition de grouper ceux qui ont subi plus de 36 % de capital de Bernard-Moteurs lui échappant, la minorité de blocage se situant au tiers. La famille Bernard possède 17,01 % du capital de la société, soit 19,7 %. C'est pour éviter cet écueil que Renault a sans doute décidé d'augmenter sa participation.

## RENAULT POURRAIT ACCROÎTRE SA PARTICIPATION DANS BERNARD-MOTEURS

Renault pourrait accroître sa participation dans le capital de la société Bernard-Moteurs, dont elle détient actuellement 69,2 % par l'intermédiaire de sa filiale SOFEXI. La Régie serait en effet à l'origine du brusque afflux de demandes sur le marché des actions Bernard-Moteurs. Coté 32,30 F le 30 octobre, le titre de cette société a été demandé sans contrepartie à 41,60 F le lendemain. Depuis, le marché n'a pu être équilibré, l'offre ne pouvant satisfaire la demande.

La situation de Bernard-Moteurs expliquerait l'initiative de la Régie. Cette firme qui fabrique des moteurs de faible puissance pour l'équipement de divers engins (moteurs, pompes, petits engins de travaux publics, etc.) et emploie 2114 salariés souffre d'une rentabilité insuffisante, en dépit de résultats satisfaisants sur le plan commercial.

Pour améliorer ses résultats, la Régie envisage de procéder à certaines modifications de structures, ce qui suppose qu'elle ait les mains totalement libres. Or ce n'est pas actuellement le cas, puisque plus de 36 % du capital de Bernard-Moteurs lui échappant, la minorité de blocage se situant au tiers. La famille Bernard possède 17,01 % du capital de la société, soit 19,7 %. C'est pour éviter cet écueil que Renault a sans doute décidé d'augmenter sa participation.

(PUBLICITE)

## RÉPUBLIQUE GABONAISE

MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MARINE MARCHANDE, DE L'OFFICE DES PORTS ET RADES DU GABON ET DE L'OFFICE DU CHEMIN DE FER TRANSGABONAIS

## OFFICE DES PORTS ET RADES DU GABON

## AVIS DE PRÉSELECTION POUR LA CONSTRUCTION DU PORT MINÉRIEL DE SANTA-CLARA

Les entreprises sont informées qu'un appel d'offres sera lancé prochainement pour la construction d'un port minéralier à SANTA-CLARA (25 km Nord de Libreville).

Les travaux sont répartis en six lots ainsi définis :

## GROUPE A

- Lot n° 1 - Terrassements généraux y compris plates-formes ferroviaires et routières ; Construction d'une digue en enrochements de 900 m et d'un quai à 9 m de 200 m x 80 m.
- Lot n° 2 - Ouvrages maritimes ; Entassement métallique sur pieux de 6.500 m ; Deux postes d'accostage à 21 m et 15 m pour minéraliers de 150.000 et 70.000 tonnes.
- Lot n° 3 - Bâtiments ; Bureaux - Ateliers - Hangars.
- Lot n° 4 - Distribution intérieure d'eau.

## GROUPE B

- Lot n° 5 - Equipements ; Basculeur à wagons - Stockers reclaimers - Chargeurs ; Tours de transfert - Système de convoyeurs ; Distribution et branchement électriques ; Télécommunications.

## GROUPE C

- Lot n° 6 - Matériel naval ; Remorqueurs de haute mer - Pilotes.
- Début des travaux : courant 1978.
- Les entreprises intéressées par l'exécution des travaux sont informées que les travaux des Groupes A et B feront l'objet d'un ou deux marchés confiés à une seule Entreprise ou à un Groupement d'entreprises représenté par une entreprise pilote.
- Les travaux du Groupe C feront l'objet d'un marché séparé.
- Les entreprises sont invitées à faire part des concours financiers qu'elles sont susceptibles d'apporter.
- Les dossiers de candidature qui indiqueront les références des candidats devront parvenir à l'Office des Ports et Rades du Gabon, B.P. 1.051 à LIBREVILLE (République Gabonaise) ou plus tard le 17 décembre 1977 à midi.

Le dossier détaillé de présélection en français et en anglais sera à la disposition des Entreprises à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1977 aux adresses ci-après :

NEW-YORK : SOROS ASSOCIATES, 575 Lexington Avenue, Tél. 826-2700 - Télex 22495

PARIS : B.C.E.O.M., 75741 PARIS cedex 15, 15, square Max-Hymans, tél. 96-93-39, télex 250.618 F.

LIBREVILLE : O.P.R.A.G., Boîte postale 1.051, tél. 72.17.97, télex 5.319 GO.

La prise du dossier est fixée à 160 dollars U.S. ou 800 F.F., ou 40.000 F.C.F.A. payable par chèque ou virement bancaire.

## A L'ÉTRANGER

## FINLANDE : le gouvernement prévoit de réduire la surproduction agricole.

Helsinki. — Le gouvernement vient d'approuver un projet de loi sur les revenus agricoles, qui sera soumis prochainement au vote du Parlement. Ce projet prévoit une réduction progressive, de 1979 à 1981, de la production de certaines denrées, comme le lait, le bœuf et les œufs. Il s'agit d'un problème délicat, les agriculteurs étant peu désireux de réduire leur production sans une contrepartie que le gouvernement ne peut leur offrir. On a même craint à un certain moment que les discussions ne conduisent à une crise gouvernementale.

Selon le calendrier prévu, l'Etat continuera à subventionner la vente des surplus agricoles jusqu'à concurrence d'un plafond déterminé pour chaque produit. Les agriculteurs se verront ainsi obligés d'assurer eux-mêmes la commercialisation à l'étranger des quantités qui dépassent ces plafonds. L'introduction de limites quantitatives peut être considérée comme le moyen le plus efficace de freiner une surproduction agricole qui a coûté cette année 1 milliard 500 millions de marks à l'Etat. — L. P.

## ÉTATS-UNIS : le salaire minimum augmentera de 45 % d'ici à 1981.

Le président Carter a signé, mardi 1<sup>er</sup> novembre, une loi qui prévoit une augmentation de 45 %, d'ici à 1981, du salaire minimum aux Etats-Unis. Actuellement, il est de 2,20 dollars par heure (11,15 francs environ), le salaire minimum sera porté à 2,65 dollars (12,85 francs) le 1<sup>er</sup> janvier prochain et atteindra 3,15 dollars (16,24 francs) le 1<sup>er</sup> janvier 1981. Selon les calculs de l'administration américaine, ces augmentations représenteront, au total, 9 milliards de dollars qui seront ainsi injectés dans l'économie au cours des quatre prochaines années. — (U.P.I., A.F.P.)

● Les investissements directs étrangers aux Etats-Unis ont représenté en 1976 un total de 30,2 milliards de dollars, en progression de 0,1 % par rapport à 1975 et de 2,2 % par rapport à 1974. Les entrées nettes de capitaux ont atteint 2,3 milliards et les bénéfices réinvestis 1,6 milliard de dollars. Les investissements les plus importants ont été réalisés par les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale, le Canada, le Japon et la France. — (A.F.P., U.P.I.)

## LÉGER REDRESSMENT DU DOLLAR

Le franc suisse à 2,18 francs français

De nouveau en recul à l'ouverture sur le marché des places financières, le dollar s'est redressé dans la matinée du 3 novembre, après que le ministre allemand de l'économie, M. Hans Apel, ait déclaré que la devise américaine était « sous-évaluée ».

A Zurich, le cours du dollar, tombé un instant en dessous de 2,21 francs suisses, est ainsi remonté à 2,2120 F.S. (contre 2,21 F.S. la veille) dans le même temps où il passait à Francfort de 2,2380 DM à 2,245 DM contre 2,24 DM et à Paris de 4,8150 francs français à 4,8223 F.F. (contre 4,8160 F.F.).

Le franc en revanche, est resté faible, le deutchsmark et le franc suisse dépassant de peu leur plus haut niveau historique à 2,19 F et 2,18 F.

La livre a également fléchi (1,8325 dollar contre 1,84 dollar) en dépit de l'annonce d'une augmentation de 3,04 milliards de dollars des réserves monétaires britanniques, ce qui porte pour la première fois à plus de 20 milliards de dollars le total de ces réserves.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U. ...	4,8190 4,8220	+ 65 + 95	+ 120 + 140	+ 370 + 430
\$ can. ...	1,3130 1,3140	+ 30 + 35	+ 120 + 140	+ 370 + 430
Yen (100) ...	2,0425 2,0435	+ 30 + 35	+ 120 + 140	+ 370 + 430

D.M. ....	2,1600 2,1610	+ 80 + 100	+ 120 + 140	+ 370 + 430
Florin ...	1,9545 1,9575	+ 60 + 80	+ 120 + 140	+ 370 + 430
F.S. (100) ...	12,7300 12,7350	+ 240 + 260	+ 440 + 460	+ 1200 + 1240
F.S. (100) ...	12,7300 12,7350	+ 240 + 260	+ 440 + 460	+ 1200 + 1240
L. (100) ...	5,4200 5,4300	+ 300 + 320	+ 440 + 460	+ 1200 + 1240
£ ...	8,8250 8,8300	+ 250 + 270	+ 440 + 460	+ 1200 + 1240

## TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M. ....	3 1/4	4	3 1/2	4	3 3/4	4 1/4	3 3/4	4 1/2
\$ U.S. ....	4 1/2	4 7/8	5 1/8	5 3/4	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 7/8
\$ can. ....	4 1/2	4 7/8	5 1/8	5 3/4	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 7/8
Yen ...	4 1/2	4 7/8	5 1/8	5 3/4	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 7/8
F.S. ...	4 1/2	4 7/8	5 1/8	5 3/4	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 7/8
£ ...	4 1/2	4 7/8	5 1/8	5 3/4	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 7/8
Fr. transp. ...	4 1/2	4 7/8	5 1/8	5 3/4	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 7/8

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## RICQLÈS-ZAN

La situation comptable provisoire au 30 juin 1977 fait ressortir un bénéfice net après impôt de 1.447 MF — après prise en charge des amortissements, diverses provisions et notamment provision pour B.I.C. de 1.447 MF — contre 2.488 MF au 30 juin 1976 — dont 1.414 MF de profit exceptionnel provenant de réalisation d'actifs.

Les amortissements pris en compte sont de 1.470 MF contre 1.148 MF. Le bénéfice d'exploitation s'élève à 2.873 MF contre 2.182 au 30 juin 1976, après amortissements.

Le chiffre des ventes et produits accessoires, hors droits et taxes, s'élève à 38.000 MF contre 34.875 MF. A fin septembre, le chiffre des ventes facturées à la clientèle, hors droits et taxes, sans provision de ristournes de fin d'année, s'élève à 62.384 MF contre 54.510 MF, en augmentation de 14 %.

MF : millions de francs.

## CREUSOT-LOIRE

La situation provisoire du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1977 fait ressortir une marge brute d'autofinancement d'environ 2,5 millions de francs. Les six premiers mois de l'exercice 1977 ont été marqués par une dégradation des résultats. Après déduction aux amortissements d'un montant de 55 millions de francs, le résultat net est un déficit de 52,5 millions de francs, contre 19,5 millions de francs de bénéfice net en 1976.

La dégradation des résultats de la société au cours du premier trimestre de 1977 est essentiellement due à la crise que traverse la sidérurgie. Malgré la grève de cette branche métallurgique de la région, la production a pu être maintenue à un niveau satisfaisant, notamment grâce à la réduction des coûts et à une grande spécialisation des unités de production.

Dans la branche mécanique, la situation tend à se normaliser. Les commandes de la clientèle demeurent satisfaisantes dans une conjonction de travail réduite, en raison des pertes acquises par la société dans ce secteur d'activités. Les engagements de commandes devraient croître en 1977 une progression valeur de 10 % par rapport à l'activité de cette branche, qui ne doit pas rester soutenue, dans l'attente, à la fin de 1977 et en 1978.

## POLDERS DE L'OUEST

8, boulevard du Général-de-Gaulle 50170 PONTORSON

La compagnie procède à l'attribution de parts de groupement formateurs en contrepartie d'une réduction de capital (voir avis « Presse de la Manche », Cherbourg, du 31 octobre 1977).

(PUBLICITE)

## REPUBLIC OF LIBERIA

## LIBERIA ELECTRICITY CORPORATION BUSHROD POWER PLANT EXTENSION

## INVITATION TO PREQUALIFICATION OF PROSPECTIVE TENDERERS

The Liberia Electricity Corporation (LEC) will undertake an extension of its Bushrod Power Plant near Monrovia. The extension will consist of 27 MW in diesel electric capacity delivered by two low speed diesel engine driven generators each of 13,5 MW, with a third generating unit of same capacity as an option. Three separate contracts are contemplated:

## CONTRACT N° 1 - CIVIL WORKS

The construction of a powerhouse to accommodate three diesel generator sets. The superstructure of the powerhouse will be a steel structure. The foundations for the powerhouse will be the steel foundation blocks which will be supported on piles. The supply, transport, installation and commissioning of a 50-ton powerhouse travelling crane. The approximate overall volume of the powerhouse is 30,000 m<sup>3</sup>. The construction of a pump house located in the harbor, about 1,500 meters from the powerhouse, also supported on piles. The approximate overall volume of the pump house is 5,000 m<sup>3</sup>. The supply and installation of closed circuit approximately 600 mm conduit from the pump house to the powerhouse for the cooling water system of the units. The supply and installation of two heavy fuel oil storage tanks. The construction of outfall pipes and surrounding roads and earthworks.

## CONTRACT N° 2 - MECHANICAL WORKS

The supply, transport, installation and commissioning of two 13,5 MW each, 1500 RPM 2-stroke diesel engines designed for burning 3,500 s.c.f. R 1100 °F heavy fuel oil with opportunites. The supply, transport, installation and commissioning of pump house equipment.

## CONTRACT N° 3 - ELECTROMECHANICAL WORKS

The supply, transport, installation and commissioning of two low speed synchronous generators, opportunite static power electronic excitation systems and two 18 MVA unit transformers 138/69 kV to be tendered for in two alternatives: one suitable for 60 Hz operation only and one suitable for 60 Hz or 50 Hz operation after appropriate modification. The supply, transport, installation and commissioning of a 69 kV switchgear with steel structure, control system, low voltage system, station battery, and emergency diesel electric unit.

The LEC has applied to the World Bank, the Arab Bank for Economic Development of Africa, the Kuwait Fund for Arab Economic Development and other international financing institutions for assistance in the financing of the subject project.

Contractors or manufacturers from any country accepted by the Kuwait Fund of Arab Economic Development and the Arab Bank for Economic Development of Africa are allowed to tender for Contract No. 2 while contractors or manufacturers from member countries of the World Bank and Switzerland may bid for Contract No. 1 and 3. They are invited to apply for qualification for bidding by submitting a brief introduction of the company, giving particulars of their financial status and their own capacity and experience for the execution of the appropriate work. This information should be submitted to the Engineer not later than November 30, 1977 in a specially prepared questionnaire form which is available from the Engineer, whose address is given below, either together with the Tender Documents or separately.

Three copies of tender documents, contract documents and contract drawings for each contract will be available to prospective tenderers on November 7, 1977. These documents can be obtained from the Engineer by payment of US \$ 300.00 per contract. Only qualified tenderers will be permitted to submit tenders. LEC will notify the qualified prospective tenderers one month ahead of the tender submission date.

The sealed tenders of qualified tenderers shall be submitted by hand on February 2, 1978 before 9 a.m. local time to the office of the Managing Director of the LEC located in Providence Building, Monrovia, Liberia. Public opening of tenders will take place at 10 a.m. of the same day. Tenderers' representatives may attend.

Tenders will be considered only if accompanied by appropriate bid bonds.

Liberia Electricity Corporation, Monrovia, Liberia.

The Engineer is: Motor-Columbus Consulting Engineers Inc. Parkstrasse 27 - 5401 Baden, Switzerland. Tel.: 22-97-71 - Telex: 54532 moco CH.

مكتبة من الأصل



كندا من الأصل

FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES MARCHÉS FINANCIERS

ES-ZAN

CREUSOT-LOIRE

PARIS  
2 NOVEMBRE

Repli

La situation financière de la semaine dernière ne s'est pas améliorée. Les marchés financiers ont connu une séance de repli, marquée par une baisse des cours de nombreuses valeurs. Les investisseurs restent prudents face à l'incertitude économique et aux tensions monétaires. Les perspectives de croissance demeurent faibles, ce qui pèse sur le moral du marché.

Les investisseurs ont réagi avec prudence à la séance de mardi. Les cours ont globalement baissé, reflétant les inquiétudes liées à l'inflation et à la politique monétaire. Les secteurs industriels ont été particulièrement touchés, tandis que les valeurs défensives ont résisté mieux.

LONDRES

NEW-YORK

Nouveau repli

Nouveau repli

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Lists various stocks and their prices in London.

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Lists various stocks and their prices in New York.

Taux du marché monétaire

Taux du marché monétaire

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Consolidated Goldfields... Augmentation du capital de 40 millions de livres par émission de 155 millions de nouvelles actions.

Consolidated Goldfields... Augmentation du capital de 40 millions de livres par émission de 155 millions de nouvelles actions.

BOURSE DE PARIS - 2 NOVEMBRE - COMPTANT

BOURSE DE PARIS - 2 NOVEMBRE - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd., Dernier. Lists stock prices for the Paris stock exchange.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd., Dernier. Lists stock prices for the Paris stock exchange.

VALEURS

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Précéd., Dernier. Contains a wide range of stock prices and market data.

MARCHÉ A TERME

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Précéd., Dernier. Contains data for the futures market.

COTE DES CHANGES

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Précéd., Dernier. Contains exchange rates for various currencies.

REPUBLIC OF LIBERIA

A ELECTRICITY CORPORATION

OD POWER PLANT EXTENSION

TATION TO PREQUALIFICATION

PROSPECTIVE TENDERERS

TRACT N° 1 - CIVIL WORKS

TRACT N° 2 - MECHANICAL WORK

TRACT N° 3 - ELECTROMECHANICAL WORK

TRACT N° 4 - ELECTRICAL WORK

TRACT N° 5 - MECHANICAL WORK

TRACT N° 6 - ELECTROMECHANICAL WORK

TRACT N° 7 - ELECTRICAL WORK

TRACT N° 8 - MECHANICAL WORK

TRACT N° 9 - ELECTROMECHANICAL WORK

TRACT N° 10 - ELECTRICAL WORK

TRACT N° 11 - MECHANICAL WORK

TRACT N° 12 - ELECTROMECHANICAL WORK

TRACT N° 13 - ELECTRICAL WORK

TRACT N° 14 - MECHANICAL WORK

TRACT N° 15 - ELECTROMECHANICAL WORK

TRACT N° 16 - ELECTRICAL WORK

TRACT N° 17 - MECHANICAL WORK

TRACT N° 18 - ELECTROMECHANICAL WORK

TRACT N° 19 - ELECTRICAL WORK

TRACT N° 20 - MECHANICAL WORK

TRACT N° 21 - ELECTROMECHANICAL WORK

TRACT N° 22 - ELECTRICAL WORK

TRACT N° 23 - MECHANICAL WORK

TRACT N° 24 - ELECTROMECHANICAL WORK

TRACT N° 25 - ELECTRICAL WORK

TRACT N° 26 - MECHANICAL WORK

TRACT N° 27 - ELECTROMECHANICAL WORK

TRACT N° 28 - ELECTRICAL WORK

TRACT N° 29 - MECHANICAL WORK

TRACT N° 30 - ELECTROMECHANICAL WORK

TRACT N° 31 - ELECTRICAL WORK

TRACT N° 32 - MECHANICAL WORK

TRACT N° 33 - ELECTROMECHANICAL WORK

TRACT N° 34 - ELECTRICAL WORK

TRACT N° 35 - MECHANICAL WORK



UN JOUR  
DANS LE MONDE

2. IDÉES
  - « Les grilles du temps », entretien avec J.-B. Pontalis.
  - POINT DE VUE : « Un nouveau mythe du siècle : la motivation », par Anne-Marie Hirsch.
3. DIPLOMATIE
  - La visite à Paris du premier ministre québécois.
- 4-5. EUROPE
- 6-8. AMÉRIQUES
- 9-10. AFRIQUE
  - ALGÉRIE : le chef de l'État continue sa campagne contre les déviations bureaucratiques.
11. ASIE
- PROCHE-ORIENT
- 12-13. POLITIQUE
  - L'Égypte et l'information : quatre mois de élections.
  - LA QUERELLE P.C.-P.S. : deux points de vue : « La ligne de la persévérance », par Jacques Fournier et Nicole Questiaux ; « Se battre contre ce qui divise », par Gérard Molin.
- 14-15. SOCIÉTÉ
  - La cour de Paris dira le 16 novembre si M<sup>re</sup> Croissant doit être extradité.
- ÉDUCATION
- RELIGION
  - Le document final du cinquième synode.
- SCIENCES
16. SPORTS
  - Les Coupes d'Europe de football.

## LE MONDE DES LIVRES

- PAGES 17 à 24
- LE PÉRIODIQUE de B. Polot-Delpoche : Jean Guéhenno, Michel Le Bris.
- ROMANS : Joane Duranteau, Michel Butel, Jacques Druelle.
- ESSAIS : Malraux devant l'art, HISTOIRE : Henri Troyat et la Grande Cathédrale, LITTÉRATURE STRANIERE : Irritante et admirable Anna Seghers, PHILOSOPHIE : Une histoire de l'école de Francfort, SOCIÉTÉ : La culture David-Gand, FRANCO-AMÉRICAIN : Le Québec entre deux révoltes.
- 25 à 29. ARTS ET SPECTACLES
  - THÉÂTRE : Lucas Salas, de Meme Perini ; Maria Casares joue la Mante polaire.
  - VARIÉTÉS : le bonheur du cirque à l'occident.
- 30 à 33. ÉCONOMIE - RÉGIONS
  - SOCIAL : le P.S. veut associer les travailleurs immigrés à la vie municipale.
  - TRANSPORTS : la décoration de France serait assurée par la collection Wildenstein.

## LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (25)
- Annouces classées (32 à 34) : Aujourd'hui (31) ; Carnet (31) ; Méthodologie (31) ; Mots croisés (31) ; Bruit (31).
- Le numéro de « Monde » daté 3 novembre 1977 a été tiré à 539 944 exemplaires.

## (PUBLICITE)

- SACHEZ REPRÉSENTER ET DIRIGER L'ENTREPRISE PAR L'IMAGE
- Vous comprendrez facilement la comptabilité, le financement et la gestion.
  - Vous prendrez connaissance immédiatement des situations financières, économiques et juridiques qui traversent l'entreprise.
  - Vous déterminerez rapidement, pour l'avenir, toutes les solutions possibles.
- Pour décider plus sûrement, demandez gratuitement une image-entreprise.
- COUPON - DÉPENSE
- M. ....
- Société .....
- Adresse .....
- désire une documentation comprenant une image-entreprise GRAPHES ET RESEAUX COMPTABLES
- B.P. 23 - 78290 - Croissy-sur-Seine
- Tél. de 14 h. à 18 h. : 978-27-25
- A B C D F G H

## Le trafic devenant insuffisant

## La Société de l'autoroute Paris-Est demande à l'État de résilier son contrat de concession

La société d'autoroute APEL (Société de l'autoroute Paris-Est-Lorraine) vient de demander au tribunal administratif de résilier le contrat de concession qui la lie aux pouvoirs publics pour l'exploitation de l'autoroute de l'Est. La société estime que, sur cette voie, le trafic n'a pas atteint l'importance qu'elle escomptait pour assurer sa rentabilité. C'est la première fois qu'une telle démarche se produit.

L'APEL a été créée en 1972. Elle a reçu en concession l'axe Paris-Metz. C'est une société privée dont les principaux actionnaires sont la société Dumes (19 % du capital), la société Bouygues (19 %), la société Ean et Assal, dissimulant SOCEA (17 %), les Grands Travaux de Marseille

## SEPT BELGES SUR DIX REFUSENT LA CONSTRUCTION DE NOUVELLES AUTOROUTES

(De notre correspondant.)

BRUXELLES. — Le programme de construction d'autoroutes est interrompu, et ce n'est pas dans ce secteur que le gouvernement pourra absorber une partie des 280 000 chômeurs enregistrés en octobre. D'autres priorités ont été définies, telles que le logement social et la construction d'hôpitaux. Le précédent gouvernement et le nouveau, également présidé par M. Tindemans, se sont inclinés devant les nécessités économiques et l'hostilité du public et des mouvements écologiques.

Un sondage effectué à la demande du cabinet a en effet montré que 70 % des Belges sont contre de nouvelles autoroutes, 26 % pour et 10 % sans opinion. Actuellement, la Belgique dispose de 1 000 kilomètres d'autoroutes au lieu de 157 kilomètres il y a dix ans, en 1967. Les principales sont l'autoroute de Wallonie, qui relie l'Allemagne à l'autoroute de Paris par Liège et Mons ; la liaison entre le réseau hollandais et le réseau français en passant par Anvers et Bruxelles ; l'autoroute du littoral, la capitale à Ostende ; l'autoroute de Wol Albert à Anvers à Aalst-Chapelle. — P. de V.

## 18 calculatrices peu communes chez Duriez

Vous donnez l'heure, la date avec ou sans 4 jours et chrono ; sonnent vos rendez-vous ; calculent votre courbe de chance ; vous rappellent vos 20 dernières opérations ; font joyeusement bli, etc. Et ce plus, elles calculent... Formes : briques, calpin, règle, coup de poing, style... Elles portent de grands noms : Texas, Canon, Sharp, Olympia, Casio, etc. Coût entre 100 et 500 F. en discount chez Duriez, 132, Bd. St-Germain, 130 modèles calculatrices tous genres, mach. à écrire, etc. Quantités limitées.

## DAIM style

spécialiste créateur du dentier de peau H.F. et Ent. prêt à porter à vos mesures ou selon votre croquis. réparat. transform. nettoyage

8, pl. des Victoires - Paris - 200 85 12

Paris  
S. place de la Madeleine  
138, rue La Fayette  
86, rue de Rivoli

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

## Après la mort d'un lycéen à la porte de Pantin

## L'ORGANISATEUR DU CONCERT DE POP MUSIC ÉCARTE LA RESPONSABILITÉ DU SERVICE D'ORDRE DANS LE MEURTRE.

Un comité de soutien à Lucien Meyon, le jeune lycéen tué le 30 octobre à l'entrée de l'hippodrome de Paris où était donné un concert de pop music (Le Monde du 3 novembre), vient de se créer. Il appelle à boycotter le concert de Bob Seger donné, ce jeudi 3 novembre, au Pavillon de Paris. « La participation à ce concert serait une caution à la pratique d'actes de brimades et de matraquages, et au meurtre de Lucien Meyon », affirme un tract qui devrait être distribué à proximité de la salle.

La société Galawash, organisatrice du spectacle du 30 octobre, précise pour sa part que « le corps de Lucien Meyon a été découvert à l'extérieur de l'enceinte de l'hippodrome de Paris, soit dans une zone où le service d'ordre de l'organisation n'avait pas d'intervention et n'est pas intervenu. Au surplus, aucun des membres du service d'ordre ne porte d'arme de quel que nature que ce soit », ajoute la société, qui « s'élève contre l'indignation contre les allégations de certains organes de presse tendant à suggérer que le service d'ordre de l'organisation pourrait être responsable de la mort de Lucien Meyon », et déclare qu'elle « mettra tout en œuvre pour que soient dédouanés le ou les coupables de ce crime ».



## Nicoll aime les femmes

et « étoffe » ses rayons pour leur plaisir. En accompagnant, leur mari, elles choisiront dans la sélection Nicoll des modèles ravissants pour vivre la mode à deux.

Nicoll for ladies too.

NICOLL la tradition anglaise

29, RUE TRONCHET, PARIS 8<sup>e</sup>

## En Éthiopie

## Un membre du Derg a été assassiné

Une nouvelle vague de violence semble déferler sur la capitale éthiopienne. Le lieutenant Gebayew Temesgen, membre du Conseil militaire suprême (Derg), chef des services d'information, et le professeur Guta Sernesa, candidat à la mairie d'Addis-Abeba, ont, selon la radio nationale, été abattus mercredi 2 novembre par des « agents de la soie des réactionnaires ».

Les syndicats éthiopiens avaient demandé, mardi 1<sup>er</sup> novembre, la création d'un escadron spécial pour « traquer et détruire les contre-révolutionnaires », responsables, selon eux, des troubles actuels. Ils ont reconstruit que les « réactionnaires » emprisonnés soient envoyés à la campagne, où ils seraient placés sous la garde des groupements de travailleurs agricoles.

À Addis-Abeba, où les batailles de rue sont fréquentes, la phase actuelle de violence s'est ouverte fin septembre avec l'assassinat de

## M. BOURGES REÇOIT LES MINISTRES DE LA DÉFENSE BRITANNIQUE ET OUEST-ALLEMAND

M. Yvon Bourges, ministre de la défense, reçoit les jeudi 3 et vendredi 4 novembre les ministres britannique et ouest-allemand de la défense, MM. Fred Mulley et Georg Leber, pour discuter des problèmes de la coopération dans le domaine des industries militaires.

Ces rencontres franco-germano-britanniques ont une périodicité annuelle et un caractère informel. Mais c'est la première fois que le ministre français de la défense rencontre, à l'occasion d'une même réunion à Paris, ses homologues de Londres et de Bonn pour des conversations trilatérales à l'issue d'une série d'entretiens bilatéraux.

## DIVERGENCES ENTRE LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. AUX CHANTIERS DUBIGEON-NORMANDIE

Après la décision de la C.F.D.T. de consulter le personnel des chantiers navals de Dubigeon-Normandie, à Nantes, au cinquième jour de grève et le vote en faveur de la reprise (sur 110 votants, 547 pour, 183 contre, pour 2 500 salariés), la C.G.T. a vivement critiqué les décisions. Estimant qu'il n'y a pas eu la moindre proposition de la direction, la C.G.T. considère que le conflit doit se poursuivre et accuse la C.F.D.T. d'avoir « une attitude contraire à la pratique de l'unité d'action ».

À Paris, la fédération C.G.T. de la métallurgie reproche à la C.F.D.T. d'avoir mis les cégétistes « devant le fait accompli » ; elle se demande « où veut en venir la C.F.D.T. en adoptant une attitude contraire aux intérêts des travailleurs ». De leur côté, les responsables C.F.D.T. des chantiers, qui estiment être désormais « menacés pour mettre fin au conflit », précisent que les revendications demeurent. Ils ont aussi annoncé qu'ils allaient rencontrer les militants C.G.T. et qu'« il était exclu que le travail reprenne cette semaine ».

pianos hamam  
135 à 139 rue de Rennes Paris 75006  
Près de la Gare Montparnasse Tél. 544-39-66  
vous proposent aussi les  
pianos RAMEAU  
héritier de la tradition française

BMW:POZZI  
CONCESSIONNAIRE OFFICIEL  
10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris  
essais des nouveaux modèles 78 | 754.91.64  
754.91.65  
IMPORTANTS ATELIERS SPÉCIALISÉS | 755.62.29

«Le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré»  
ALEXANDRE  
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1<sup>er</sup>)

La Libye propose ses bons offices dans la question sahra

À Djibouti, le conseiller diplomatique du consulat général d'Éthiopie, M. Aden Chide, a été mandé mercredi à la capitale éthiopienne pour participer à la rencontre de la province du Harar. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

## HUIT MILLE RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Au cours de la séance réservée aux questions au gouvernement, M. Alain Bonnet (rad. g., Boudgues) a regretté que le gouvernement ait demandé aux maires de répondre avant le 3 novembre au questionnaire sur les projets de réforme des collectivités locales alors que l'association des maires doit en débiter à l'occasion de son congrès qui se tiendra du 15 au 18 novembre.

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a répondu que les huit mille réponses reçues jusqu'à présent constituent « un échantillon assez largement significatif des maires de base ». « Il eût été paradoxal que le gouvernement, qui veut soumettre le projet au Parlement avant la fin de la session, retienne une date postérieure au 3 novembre, étant donnée l'importance du travail de dépouillement commencé depuis plusieurs semaines », a-t-il ajouté.

Guatemala  
Par les pistes et par les rivières, découvrez les villages indiens des montagnes, l'exubérance de la côte Caraïbe, les chefs d'œuvre mayas de la jungle.  
17 jours - 9.000 F.  
EXPLORATOR  
16 place de la Madeleine  
75008 Paris - Tél. 266 66 24

هكذا من الأصل